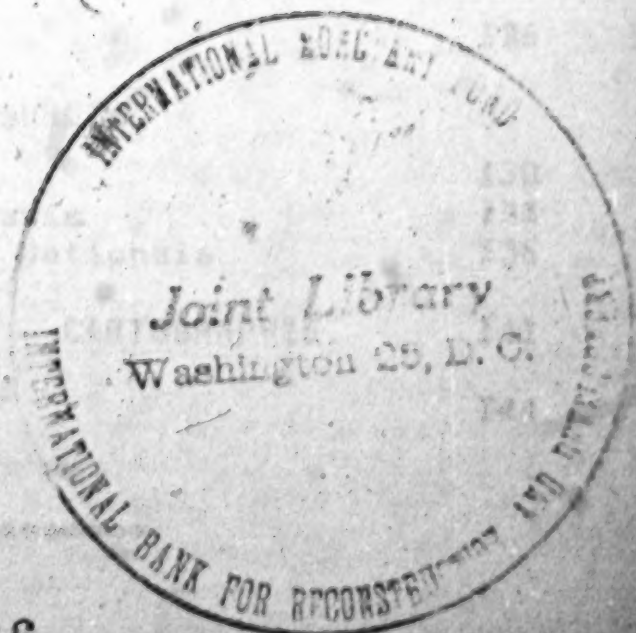


PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT
Central African Republic
HAUT COMMISSARIAT AU PLAN
ET A L'ASSISTANCE TECHNIQUE

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité-Dignité-Travail

PLAN INTERIMAIRE

1965 - 1966



81866

PLAN INTERIMAIRE 1965-1966

TABLE des MATIERES

<u>P R E A M B U L E</u>	Page 1
TITRE I- DEVELOPPEMENT RURAL	5
Chapitre I - Agriculture	7
Chapitre II- Elevage	23
Chapitre III- Eaux et Forêts	31
Chapitre IV- Coopération	47
Chapitre V - Jeunesse Pionnière Nat.	53
Chapitre VI- Génie Rural	65
Chapitre VII- Formation	68
Conclusion	70
TITRE II- COMMERCE ET INDUSTRIE	
Chapitre I - Commerce et Transport	72
Chapitre II- Industrie	78
TITRE III- INFRASTRUCTURES DE LIAISONS	
Chapitre I - Infrastructure routière	86
Chapitre II- Infrastructure ferroviaire et aérienne	92
Chapitre III- Télécommunications	94
TITRE IV- DEVELOPPEMENT SOCIAL	
Chapitre I - Education	99
Chapitre II- Information	107
Chapitre III- Jeunesse et Sports	112
Chapitre IV- Santé	116
Chapitre V- Affaires Sociales	122
TITRE V - URBANISME ET HABITAT	126
TITRE VI - DEFENSE NATIONALE - SURETE	
Chapitre I- Armée	130
Chapitre II- Gendarmerie	133
Chapitre III- Sécurité Nationale	136
TITRE VII- ETUDES PLANIFICATION - CARTOGRAPHIE	141
CONCLUSION	144

P R E A M B U L E

Le plan intérimaire de développement pour les années 1965 et 1966 n'est pas une oeuvre dogmatique, conçue dans l'abstrait; c'est un programme qui, partant des données politiques, économiques et sociales centrafricaines, définit un certain nombre d'objectifs à atteindre et de moyens pour parvenir à leur réalisation. C'est donc essentiellement sous le signe de l'efficacité et du réalisme que se place ce plan intérimaire. Cette efficacité se marquera dans la recherche d'une répartition harmonieuse des activités du pays et dans la définition de priorités parmi les objectifs à atteindre: ainsi la Nation toute entière associée à la réalisation de ce plan forgera elle-même son avenir.

Le plan se présente également comme un instrument de cohésion entre les divers secteurs économiques et sociaux: il recherche un équilibre entre la production et son utilisation, entre les capitaux et les investissements.

Le plan est un guide pour l'action de l'Etat comme pour les aides étrangères et pour les initiatives privées auxquelles l'Etat a recours.

Le plan est enfin un moyen pour orienter la production et les structures économiques et sociales dans le sens d'une participation toujours plus grande et d'une collaboration toujours plus étroite des diverses couches de la Nation: c'est le ciment économique de notre unité nationale.

L'utilité du plan étant ainsi précisée, il y a lieu maintenant de déterminer les objectifs généraux, étant entendu que chacun des titres et chapitres précisera les objectifs recherchés dans chaque branche de notre développement. Ces objectifs généraux peuvent se regrouper autour de deux grandes idées force:

1^{re}) - L'amélioration du niveau de vie de la population: c'est simplement la poursuite de l'oeuvre commencée par Barthélémy BOGANDA au sein du M.E.S.A.N., et les cinq verbes, dans un raccourci saisissant, nous rappellent ce que doit être l'action du Gouvernement:

- Nourrir, vêtir, c'est l'affirmation de l'absolue nécessité du développement rural et industriel. Le paysan représente encore 97 % de la population active et ce sont ses productions qui constituent les principales ressources de l'Etat. Il faut donc d'abord les augmenter, mais aussi réorganiser les circuits commerciaux afin d'assurer une véritable promotion du paysan. Les industries doivent également se développer progressivement afin d'assurer à un moindre prix les objets dont le pays a besoin; mais l'industrie s'appuiera largement dans la phase de démarrage, sur les activités menées dans les autres secteurs de l'économie.

- Soigner : c'est par une action prophylactique généralisée non seulement par la multiplication des centres de santé mais aussi et surtout par les services mobiles qui visitent les malades à domicile, que sera obtenue une véritable amélioration du capital humain, élément essentiel du développement de la République.

- Instruire : la nécessité de l'éducation des enfants si évidente est liée ici à la formation professionnelle et même à l'alphabétisation des adultes. Les moyens les plus rapides et les méthodes les plus modernes seront utilisés: presse, information, radiodiffusion, radiovision, audio-vision. C'est un programme ambitieux qui doit permettre une africanisation rapide des cadres de la Nation.

- Loger : un effort important sera fait dans le domaine de l'habitat économique afin de mettre à la portée de chacun un logis en matériaux durables dans des villages ou villes rendus salubres grâce aux travaux d'assainissement qui sera entrepris.

Ainsi le plan ne fait que traduire les aspirations de la Nation.

Il est bien évident que cette amélioration du niveau de vie doit être globale, c'est à dire porter sur l'ensemble de la population et plus spécialement sur les couches les plus déshéritées. L'indépendance, il faut le reconnaître, a surtout profité aux élites, aux cadres, aux fonctionnaires, il faut maintenant en faire profiter la masse.

Le professeur DUBOIS, spécialiste du panafricanisme, à la première Conférence des peuples d'Afrique en décembre 1958 à Accra, déclarait notamment :

" C'est une économie réglementée et une organisation politique du pays dans le cadre de laquelle le premier devoir du citoyen est de servir l'Etat. Seulement, l'Etat n'est pas un instrument entre les mains de l'aristocratie ou d'oligarchies rapaces; c'est le bien-être collectif des masses de travailleurs qui constitue le but principal de tous les efforts. Peu à peu, chaque Etat se rapproche d'une telle conception de son rôle ".

2°)- La consolidation de l'indépendance nationale, qui ne doit pas être une indépendance purement politique, mais aussi une indépendance économique et financière.

Pour réaliser ce second objectif, il est indispensable de valoriser nos exportations par transformation sur place des matières premières, de donner une priorité aux importations de biens d'équipement sur les importations de biens de consommation, de créer un marché intérieur en République Centrafricaine et de contribuer à l'harmonisation des investissements et à la création d'un véritable marché commun en U.D.E.-CAMEROUN, de manière à améliorer notre balance commerciale. Une meilleure balance commerciale donnera un équilibre plus sain à notre balance des comptes, nos avoirs extérieurs étant davantage dûs actuellement aux transferts de capitaux publics qu'aux exportations, et nous permettra d'intervenir plus activement, ou du moins avec plus de poids, dans l'élaboration de la politique de l'Union Monétaire des Etats de l'Afrique Equatoriale et de la zone franc. A condition toutefois

que soit également assuré au plus tôt l'équilibre réel du Budget de fonctionnement de l'Etat, notamment par la prise en charge totale des dépenses de personnel (relèvement de la contribution aux dépenses du personnel d'assistance technique ou relève de ce personnel), que l'Etat soit en mesure de financer sur ressources nationales une part de plus en plus grande des investissements nécessaires au développement économique et social du pays et qu'une bonne part des bénéfices réalisés en République Centrafricaine par le secteur privé soit investie sur place et non transférée à l'extérieur.

En vue d'assurer la réussite totale du plan intérimaire biennal, il importe d'abord de créer à travers le pays des conditions morales et psychologiques qui trouvent leur expression dans la réalisation de notre devise :

UNITE - DIGNITE - TRAVAIL

A - L'unité se réalisera, se consolidera, se concrétisera :

- par une propagande politique, menée par les militants du MESAN,
- par une campagne de presse et par la Radio,
- par des meetings et des défilés populaires à l'occasion des fêtes et des événements importants,
- par l'exécution des hymnes et la formation des chorales populaires,
- par l'éducation politique, systématique des masses et par la formation des cadres politiques,
- par le développement du civisme,
- par une lutte vigilante et quotidienne contre tout élément de division (tribalisme, individualisme, jalousie, médisance, calomnie, ambition personnelle),
- par la défense de la Patrie.

B - La dignité trouvera son expression dans :

- 1- L'alphabétisation intense des masses, l'extension de l'Enseignement primaire, l'éducation sanitaire par une amélioration de l'hygiène et de la nutrition, le développement des sports,
- 2- L'assainissement et l'épuration des mœurs par des mesures appropriées pour la protection de la jeune fille et de la femme,
- 3- Un combat sans merci et à tous les niveaux contre les fléaux sociaux tels que l'ivresse, la mendicité, le parasitisme, la délinquance juvénile, les taudis, etc...
- 4- La promotion de la femme dont les responsabilités devraient s'accroître tant dans la famille que dans la vie publique.

C - La valeur et l'importance du travail seront soulignées dans les Services Publics, dans les campagnes, dans les écoles, dans les entreprises et tous les citoyens devront être convaincus qu'il n'y a pas de travail efficace et rentable sans :

- ponctualité,
- assiduité
- esprit de responsabilité, intégrité et honnêteté qui excluent la corruption, la concussion, le trafic d'influence,
- obéissance hiérarchique, respect et estime mutuels,
- esprit d'initiative à tous les niveaux.

D - La réalisation de ces objectifs implique :

- la condamnation du favoritisme, du népotisme et de la corruption qui paralysent l'action de l'Administration,
- des sanctions exemplaires et à tous les échelons pour les détournements de deniers publics, et plus généralement la négligence professionnelle,
- l'africanisation rationnelle et effective des cadres dans l'optique d'une meilleure utilisation des compétences,
- des encouragements, des félicitations, des décorations, des prix et des voyages d'information à travers le Pays, en faveur des citoyens qui se seront distingués par leur travail, leur loyauté et leur esprit national.

E - Mais, il nous faut aussi des capitaux et nous voulons dans ce but faire appel tant aux capitaux publics qu'aux capitaux privés, tant aux capitaux nationaux qu'aux capitaux étrangers.

Notre réputation de " Suisse Africaine " nous permet d'augurer favorablement de la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Nous nous adresserons aux Etats qui ont le souci d'aider les pays en voie de développement, quelle que soit leur idéologie, à la seule condition que soit préservée notre indépendance. Nous favoriserons les investissements privés par l'octroi de facilités et d'avantages dans le cadre de l'Union Douanière Equatoriale.

Ainsi notre plan intérimaire doit contribuer à l'essor de la République. Ce plan n'est pas une oeuvre rigide et immuable: c'est une création continue et c'est en tenant compte des expériences acquises, des progrès de la recherche, de la conjoncture internationale que sera entrepris le prochain plan de développement qui entrera en vigueur à la suite du plan intérimaire.

TITRE PREMIER

LE DEVELOPPEMENT RURAL

La situation actuelle du secteur rural est caractérisée par quelques faits dominants :

- Un système traditionnel peu productif entraînant une faible emprise sur le sol, et un faible revenu individuel.
- Une contrainte des prix mondiaux (qui sera croissante) aboutit à procurer un pouvoir d'achat stagnant.
- Une concurrence des autres secteurs de production plus favorisés qui encouragent à l'exode rural.
- Une collecte des produits tardive ou incomplète.
- Une orientation caractérisée vers quelques productions qui rend notre économie fragile et tributaire des pays consommateurs.

Ces raisons font que ce secteur est moins attractif que les autres, les familles s'y maintiennent sans y progresser adaptant leurs besoins à leurs possibilités réelles, et les jeunes cherchent à aller ailleurs sans toujours y parvenir.

C'est donc à la fois un problème économique et social que l'on doit résoudre en donnant aux familles rurales les moyens propres à améliorer leur existence en même temps que procurer à l'Etat les revenus dont il a besoin.

Pour y parvenir les mesures à prendre découlent de ces caractéristiques :

Accroître la productivité du système traditionnel d'abord par l'emploi d'engrais et d'insecticides et de semences sélectionnées dont l'emploi conjugué peut valoriser la journée de travail de 30%. Mais avec les moyens manuels le plafond qu'on peut atteindre reste relativement bas et il est nécessaire d'utiliser des moyens de travail plus modernes que procure l'animal ou le tracteur.

Ce secteur créé depuis quelques années sera élargi dans toutes les zones où techniquement et économiquement il est possible de le faire.

Accroître la production par l'augmentation des surfaces des cultures existantes soit en demandant aux familles paysannes un effort supplémentaire soit en créant un secteur de production de l'Etat lorsque pour des raisons financières ou techniques l'initiative privée ne pourra en assurer la réalisation.

Diversifier les productions agricoles pastorales et piscicoles pour augmenter les ressources alimentaires, approvisionner plus complètement les marchés locaux encore tributaires de l'extérieur, et assurer à l'économie une assise plus large et plus solide.

Améliorer la collecte pour qu'elle soit faite dès que les récoltes sont terminées en organisant les marchés et améliorant l'état des pistes.

Assurer un prix d'achat rémunérateur dans la mesure où on peut agir en créant un mouvement coopératif bien compris en organisant les transports et le commerce, pour que le producteur soit le principal bénéficiaire des efforts qu'on lui demande.

Aider à l'amélioration de l'habitat en suscitant l'épargne et en facilitant son emploi dans les investissements durables.

Tels sont les principes de base de la politique suivie en matière de développement rural, et qui seront concrétisées par les opérations présentées dans ce programme biennal.

Pour l'application de ces mesures il a été nécessaire d'adapter l'Administration aux besoins du monde rural qui forme un tout indissociable en regroupant à l'échelon central tous les services ayant vocation à animer ce secteur.

Dans les provinces les instruments de réalisation de cette politique sont avant tout les Offices Régionaux de Développement qui ont la responsabilité complète des actions rurales, les moyens et la souplesse de fonctionnement pour les exécuter. L'unité d'exécution ainsi réalisée et qui a fait ses preuves dans d'autres régions africaines doit contribuer à une réelle coordination des tâches qui reviennent à l'Administration de la production à la commercialisation incluse.

La société Nationale d'Exploitation Agricole sera de son côté chargée de la réalisation des plantations de cultures rentables dans de vastes ensembles ce qui permettra d'accroître la production en même temps que d'absorber une partie de la main d'oeuvre inoccupée dans les centres.

L'Union Cotonnière Centrafricaine qui a remplacé les Sociétés Cotonnières permettra de réserver aux producteurs centrafricains la totalité des profits de la culture du coton et aidera les services administratifs en participant à des opérations de productivité.

La Jeunesse Pionnière Nationale chargée d'accroître le nombre des villages coopératifs modernes et dynamiques continuera la formation civique et professionnelle de la jeunesse.

Le soutien technique de l'ensemble de ces actions sera assuré par les stations de recherche dont les programmes seront orientés résolument vers l'obtention de résultats pratiques et la fourniture de matériel végétal amélioré.

Mais ces moyens et ses instruments de travail axés vers cette politique ne seront efficaces que dans la mesure où ils seront épaulés à la base par des cadres formés à ces nouvelles tâches dans les écoles techniques qui existent déjà et qui seront renouées.

La réussite de l'ensemble de ces opérations est liée à la volonté de travail du milieu rural et à celle des agents qui doivent les conseiller. Elle ne pourra être complète qu'avec l'aide des autorités gouvernementales, Parlementaires, Politiques qui entreprendront la propagande.

CHAPITRE 1 - AGRICULTURE

12) - Buts à atteindre

La situation actuelle, les buts à atteindre et la répartition régionale des objectifs sont résumés dans les tableaux ci-dessous.

C O T O N

	Situation actuelle-	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	125.000 ha	150.000	170.000
Rendement/hectare	240 kg	260 kg	300 kg
Production	30.000 T	40.000 T	50.000 T

Objectif détaillé par région

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
OUHAM	11.000 T	13.000 T
OUAKA	10.000 T	12.000 T
OUHAM-PENDE	8.000 T	10.500 T
KEMO-GRIBINGUI	4.000	6.000
BASSE-KOTTO	4.000	5.000
M'BOMOU	2.500	3.000
N'DELE	500	500
T O T A L..	40.000 T	50.000 T

ARACHIDES

	Situation actuelle-	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	80.000 ha	85.000	90.000
Production (coque)	65.000 T	70.000 T	80.000 T
Commercialisation (C)	8.000 T	8.500 T	10.000 T

4.000 ha 5.000 ha 10.000 ha
 3.000 T 3.000 T 8.000 T
 1.000 T 2.000 T 3.000 T

Commercialisation par région

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
OUAKA	2.500 T	2.800 T
BASSE-KOTTO	2.500 T	2.800 T
OUHAM-PENDE	1.200 T	1.500 T
KEMO-GRIBINGUI	700 T	900 T
BOUAR-BABOUA	500 T	600 T
M'BOMOU	300 T	400 T
OUHAM	200 T	300 T
OMBELLA-M'POKO	200 T	300 T
HAUTE-KOTTO	200 T	200 T
HAUTE-SANGHA	100 T	100 T
LOBAYE	100 T	100 T
TOTAL	8.500 T	10.000 T

S E S A M E

	Situation actuelle	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	30.000 ha	35.000 ha	40.000 ha
Production	7.000 T	8.000 T	9.000 T
Commercialisation	2.500 T	3.000 T	3.500 T

Commercialisation par région

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
OUAKA	1.400 T	1.600 T
BASSE-KOTTO	1.250 T	1.300 T
LOBAYE	100	150
OUHAM-PENDE	50	100
KEMO-GRIBINGUI	50	100
OMBELLA-M'POKO	50	50
HAUTE-KOTTO	50	50
BOUAR-BABOUA	50	100
OUHAM	-	50
TOTAL	3.000 T	3.500 T

P A D D Y

	Situation actuelle	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	4.500 ha	6.000 ha	10.000 ha
Production	3.500 T	5.000 T	8.000 T
Commercialisation	1.200 T	2.000 T	5.000 T

Commercialisation par région

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
LOBAYE	700 T	1.700 T
OUAKA	600 T	1.500 T
BOUAR BABOUA	150 T	350 T
BASSE-KOTTO	100 T	250 T
OUHAM-PENDE	100 T	250 T
OUHAM	100 T	250 T
KEMO-GRIBINGUI	100 T	250 T
OMBELLA-M'POKO	50 T	150 T
M'BOMOU	50 T	150 T
HAUTE-KOTTO	30 T	50 T
HAUTE-SANGHA	20 T	50 T
TOTAL	2.000 T	5.000 T

COURGES

	Situation actuelle-	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	80.000 ha	85.000 ha	85.000 ha
Production	8.000 T	8.500 T	8.500 T
Commercialisation	200 T	250 T	250 T

Commercialisation par région

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
OUAKA	120 T	120 T
BASSE-KOTTO	70 T	70 T
KEMO-GRIBINGUI	40 T	40 T
LOBAYE	10 T	10 T
HAUTE-KOTTO	10 T	10 T
TOTAL	250 T	250 T

I L

	Situation actuelle-	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	75.000 ha	80.000 ha	80.000 ha
Production	45.000 T	50.000 T	50.000 T
Commercialisation	800 T	1.000 T	2.000 T

.../...

Commercialisation par région

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
OUHAM	550 T	1.100 T
OUHAM-PENDE	300 T	600 T
KEMO-GRIBINGUI	100 T	200 T
BOUAR - BABOUA	50 T	100 T
TOTAL...	1.000 T	2.000 T

M A I S

	Situation actuelle-	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	65.000 ha	70.000 ha	75.000 ha
Production	26.000 T	30.000 T	40.000 T
Commercialisation	500 T	600 T	800 T

Commercialisation par région

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
LOBAYE	200 T	250 T
OMBELLA-M'POKO	100 T	150 T
OUAKA	100 T	100 T
KEMO-GRIBINGUI	50 T	100 T
BOUAR - BABOUA	50 T	100 T
OUHAM	50 T	50 T
OUHAM-PENDE	50 T	50 T
TOTAL....	600 T	800 T

T A B A C

	Situation actuelle-	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	600 ha	700 ha	800 ha
Production	450 T	550 T	650 T

Objectif de Production par Région

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
HAUTE-SANGHA	400 T	450 T
M'BOMOU	100 T	150 T
OBO-ZEMIO	50 T	50 T
TOTAL	550 T	650 T

POMME DE TERRE

	Situation : actuelle-	Programme : 1965	Programme : 1966
Superficie	150 ha	200 ha	250 ha
Rendement	3 T/ha	3,5 t/ha	4 T/ha
Production	450 T	700 T	1000 T

Objectif de production par région

	1965	1966
HAUTE SANGHA	500 T	700 T
LOBAYE	75 T	100 T
OMBELLA-M'POKO	75	100
OUHAM-PENDE	20	40
BOUAR-BABOUA	15	30
OUAKA	15	30
TOTAL ...	700 T	1.000 T

ROSELLE

	Situation : actuelle-	Programme : 1965	Programme : 1966
Superficie	1.000 ha	3.000 ha	5.000 ha
Production	300 T	2.000 T	3.000 T

Toute la production de la roselle est actuellement concentrée dans les S/Préfectures de Bossembélé - Damara et Sibut.

P I M E N T

Commercialisation actuelle :	100 tonnes
Objectif en 1965 :	150 tonnes
- " - en 1966 :	200 tonnes

OIGNONS

Commercialisation actuelle :	50 tonnes
Objectif en 1965 - 1966 :	60 tonnes

Par Région

Birao	30 "
N'Délé	20 "
Crampel	10 "

CANNE A SUCRE

Objectif 1965 :	1.000 hectares de cannes
Objectif 1966 :	3.000 "

C A F E

	Situation actuelle-	Objectifs 1965	Objectifs 1966
Superficie	25.000	26.000	30.000
Production	13.000	10.000	15.000

Production par région

	1965	1966
HAUTE SANGHA	3.200 T	4.500 T
LOBAYE	3.200	4.800
M'BOMOU	1.600	3.000
BASSE KOTTO	1.200	1.600
OMBELLA-M'POKO	500	650
OUAKA	200	300
BOUAR BABOUA	50	100
DIVERS	50	50

TOTAUX..... 10.000 T

15.000 T

C A C A O

	Situation actuelle-	Objectifs 1965	Objectifs 1966
Superficie	1.350 ha	2.000 ha	3.000 ha
Production	12.T	30 T	40 T

Cette culture est localisée dans le sud des trois Préfectures de la Haute-Sangha, de la Lobaye et de l'Ombella-M'Poko.

PALMIERS-

	Situation actuelle-	Objectifs 1965	Objectifs 1966
Superficie palmiers sélectionnés	800 ha	800 ha	900 ha
Production palmistes (y compris palmeraies naturelles)	1.200 T	2.000 T	3.000 T
Production huile de palme	100 T	500 T	1.000 T

..../...

Production par région : (Palmistes)

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
LOBAYE	1000 T	1.500 T
BASSE-KOTTO	500	750
M'BOMOU	500	750
TOTAL	2.000 T	3.000 T

HEVEAS

	Situation actuelle-	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	1.600 ha	1.600 ha	1.700 ha
Production	600 T	700 T	700 T

LOCALISATION :

	<u>1964</u>	<u>1965</u>	<u>1966</u>
LOBAYE (Safa)	1.500 ha	1.500 ha	1.500 ha
M'BOMOU (CIAO)	100 ha	100 ha	100 ha
S.N.E.A.	-	-	100 ha

POIVRE :

	Situation actuelle-	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	100 ha	150 ha	200 ha
Production	400 Kg	600 Kg	1.000 Kg

LOCALISATION-:

	<u>1964</u>	<u>1965</u>	<u>1966</u>
HAUTE-SANGHA	36 ha	48 ha	60 ha
LOBAYE	58	90	120
OMBELLA M'POKO	2	7	10
M'BOMOU	2	3	7
BASSE KOTTO	2	2	3
	100ha	150 ha	200 ha

KOLATIER :

Superficie actuelle	: 250 ha
Objectif 1965	: 300 ha
Objectif 1966	: 350 ha

LOCALISATION :

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
LOBAYE	160	180
HAUTE SANGHA	80	100
OMBELLA M'POKO	20	25
M'BOMOU	20	25
AUTRES PREFEC- TURES	20	20
TOTAL	300	350

2^e)- Moyens à mettre en oeuvre

Pour parvenir aux objectifs ci-dessus il importe de donner à l'encadrement une efficacité accrue et les moyens d'exécuter sa mission.

a)- Efficacité

L'efficacité sera obtenue en améliorant la formation du personnel. (Voir programme formation) et en donnant à l'encadrement une structure très souple qui est celle recherchée dans les Offices Régionaux de Développement.

- Pour obtenir une résonance plus grande, la commercialisation doit être assurée dans les meilleures conditions — Un service de la Statistique Rurale sera chargé de rassembler tous les renseignements sur la production, nécessaires au bureau des ventes qui recherchera les débouchés — Les coopératives devront être dotées de moyens de collecte (voir programme Coopération)

b)- Moyens de production :

Tableaux récapitulatifs

c)- Priorité

Priorité devra être donnée aux opérations selon l'ordre suivant :

- Opérations de productivité et de Modernisation
- Encadrements régionaux
- Plantations Industrielles.

3^e/- Financement

(Voir tableau récapitulatif)

.../...

LISTE RECAPITULATIVE DES
PROGRAMME DE L'AGRICULTURE

EXTENSION MARAICHERE :

- En 1965 - Fonctionnement de 3 Centres d'essais maraichers
(BANGUI-BOUAR-GRIMARI)
- Installation de 25 Maraichers à Bangui BAMBARI
 - Encadrement des Maraichers à Bangassou Berbérati et Bouar
- Coût de l'Opération en 1965 : 4.000.000
- En 1966 - Fonctionnement sur le Budget de l'Etat

SOUTIEN COTON :

Le soutien des cours du coton sera assuré par des fonds de
la C.E.E. - coût de l'opération

1965	:	27.000.000
1966	:	101.000.000

PRODUCTIVITE COTON :

Augmentation de la production du coton grâce à l'emploi simultané des engrais et des insecticides.

- 30 % des surfaces seront traitées en 1965 soit 45.000 ha
 - 50 % des surfaces seront traitées en 1966 soit 83.000 ha
- dans la mesure où l'encadrement sera insuffisant, il devra être étoffé :

coût de l'opération	1965	:	400.000.000
	1966	:	400.000.000

PRODUCTIVITE CAFE

La totalité des plantations entretenues seront traitées.

Coût de l'opération - 1965	:	250.000.000
1966	:	250.000.000

CULTURE ATTELLE

Le programme comprend pour l'Agriculture la fourniture des chaînes de culture nécessaires aux paires de boeufs dressées par l'Elevage soit 400 paires en 1965 et 1.000 paires en 1966

Coût de l'opération - 1965	:	20.000.000
1966	:	50.000.000

C A C A O

- Création de 1.000 has de plantations familiales par an
 - Installation de 2 plantations industrielles de 500 ha en 5 ans
- | | | | |
|-----------------|------|---|------------|
| 80 ha en 1965 | 1965 | : | 50.000.000 |
| 220 ha en 1966. | 1966 | : | 80.000.000 |

.../...

Coût de l'opération

Familiales

1965: 10.000.000

1966 : 10.000.000

Industrielles

1965: 10.000.000

1966 : 50.000.000

HEVEA -

Plantation de 2.000 has d'hévéa en 7 ans

100 ha en 1966

Coût de l'opération : 1965 : 70.000.000

1966 : 100.000.000

PALMIER -

Plantation de 2.000 ha de palmiers en 7 ans

100 ha en 1966

Coût de l'opération : 1965 : 70.000.000

1966 : 100.000.000

POIVRE -

Mise en place d'une plantation de 50 ha en 5 ans

5 Ha en 1965 - 10 ha en 1966

Extension des plantations familiales en Lobaye - 40 ha par an

Coût de l'opération :

Industrielle : 1965 : 10.000.000 - 1966 : 10.000.000

1966 : 5.000.000 - 1966 : 5.000.000

KOLATIER -

Extension des plantations familiales - 50 ha par an

Coût de l'opération

1965 : 5.000.000

1966 : 5.000.000

CANNE A SUCRE ARTISANALE -

En 1965 : Installation d'une fabrique de sucre à Boda (10 ha)
et d'un atelier à Grimari (2 ha)

Coût de l'opération 1965 : 25.000.000

ROSELLE ARTISANALE -

Extension des cultures familiales et équipement pour le
rouissage

Coût de l'opération 1965 : 50.000.000

1966 : 50.000.000

FERME D'ETAT -

Création de 17 fermes d'Etat à proximité des usines d'égrénage du coton devant cultiver 2.000 ha de coton en ouverture (Production 2.000 tonnes)

Coût de l'opération 1965 : 400.000.000
 1966 : 200.000.000

AGRUMES -

Plantation de 50 ha d'agrumes en 5 ans
Programme global 40.000.000

Coût de l'opération 1965 : 10.000.000
 1966 : 10.000.000

STOCKAGE DES SEMENCES -

3 unités de stockage de 600 q à 6.000.000 l'une

Coût de l'opération 1965 : 18.000.000

CULTURE MOTORISEE -

Installation, de 10 unités de 4 tracteurs par an pour ouvrir 2.000 ha par an

Coût de l'opération 1965 : 76.000.000
 1966 : 76.000.000

OPERATION AMELIORATION DES SOLS -

- Définition des sols agricoles (Prospection, cartographie)
- Etude de la fertilité actuelle et de la fertilisation foncière
- Etude de l'évolution des sols sans culture.

ENCADREMENT REGIONAL -

Amélioration de Vulgarisation et de l'équipement agricoles

Coût de l'opération

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
OUHAM	64.000.000	64.000.000
HAUTE-SANGHA	22.000.000	60.000.000
KEMO-GRIBINGUI	35.000.000	45.000.000
OUAKA	101.000.000	111.000.000
OUHAM-PENDE	102.000.000	103.000.000
BASSE-KOTTO	129.000.000	120.000.000
OMBELLA-M'POKO	45.000.000	45.000.000
LOBAYE	45.000.000	45.000.000
BOUAR-BABOUA	45.000.000	45.000.000
M'BOMOU	20.000.000	30.000.000
HAUTE-KOTTO	10.000.000	15.000.000
OBO-ZEMIO	10.000.000	15.000.000
BIRAO	5.000.000	10.000.000

CANNE A SUCRE INDUSTRIELLE -

1965 - Création d'une ferme de 1000 ha	1.050.000.000
1966 - Extension à 1500 ha en ferme d'Etat	1.000.000.000
Extension à 1500 ha en villages coopératifs	500.000.000
Coût de l'opération	1965 - 1.050.000.000
	1966 - 1.500.000.000
	2.550.000.000

Une sucrerie doit être ^{prévu} par le Ministère de l'Economie Nationale.

ROSELLE INDUSTRIELLE -

- Création d'une ferme d'Etat d'une surface de 1000 ha (Production 1000 ha de filasse)

Coût de l'opération

1965 - 300.000.000
1966 - 150.000.000

Une usine de Tissage doit être prévue par le Ministère de l'Economie Nationale.

TABLEAU RECAPITULATIF
DES PROGRAMMES DE L'AGRICULTURE

OPERATIONS	1965	1966
Extension cultures maraîchères	4.000.000	-
Soutien coton	127.000.000	101.000.000
Productivité coton	400.000.000	600.000.000
Productivité Café.....	250.000.000	250.000.000
Culture attelée	20.000.000	50.000.000
Production Cacao	20.000.000	60.000.000
Programme Hévéa	70.000.000	100.000.000
" Palmier	70.000.000	100.000.000
" Poivre	15.000.000	15.000.000
" Kolatier	5.000.000	5.000.000
" Canne à sucre (artisanale)	25.000.000	-
" Roselle (artisanale)	50.000.000	50.000.000
Fermes d'Etat	400.000.000	200.000.000
Plantation d'Agrumes	10.000.000	10.000.000
Stockage des semences	18.000.000	-
Culture motorisée	76.000.000	76.000.000
Opération amélioration des sols	10.000.000	10.000.000
Encadrement Ouham	64.000.000	64.000.000
" Haute-Sangha	22.000.000	60.000.000
" Kémo-Gribingui N'Délé	35.000.000	45.000.000
" Ouaka	101.000.000	111.000.000
" Ouham-Pendé	102.000.000	103.000.000
" Basse-Kotto	129.000.000	129.000.000
" Ombella-M'Poko	45.000.000	45.000.000
" Lobaye	45.000.000	45.000.000
" Bouar- Baboua	45.000.000	45.000.000
" M'Bomou	20.000.000	30.000.000
" Haute-Kotto	10.000.000	15.000.000
" Obo-Zémio	10.000.000	15.000.000
" Birao	5.000.000	10.000.000
Canne à sucre (Plantation Industrielle)	1.050.000.000	1.500.000.000
Roselle (Plantation Industrielle)....	300.000.000	150.000.000
T O T A U X	3.553.000.000	3.994.000.000

PROGRAMME CHIFFRE 1965 - 1966 en millions

	Fonds privés	Budget Nat.		Budget Ext.		ECHEANCIER		
		Fin.	à finan.	Finan.	à finan.	1965	1966	TOTAL
Extension culture Mac				4		4		4
Soutien coton				228		127	101	228
Product. coton	15	16		58	911	400	600	1000
Product. café	25			180	295	250	250	500
Culture attelée				5	65	20	50	70
Product. Cacao				40	40	20	50	80
Programme hévéa				70	100	70	100	170
" Palmier				70	100	70	100	170
" Poivre				-	30	15	15	30
" Kolatier				-	10	5	5	10
" Canne à sucre								
artisanale				4	25	25	-	25
Programme roselle								
artisanale				-	100	50	50	100
Fermes d'Etat ...				-	600	400	200	600
Plantation agrumes				-	20	10	10	20
Stockage semences				-	18	18	-	18
Culture motorisée				-	152	76	76	152
Opérat. Amél. sols				-	20	10	10	20
Enclôturement Ouham				128	-	64	64	128
" Hte-Sangha				22	60	22	60	82
" Kémo-Grib.-M'Délé				-	80	35	45	80
" Ouaka				-	212	101	111	212
" Ouham-Pendé				-	205	102	103	205
" Basse-Kotto				-	258	129	129	258
" Ombella-M'Poko				-	90	45	45	90
" Lobaye					90	45	45	90
" Bouar-Baboua					90	45	45	90
" M'Bomou					50	20	30	50
" Hte-Kotto					25	10	15	25
" Obo-Zémio					25	10	15	25
" Birao					15	5	10	15
Canne à sucre Ind.					2 550	1050	1500	2.550
Roselle Industriel					450	300	150	450
T O T A U X	40	16	-	805	6 686	3553	3994	7.547

TABLEAU RECAPITULATIF DES MOYENS
ACTUELS ET DES MOYENS A PREVOIR
POUR 1966

POUR L'ENCADREMENT AGRICOLE

PREFECTURE	C.T.A.		AGT. CULT.		Moniteurs		VEHICULES CTA		LOGEMENTS CTA	
	Act.	Nec.	Act.	Nec.	Act.	Nec.	Act.	Nec.	Act.	Nec.
OMBELLA-M'POKO										
DAMARA	1	1	1	1	4	6	1	1	1	1
BIMBO		1	1	1	2	3	1	1	1	1
BOSSEMBELE	1	2	4	9	18	1	2	1	1	2
BOUAR-BABOUA										
BOUAR	1	2	-	2	10	15	1	2	1	2
BABOUA	-	1	1	2	3	7	1	1	1	1
OUHAM-PENDE										
BOZOU	1	2	-	2	4	10	1	2	1	2
FAOUA	1	2	-	2	9	15	1	2	1	2
BOCARANGA		1	1	2	4	12	1	1	1	1
BASSE-KOTTO										
ALINDAO	1	2	2	4	7	12	2	2	2	2
KEMBE		1	1	1	6	9	1	1	1	1
MOBAYE	1	2	-	1	4	6	1	2	2	1
HAUTE-KOTTO										
BRIA	1	1	-	1	3	5	1	1	1	1
YALINGA	-	1	1	1	1	1	-	1		1
OUADDA	-		-	1	1	1	-	1		
M'BOMOU										
BANGASSOU	-	2	4	3	2	8	1	2	2	2
BAKOUMA	-	1		1	2	3	1	1	1	1
RAFAI	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1
OUANGO	1	2	1	2	3	8	1	2	2	2
OBO-ZEMIO										
OBO	1	1		1	1	2	1	1	1	1
ZEMIO	-	1	1	1	2	3	1	1	1	1
OUAKA										
BAMBARI	1	2		2	11	12	2	2	2	2
GRIMARI		1	1	1	8	10	1	1	1	1
KOUANGO	1	1	-	1	3	5	1	1	1	1
BAKALA	1	1	1	2	4	1	1	1	1	1
IPPY	-	1	1	2	6	1	1	1	1	1

PREFECTURE	C.T.A.		AGT. CULT		Moniteurs		VEHICULES/CTA		LOGEMENTS	
	act.	nec.	A	Nec.	Act.	Nec.	Act.	Nec.	CTA	
									Act.	Nec.
HAUTE-SANGHA										
BERBERATI	-	2	1	2	9	12	2	2	1	2
NOLA	1	1	-	1	3	5	1	1	1	1
CARNOT	1c	1	1	1	2	3	1	1	1	1
LOBAYE										
M'BAIKI	2	2	2	2	8	12	2	2	2	2
BODA	1	1		1	3	6	1	1	1	1
MONGOUMBA	-	1	-	7	2	3	-	1	-	-
OUHAM										
BOSSANGO	2	2	-	2	10	14	2	2	2	2
BOUCA	1	1	-	1	7	10	1	1	1	1
BATANGAFO	1	1	-	1	5	10	1	1	1	1
KEMO-GRIBINGUI										
SIBUT	1	1	1	1	5	7	1	1	1	1
CRAMPEL	1	1	-	1	5	9	1	1	1	1
DEKOA	-	1	-	1	3	6	-	1	1	1
N'DELE		1	1	1	2	3	1	1	1	1
BIRAO			-	1	1	2	1	1	-	-
Sections spécia- lisés et Direc- tions	9	12	3	6	23	35	-	-	-	-
T O T A U X	34	61	27	63	193	320	40	51	42	48

CHAPITRE - II -

ELEVAGE

BUTS A ATTEINDRE -

Le Cheptel existant en R.C.A. comporte 400.000 zébus répartis dans l'Ouest (300.000) et dans la région de Bambari (100.000). L'infrastructure sanitaire actuellement en place (Centre de traitement et postes vétérinaires) permet un contrôle efficace du troupeau. Mais ce contrôle qui doit être renforcé exige une amélioration des communications entre ces différents centres. Les routes ainsi ouvertes ou améliorées permettront ainsi une commercialisation plus intense des troupeaux de boucherie. Dans le même temps une étude de la flore normale et des essais de pâturages artificiels permettront au Service de l'Elevage de transformer peu à peu le caractère actuel de l'Elevage. Les zones propices à l'Elevage sont en effet très petites et la présence des glossines en R.C.A. nous oblige à intensifier l'élevage dans ces zones qui ne sont malheureusement pas extensibles pour le zébu.

L'introduction de bétail trypano-tolérant venant de l'ex-AOF qui se pratique depuis 8 ans (4 000 têtes importées - troupeau actuel de 7 000 têtes) nous permet de diffuser l'élevage dans des zones dangereuses pour le zébu mais où pourtant ce bétail se comporte bien chez des métayers au nombre de 500 qui s'adaptent petit à petit à cette nouvelle activité rurale qui leur était jusqu'à présent parfaitement étrangère.

Enfin la décision du Gouvernement d'intensifier la traction animale dans le but de la culture attelée partout où cela est possible a fait entreprendre de nouvelles actions démarrées depuis 4 ans qu'il est nécessaire de développer au maximum compte tenu des impératifs sanitaires qui sont primordiaux en la matière.

Toutes les actions prévues dans l'actuel plan sont étroitement liées à ces quelques objectifs :

- Développement de l'Elevage
- Développement de la Traction Animale
- Formation du personnel.

Ces actions sont déjà entreprises. Comme l'importation de bétail, les études agrostologiques, l'amélioration de la commercialisation, l'intensification de la traction animale qui sont comprises dans l'énoncé du plan présent mais bien d'autres restent à entreprendre. Le présent plan fait état de toutes ces entreprises.

Nous allons énoncer ci-dessous les différentes questions envisagées.

TRACTION ANIMALE -

L'achèvement des 2 stations de dressage sera poursuivi sur des crédits déjà accordés 15.000.000

Le Centre de dressage de bétail trypano-tolérant à Bossembélé sera entrepris pour satisfaire aux exigences de l'Oham (Programme B.D.P.A.) 60.000.000 à financer.

Un ranch de croisement de bétail N'Dama x Zébu sera créé dans l'Ouest du pays (région de Gadzi), sur des crédits nouveaux 28.000.000.

Une action nouvelle d'essai d'implantation de boeufs zébus et métis doit être entreprise dans la Kémo-Gribingui (programme CFDT) 110.000.000 à financer.

La totalité de ce programme pour les 2 ans à venir se chiffre en nombre de nouvelles paires de boeufs mises en place d'ici 1967 de la façon suivante :

- 400 paires en 1965
- 1000 paires en 1966.

DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE

Des études agrostologiques entreprises dans les régions de Sarki Bouar et de Bangui sont en voie d'achèvement 25.000.000.

Les introductions de bétail trypano-tolérant en R.C.A. et la diffusion de ce bétail seront poursuivies activement pendant ces 2 années 94.000 financés.

Sera annexée à la présente action la constitution d'un lazaret pour les animaux trypano-tolérants réagissant à la brucellose: 7.000.000 financés.

Une région, actuellement médiocre, dans la zone d'Elevage de Bambari, va être améliorée par l'éradication des glossines qu'on y trouve, permettant ainsi la fixation de troupeaux zébus importants. Le financement de cette opération est à demander : 60.000.000 sur les 262.000.000, coût total de l'opération.

La zone d'élevage de l'Ouest va subir elle aussi une amélioration importante, par la réfection de pistes existantes et la création de nouvelles routes aidant considérablement l'action sanitaire et facilitant la commercialisation du bétail et des produits 157.000.000 sur les 301.000.000 totaux à financer.

Une usine d'aliments du bétail doit être édifiée permettant une standardisation de l'aliment des volailles et entraînant une baisse sensible du prix de revient de l'oeuf et du poulet, qui sera automatiquement répercutée sur le prix de vente au consommateur 25.000.000 à financer.

La mise au point des techniques d'élevage et la diffusion de poules, canards et lapins doit être entreprise. En particulier la production des poussins et canetons d'un jour et de lapins sélectionnés sera assurée. Un financement de 25.000.000 fr est à trouver.

L'élevage des abeilles sera étudié attentivement dans un rucher expérimental. La production de miel et de cire sera intensifiée par une meilleure commercialisation. L'étude de la production des ingrédients pouvant être utilisés localement en pâtisserie et confiserie sera menée de pair avec l'étude de la commercialisation en vue de l'exportation de produits de haute valeur tels que pollen et gelée royale. Un financement de 5.000.000fr est à trouver.

Enfin la construction d'une étable laitière sera faite. Un certain nombre de vaches de races sélectionnées seront importées. Leur reproduction sera assurée par insémination artificielle ce qui nous permettra de mettre au point cette dernière technique et d'assurer à peu de frais la reproduction de ces animaux, en même temps d'étudier le comportement de ces races dans leur nouveau milieu, de tester la valeur des sous-produits industriels pour l'alimentation du bétail.

Un financement de 50.000.000fr est à trouver.

COMMERCIALISATION -

Les études seront faites sur les pistes d'acheminement du bétail depuis la frontière du TCHAD jusqu'à BANGUI: 10.000.000fr à financer.

Des marchés à bétail à BOUAR, BAMBARI et BANGUI doivent être créés avec toutes les installations matérielles que cela comporte afin de faciliter la tâche des commerçants et les contrôles sanitaires exigés: 25.000.000 à financer sur les 30.000.000 au total.

Un ranch d'embouche à proximité de Bangui sera créé afin de permettre la constitution de réserves de bétail sur pied qui agiront ipso facto sur les cours de la viande actuellement incontrôlables : 50.000.000 sur les 90.000.000 à financer.

Enfin un abattoir frigorifique vaste et moderne sera construit à BANGUI pour assurer le ravitaillement régulier de la Ville, sans qu'aucune viande ne soit plus perdue comme actuellement les chambres froides étant suffisamment vastes pour éviter les à coups sur le marché (constitution d'un volant de viandes réfrigérées et stockées): 662.000.000 à financer.

FINANCEMENT -

La source de financement du Plan Biennal de l'Elevage est strictement d'origine publique. Elle est indiquée pour chaque opération sur la fiche ci-jointe :

Le financement déjà assuré porte sur 134.000.000, les financements à trouver encore portant sur 1.267.000.000.

PROGRAMME CHIFFRE EN MILLIONS

O P E R A T I O N S	BUDGET EXTER.		ECHEANCIER		TOTAL
	Déjà finan.	à financer	1965	1966	
- TRACTION ANIMALE					
Centres de dressage (en cours)	15		15	0	15
" " T.T. Bossembélé		60	20	40	60
Ranch de croisement		28	3	25	28
Opération Mémé (CFDT)		110	40	70	110
- DEVELOPPEMENT ELEVAGE					
Agrostologie (en cours)	25		25		25
Diffusion Elevage (en cours) :	37		17	20	37
Achat bétail T.T. (en cours) :	50		25	25	50
Lazarret brucellique	7		7		7
Erradication glossines (à pours.)		60	18	42	60
Pistes élevages (à poursuivre)		157	15	142	157
Usines aliments bétail		25	25		25
Petit élevage		25	10	15	25
Apiculture		5	2	3	5
Etable laitière		50	25	25	50
- COMMERCIALISATION					
Pistes bétail		10	10		10
Marchés à bétail (à poursuivre)		25	10	15	25
Ranch d'embouche (-"-) :		50	20	30	50
Abattoir frigorifique		662	313	349	662
T O T A U X					
	134	1.267	600	801	1.401

BESOIN EN PERSONNEL ET EN
EQUIPEMENT POUR EXECUTION DU PLAN BIENNAL
(ne sont comprises que les opérations à
venir)

PETIT ELEVAGE :

- Personnel - 1 Dr Vétérinaire
1 Contrôleur diffusion
1 Aide Vétérinaire
2 Infirmiers
6 Manoeuvres
1 Chauffeur
- Equipement - 1 I400 Kg + 1 chauffeur
1 Voiture liaison de brousse
1 Voiture liaison légère
3 Mobylettes

USINES D'ALIMENTS :

- Personnel - 1 Dr Vétérinaire le même que pour le Petit Elevage
1 Directeur Technico-commercial
1 Commis
1 Contremaître
4 Manoeuvres
- Equipement - 1 2,5T.
1 Voiture légère de liaison

APICULTURE :

- Personnel - 1 Docteur Vétérinaire
1 spécialiste instructeur
8 Educateurs
1 Charpentier
4 Manoeuvres
- Equipement - 1 2,5T.
1 1400 Kg
1 véhicule liaison
8 mobylettes
1 combinée

LAZARET BRUCELLIQUE :

- Personnel - 1 Contrôleur d'Elevage
3 bergers

ERADICATION DES GLOSSINES -

Personnel - 3 Contrôleurs
1 Mécanicien
1 Conducteur T.P.
2 Conducteurs d'engins
1 Secrétaire
1 Comptable
5 Infirmiers
200 Manoeuvres

Equipement - 5 gros véhicules Diésel
2 véhicules tous terrains
1 véhicule 2,5 T
1 véhicule 1400 Kg
1 Jeep
1 Bull-dozer

MARCHES A BETAİL (3) par marché

Personnel - 1 Infirmier
2 bergers

Equipement - Clôtures bascules
Hangars, magasins
1 Petit logement

ABATTOIR :

Personnel - 1 Docteur Vétérinaire Directeur
1 Technicien du Froid-mécanicien
1 Comptable
1 Agent commercial
3 Contremaîtres
3 Mécaniciens
1 Charpentier
1 Maçon
1 Soudeur
5 Ouvriers
30 Dépouilleurs
40 Manoeuvres

Equipement - 9 Transports de viande 3,5 T.
1 Bétaillère légère
2 Camionnettes
2 Voitures légères

RANCH DE CROISEMENT

Personnel - 1 Docteur Vétérinaire Inspecteur des Ranches
1 Conducteur
2 Infirmiers
15 Manoeuvres

.../...

Equipement - 1 Bull-dozer
1 Tracteur et Implants
2 grosses bétailières
1 véhicule tous terrains
1 véhicule de liaison
1 bétailière légère
Hangars
3 logements

RANCH D'EMBOUCHE

Personnel - 1 Docteur Vétérinaire (déjà cité ci-dessus)
1 Contrôleur
2 Infirmiers
15 Bergers
15 Manoeuvres

Equipement - 1 Bull-dozer
1 Tracteur et implants
2 grosses bétailières
1 véhicule tous terrains
1 véhicule de liaison
1 bétailière légère
Hangars
3 logements

LAITERIE

Personnel - 1 Docteur Vétérinaire
1 Contrôleur
2 Infirmiers
5 Manoeuvres

Equipement - 1 Véhicule 1400 Kg
1 Véhicule liaison

TRACTION ANIMALE

Personnel - Centre de Bouar - 2 Contrôleurs dont 1 en place
5 Agents de dressage dont 2 en place
60 Manoeuvres et bouviers dont 20 en place

Centre de Bambari - 2 Contrôleurs dont 1 en place
5 Agents de dressage dont 2 en place
60 Manoeuvres dont 30 en place

Centre de Bossembélé - 2 Contrôleurs dont 1 en place
5 Agents de dressage
60 Manoeuvres et Bouviers

Centre de la Kémo-Gribingui - 2 Contrôleurs
5 Agents de dressage
60 Manoeuvres et Bouviers

Equipement et Matériel

Centre de Bouar 1 logement
1 grosse bétailière
1 véhicule de liaison en 2^e année
1 Tracteur et implants
Hangars (bouveries, matériel et atelier)

Centre de Bambari

- 1 grosse bétailière
- 1 logement
- 1 véhicule de liaison 2^e année
- 1 tracteur et impléments
- 1 combinée
- Hangars (bouviers, matériel et atelier)

Centre de Bossembélé

- 1 logement contrôleur
- 5 logements moniteurs
- 5 grosses bétailières
- 2 grosses bétailières
- 1 véhicule liaison
- 1 tracteur et impléments
- Hangars (bouveries, matériel et atelier)

Centre de la Kémo-Gribingui

- 2 logements Contrôleurs
- 5 logements dresseurs
- 2 grosses bétailières
- 2 petites bétailières
- 1 véhicule liaison
- 1 tracteur et impléments
- Hangars (bouveries, matériel et atelier)

C H A P I T R E I I I

EAUX, FORETS, CHASSES ET TOURISME

Le Service des Eaux, Forêts, Chasses et Tourisme Cynégétique a quatre domaines d'activités distincts dont le dénominateur commun est la conservation et l'exploitation des ressources naturelles végétales et animales.

Son action s'imbrique avec celle des Services chargés plus particulièrement du développement rural pour la pisciculture, les reboisements, et l'exploitation de la faune sauvage à des fins nutritionnelles.

La pisciculture a été reprise fin 1963. Sur les 25.000 bassins recensés en 1958, une centaine à peine étaient en exploitation. L'opération repart avec des objectifs limités mais en profondeur avec encadrement rapproché.

La pêche pose des problèmes d'ordre plutôt coopératifs que techniques. Le Service de la Coopération est directement intéressé à cette action.

L'exploitation forestière industrielle dont les débuts sont récents puisqu'ils remontent à 1947 a une production croissante. Pour 1965 et 1966 une augmentation annuelle de 10 % est attendue.

Les exportations hors UDE devraient croître un peu plus rapidement au rythme de 20 % par an.

L'aménagement de l'ensemble de la forêt centrafricaine et l'extension de son industrialisation sont l'objet de 3 projets qui doivent aboutir pendant la période biennale 1965 - 1966.

Le tourisme cynégétique qui jusqu'ici ne visait que le Tourisme de haut standing prend un tournant décisif et vise au Tourisme de masse.

Le Gouvernement dans son plan d'action pour les deux années à venir présente 7 projets.

Les deux premiers : pisciculture familiale et reboisement doivent s'intégrer dans les programmes de développement régional et d'action rurale amélioration de la ration alimentaire par la pisciculture: amélioration de l'habitat et protection contre les feux par les reboisements.

La création d'une école de moniteurs piscicoles est liée à l'extension prévue de la pisciculture.

Le programme d'extension touristique donne une toute nouvelle orientation au tourisme qui sera centrafricain et populaire.

Les projets forestiers sont intimement liés au développement de l'exploitation de la forêt et des industries forestières.

Fin des inventaires en forêt dense par une prospection
sondage de faible intensité en vue d'un aménagement économique
rationnel de la forêt.

Création du Centre Pilote Forestier pour la formation
des cadres exigés pour l'installation d'usines nouvelles.

Création du Bureau Technique du Bois pour organiser la
commercialisation d'une production accrue.

P I S C I C U L T U R E

1°)- But à atteindre - Améliorer la ration alimentaire de la population rurale par la réalisation et l'exploitation de bassins familiaux.

Rappel de la situation -

1958 - 25.000 bassins, 1 Station Centrale, 2 Stations principales, plusieurs stations secondaires et relais (Crédit FAC)

A la suite de la suppression des crédits FAC, en 1962, presque tous les bassins ont été abandonnés.

Les stations de la LANDJIA et de BAMBARI par manque d'entretien ont vu leur production très sérieusement réduite.

Le barrage de la station de la M'BISSA s'étant effondré, arrête le fonctionnement de la station de BERBERATI.

Fin 1963 reprise de la pisciculture avec des moyens réduits.

En 1964 des moyens ayant été de nouveau accordés on a remis en état les stations principales de BAMBARI et BERBERATI ainsi que les stations de BOUAR, BOSSEMBELE, M'BAIKI.

1.000 bassins familiaux sont en eau.

OBJECTIFS :

1964	1.000 bassins réalisés
1965	2.600 "
1966	5.000 "

En 1965 - 1966 : Reprise de toutes les stations secondaires.
Par Région : 1965 - 1966.

OMBELLA-M'POKO	.....	1.000	(Bangui (Bossembélé (Damara (Bogangolo (Yaloké
L O B A Y E	.....	300	(Boda (M'Baiki
HAUTE-SANGHA	.....	700	(Berberati (Carnot
BOUAR-BABOUA	.....	750	(Bouar (Baboua (Baoro (Crampel (Dékoa

OUHAM	.....	200	(Bossangoa
OUAKA 1966	.....	1.500	(Bambari (Ippy (Bokol (Kouango
HAUTE-KOTTO	.....	10	(Irabanda
BASSE-KOTTO	.....	500	(Kembé (Alindao (Mobaye
N'DELE	.....	40	

Ces 5.000 bassins peuvent produire annuellement 200.000 kgs de poissons soit plus de 50 kgs de poisson frais par famille.

L'opération a été commencée dans les régions proches des Centres d'alevinage en activité où se trouvait déjà du personnel (Ombella, Ouaka). Elle se continue dans les régions où les stations ont été remises en état, M'Baïki, Bouar, Haute-Sangha et sera poursuivie à N'Délé et dans l'Ouham où tout est à faire: prospection, station, relais, vulgarisation.

22)- Moyens à mettre en oeuvre

Réforme de structure et modernisation

L'ensemble de l'opération est confiée aux O.R.D. avec la participation technique totale du personnel forestier. Des mises en place sont encore nécessaires dans l'Ouham et N'Délé.

La station centrale de la LANDJIA reprendra, les essais d'introduction, la sélection, la multiplication des variétés retenues, la détermination des valeurs nutritives des aliments.

Un projet inter état Cameroun, Gabon, Congo, financé par le Fonds Spécial des Nations Unies pour la création d'un Centre de formation et de recyclage du personnel piscicole est en cours de réalisation. Il est possible que le centre soit créé à Bangui auquel cas la Station de la LANDJIA sera aménagée de façon modèle et gérée par le Fonds Spécial pendant la durée de l'opération.

Equipement - Les véhicules nécessaires aux empoisonnements sont fournis par les Offices Régionaux, les Inspections forestières assureront les tournées de contrôle avec leur véhicule propre.

Les préposés et Gardes devront être équipés progressivement de vélo moteurs et de bicyclette, total 50 engins.

Matériel technique à renouveler - bac de transport de poisson. Engin de pêche, divers (bascules) etc...

Formation - Nous possédons un bon noyau d'agents capables, les nouveaux seront formés dans les stations principales ou par le Centre du Fonds Spécial.

Effectifs nécessaires : 10 en 1965
10 en 1966

Commercialisation et débouchés

La production est d'autoconsommation dans sa presque totalité, le restant est commercialisé sans aucune difficulté.

3e) - Financement -

Centre de Formation de moniteurs
Participation du P E A T - 125.000.000 CFA
dont 95 Millions pour 65-66
Participation RCA (à trouver) 2.295.000 en 3 ans soit
1.530.000 pour 65-66

Charges récurrentes -

- a) - fonctionnement de la Station Centrale
1.400.000 par an budget national
- b) - pisciculture familiale (équipement et fonctionnement)
à trouver : 2.000.000 par an.

REBOISEMENTS

1^{re}) - Buts à atteindre : Fournir aux populations à proximité des Centres des bois de service (poteaux, perches, bois de chauffage) de qualité. Ces boisements ne se justifient que près les centres importants. Dans les villages, ils sont remplacés par des arbres d'alignement et de pare-feux périphériques.

RAPPEL DE LA SITUATION

Les reboisements de bois de service existant au 31.12.64 après déduction des superficies mal venues ou incendiées se montent à 528 Has principalement à BANGUI, BAMBARI, MOBAYE, ALINDAO et BOUAR.

Des pépinières existent à Bangui, M'Baïki, Bambari, Berbérati, N'Délé, Ouadda.

OBJECTIF DETAILLE PAR REGION

Non compris les reboisements périphériques des villages les superficies nécessaires à réaliser au cours des 2 années à venir sont estimées ainsi :

BANGUI	600 has	+	10 has de bambous
BAMBARI	200		
ALINDAO	200		
N'DELE	50		
BIRAO	50		
BOCARANGA	50		
PAQUA	50		
BOSSANGOA	200		
CRAMPEL	5 has de bambous		
M'BAIKI	5 " "		

La production totale à atteindre est de 15.000 stères d'une valeur de 3.000.000 francs.

ORDRE D'URGENCE

1^{ère} urgence Bangui, Bambari, N'Délé, Bira
2^{ème} urgence le reste.

2^{de}) - Moyens à mettre en oeuvre

Structure

Ces travaux sont menés par les O.R.D. avec le concours technique des Inspections Forestières.

Equipement : deux ensembles mobiles: tracteur, sous soleuse, déchaupeuse pour les travaux de préparation du sol et l'entretien des pare-feux.

Formation : Personnel d'encadrement en place.

Commercialisation : Les forêts créées auront le statut de forêt communale. La commercialisation sera assurée par la Mairie.

Recherche des débouchés : L'opération est destinée à satisfaire un besoin existant.

3^e) - Financement :

1965	-	25 M.	- à trouver
1966	-	20 M.	- à trouver

Charges récurrentes : dégagements des plantations, ouverture des pare-feux.

PROSPECTION SONDAGE EN FORET DENSE

1^{re}) - But à atteindre -

Connaissance de la forêt dense en Lobaye et Haute-Sangha en vue de son aménagement, et de son exploitation par l'implantation raisonnée de complexes d'Industries Forestières.

SITUATION ACTUELLE

Les inventaires de 1960 à 1964 ont porté sur 1.000.000 hectares :
200.000 has en Lobaye
800.000 has en Haute-Sangha
dont 495.000 hectares ont été parcourus par les équipes de prospection.

A ces chiffres s'ajoutent 120.000 hectares de permis forestiers prospectés par les intéressés.

OBJECTIF : Prospection sondage de faible intensité

1.000.000 hectares en Haute-Sangha
100.000 hectares en Ombella-M'Poko

ORDRE DE PRIORITE

1^{ère} urgence : 100.000 hectares en Ombella-M'Poko
100.000 " en Haute-Sangha au sud de Salo

2^e) - Moyens à mettre en oeuvre -

Opération à effectuer à l'entreprise par appel d'offre.

Une partie du personnel spécialiste sera détaché du Service Forestier.

3^e) - Financement -

1965	-	25.000.000	- à trouver
1966	-	25.000.000	- à trouver

aucune charge récurrente.

BUREAU TECHNIQUE DU BOIS

1^{re}) - But à atteindre -

Ce bureau a pour but de promouvoir toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer le placement d'une production accrue de bois.

Par l'augmentation dans de fortes proportions de la consommation intérieure, ce dernier terme étant entendu dans le sens de l'Union Douanière Equatoriale.

Par la diversification des produits destinés à l'exportation hors de l'UDE et par l'orientation de cette exportation vers les produits les plus élaborés possibles.

2^{de}) - Moyens à mettre en oeuvre -

Equipement

- 1 atelier avec son équipement
- 1 bâtiment à usage de bureaux
- 2 bâtiments pour le logement des experts

Personnel

- 2 experts fournis par l'Allemagne Fédérale
- 2 Cadres Centrafricains
- 1 Secrétaire
- 2 Chauffeurs fournis par la R.C.A.

3^{de}) - Financement -

Aide extérieure : République Fédérale d'Allemagne

Investissement	1965	.....	30.000.000
	1966	.....	2.200.000

Aide extérieure assurée après signature de la Convention.

L'opération doit porter sur 3 ans. La contribution totale de l'Allemagne Fédérale est de 50.000.000 fr
de la R.C.A. : 10.000.000 fr

4^{de}) - Charges récurrentes -

1965	:	5.700.000
1966	:	2.200.000

CENTRE PILOTE FORESTIER DE DEMONSTRATION ET DE FORMATION

1^{re}) - But à atteindre -

Le Centre Pilote Forestier est chargé de mettre au point, de mettre en pratique, de démontrer, d'enseigner les méthodes techniques de travail et d'utilisation des bois locaux déjà étudiés et définis au laboratoire par le Bureau Technique du Bois.

Son rôle essentiel est de former aux techniques modernes les futurs cadres des complexes industriels forestiers dont l'implantation est envisagée ces prochaines années.

IMPLANTATION -

Ce centre sera implanté dans la forêt domaniale de Botémbi à proximité de Bangui, dans le Sous-Préfecture de Bimbo.

2^e) - Moyens à mettre en oeuvre -

1) - Equipement

- a) - exploitation forestière
- b) - scierie
- c) - ateliers de transformation

2) - Personnel

- direction et encadrement : 3 fournis par le PEAT
- 3 homologues centrafricains.

3) - Formation

2 promotions de 12 techniciens par an. En 1965-1966 ce nombre pourra être augmenté par la suite.

3^e) - Financement

Aide extérieure Fonds Spécial 1965 - 60.000.000
1966 - 30.000.000

Charges récurrentes: Budget National : 10.000.000 par an couvertes par taxe forestière à partir de 1965.

L'opération prévue sur 5 ans: contribution totale

Fonds spécial	180.000.000
R.C.A.	50.000.000

Par la suite le centre pourra s'autofinancer par la commercialisation de sa production.

EXTENSION TOURISTIQUE

1°)- But à atteindre -

Situation actuelle

Infrastructure hôtelière existante à Bangui, Bambari, Bangassou et Bossangoa.

Relais à Crampel - N'Délé, Birao, Ouadda, Obo, Rafai, Bossangoa, Dongolo, Boali - (En mauvais état sauf Boali)

30 gîtes d'étape en zone forestière et en zone de savane pour la plupart à reconstruire.

1.500 kilomètres de pistes touristiques à dégager rapidement chaque saison.

Plusieurs pistes d'atterrissage dont deux destinées presque exclusivement au tourisme - Ouadda - Djalé, Gordil.

3 entreprises safari-chasse - activité suspendue.

1 Société d'équipement touristique la SCET dont l'activité est pour un temps entièrement consacrée à une réalisation hôtelière à BANGUI.

1 Société de Transport aérien pour les lignes intérieures de faible débit.

Objectif général

- 1°)- Développement du tourisme populaire
- 2°)- Création d'organismes centrafricains d'exploitation touristique
- 3°)- Etablissement du plan d'équipement pour susciter les investissements extérieurs
- 4°)- Etude des sources thermales Grimari, Dékoa, Crampel, Birao.

Objectif détaillé par région

OMBELLA-M'POKO

- Aménagement des collines de Bangui
- Circuit dans la forêt de Botembi
- Chutes de Boali
- Circuit fluvial sur l'Oubangui et la M'Poko

LOBYE

- Circuit Bangui - M'Baïki - Parc de la Maboké - Bangandou - Loko - Bangui avec gîte en forêt
- Création du Parc de la Maboké

N'DELE - BIRAO - OUADDA

- Remise en état des relais de Crampel, N'Délé, Birao, Ouadda.
- Campements sommaires pour visiter en groupe Bamingui - Miaméré - Manlekil - Gordil - Ouanda-Djallé
- Reconstruction de gites à Golongosso, Grand Elan, Garaba - Ouandjia, N'goulz, Koumbal, Ouandjia, Tiroungoulou, Miaméré, Golongosso, Ndjoko, Gordil, Ouadda-Djalé, Ouadda.
- Circuit Bangui, Bamingui (Parc Bangoran)
- Ouverture de 300 kms de pistes de vision.

OBO-ZEMIO

- Création de gite à Djémah - La Manza

Ordre de priorité -

1ère urgence - OMBELLA - N'DELE - BIRAO

2°)- Moyens à mettre en oeuvre

Réforme de structure

L'activité touristique est du ressort direct du Ministre du Développement qui s'efforcera de promouvoir la création d'organismes para-étatiques d'exploitation touristique.

Equipement

- véhicules et embarcation pour l'exploitation des circuits
- remise en état des relais et gites et construction de nouvelles unités
- brigades d'entretien mécanique des pistes.

Formation

- Stage d'hôtesse d'accueil et d'accompagnement (AIR AFRIQUE)
- Stage d'hôtellerie et industrie touristique
- Formation guide de chasse centrafricain.

Commercialisation et recherches de débouchés

- Les circuits seront initialement réservés aux groupes d'élèves méritants des écoles - à des responsables locaux ou à des élus.
- Par la suite ceux qui se révéleront rentables seront exploitées par des entreprises privées sous contrôle de l'Administration.

3°)- Financement

- Investissement
 - Budget Extérieur
 - Matériel pour entretien mécanique - 1965 - 15.435.000 CFA assuré par l'A.I.D.
 - Gite d'étapes, relais, circuits
- | | | |
|--------|-------|-------------|
| 1965 - | 12 M. | - à trouver |
| 1966 - | 12 M. | - à Trouver |

PROGRAMME CHIFFRE POUR 1964 - 1965
EN MILLIONS FRANCS C.F.A.

- Autocars - embarcation des entreprises exploitant les circuits - 8 M. - à trouver - capitaux privés.

L'entretien des pistes et des gites demeurent la seule charge récurrente. 2.500.000 par an.

- Aménagement des collines de Bangui
Bitumage des pistes
Construction restaurant - hôtel - 100.000.000 - à trouver.

PROGRAMME CHIFFRE POUR 1965 - 1966
EN MILLIONS FRANCS C.F.A.

Charges recurrentes

Opération	1965	1966	1967
Pisciculture familiale	3,4	3,4	3,4
Ecole Moniteurs piscicoles			
Reboisements			4
Tourisme			2,5
Centre Pilote Forestier			10
Bureau Technique			2,5
Prospection			
	19,1	15,6	22,1
	34,7		

Investissements

OPERATION	Fonds privés		Budget National		Budget Extérieur	
	Financés	A finan.	Financés	A Finan.	Financés	A Finan.
Pisciculture familiale						
Ecole moniteur piscicoles				1,5	95	
Reboisement						45
Tourisme		8			15,5	122
Centre Pilote					90	
Bureau Technique					40	
Prospection son- dage						50
TOTAL		8		1,5	240,5	217

- 48 -

BESOINS SUPPLEMENTAIRES EN PERSONNEL ET EN EQUIPEMENT

	Personnel		Equipement
	A.T.	C.C.	
Pisciculture familiale:	30		3 camions 3,5 T - 10 vélomoteurs 20 bicyclettes - petit matériel
Reboisements			2 chaînes tracteurs avec matériel adapté
Tourisme	10		2 Pickup - 5 camions-cars
Centre Pilote Forestier	3	3	Forêt classée de Botembi Exploitation forestière - ateliers - transformation
Bureau Technique	2	2	Bâtiment - Laboratoire
Prospection	2	10	2 camions - 2 Pickup Matériel de campement

A.T. - Assistance Technique

C.C. - Cadres Centrafricains

CHAPITRE IV

COOPERATION

A - PREAMBULE

La Coopération, association d'hommes libres, volontaires et égaux, ayant des intérêts et des buts communs, doit être retenue comme l'un des facteurs essentiels du développement de l'économie rurale, car elle permet :

- 1^{re}) - Le groupement de tous les moyens de production
- 2^{de}) - La bonne utilisation des services et une meilleure exploitation des techniques du développement
- 3^{de}) - Une meilleure commercialisation des produits et la libération du système de traite.

Le mouvement coopératif, lancé depuis le 1er Janvier 1962 en République Centrafricaine, se heurte à des difficultés de tout ordre, qui se résument ainsi :

- ignorance de la masse rurale et des élites centrafricaines de l'esprit et des problèmes coopératifs;
- absence des cadres de gestion des coopératives;
- manque de personnel d'assistance et de contrôle;
- insuffisance des crédits de fonctionnement;
- manque de moyens de locomotion
- crainte après échec des organismes pré-coopératifs (SIP - COTONCOOP - SMDR)

Pour aplanir ces difficultés et obtenir le vrai but recherché en coopération, des conditions telles que la valeur et l'importance du travail doivent être soulignées à la fois dans les services publics et dans le secteur coopératif.

Les Fonctionnaires et Agents d'Assistance à la coopération, les Gérants et les Administrateurs des Coopératives, les Coopérateurs eux-mêmes, ainsi que tous les citoyens doivent être convaincus qu'il n'y a pas de travail efficace et rentable au sein du mouvement coopératif sans :

- la ponctualité
- l'assiduité
- la moralité
- l'esprit de solidarité, de responsabilité, d'intégrité, d'honnêteté, qui excluent la corruption, le détournement, l'abus de confiance, l'individualité.
- l'obéissance hiérarchique, le respect et l'estime mutuels
- l'esprit d'initiative à tous les niveaux
- le respect des décisions collectives

.../...

La réalisation de ces objectifs exige :

- 1^{re}) - l'éducation et la formation de tous
- 2^{de}) - des sanctions exemplaires et à tous les échelons pour les détournements des deniers et la négligence professionnelle
- 3^{de}) - des encouragements en faveur des citoyens qui seront distingués pour leur travail, leur loyauté et leur esprit national en apportant toute leur aide au développement du mouvement coopératif.
- 4^{de}) - l'appui moral et matériel du Gouvernement au mouvement coopératif.

B - PRESENTATION DU PROGRAMME

1^{re}) - SITUATION ACTUELLE

39 Coopératives ont été créées depuis le 1^{er} Janvier 1962.

Catégorie des Coopératives	Nbre	Nbre de sociétaires	Capital social	Observations
COOPERATIVES DE CAFE : CARNOT - BERBERATI - NOLA - M'BAIKI - BANGASSOU - OBO	6	7.480	12.248.600	En activité
COOPERATIVE DE PECHE : BIRAO	1	60	38.000	En activité
C.U.M.A. : GRIMARI - BAKALA - BOBANGUI	3	725	739.750	En activité
COOPERATIVES DE PRODUITS VIVRIERS : BRIA - N'DELE - BAMBARI - IPPY - QUANGO - MOBAYE - KEMBE - SIBUT - DEKOA - CRAMPEL - DAMARA - BIMBO - BOSSEM - BELE - BATANGAFO - BOUCA - BOZOUN - BOSSANGOA - BOCARANGA - PAOUA - BOUAR - BABOUA - M'BAIKI - BODA	22	4.396	5.241.100	dont 12 en activité
COOPERATIVE DU PALMIER INDUSTRIEL : KEMBE	1	400	400.000	En activité
COOPERATIVE DE COTON : BATANGAFO	1	180	495.000	En activité
COOPERATIVE DE SABLE, GRAVIER, PIERRE : BANGUI	1	89	400.000	En activité
COOPERATION DE CONSOMMATION : BAMBARI	1	27	27.000	Sans activité
COOPERATIVE OUVRIERE DE PRODUCTION : HIRONDELLE et ELEVAGE de BANGUI	2	46	2.879.800	En activité
COOPERATIVE ARTISANALE : BANGUI	1	33	660.000	En activité
	39	13.436	23.129.250	

Quelques-unes de ces coopératives rendent de grands services, d'autres sont dans l'état d'inaction en raison du manque de moyens financiers et matériels, caractérisé par le faible nombre des sociétaires ne permettant pas à la Coopérative d'avoir recours à des emprunts extérieurs.

Le personnel de gestion en place est peu qualifié et insuffisant en nombre.

Les cadres d'assistance et de contrôle actuellement en place sont également insuffisants en nombre et en qualité. On compte :

- 1 Chef de service chargé de coordonner toutes les activités coopératives en République Centrafricaine
- 1 Agent de propagande et d'éducation
- 1 Agent de formation des cadres avec l'assistance d'un expert du B.I.T.
- 1 Inspecteur des coopératives
- 9 Conseillers de coopération en provinces, chargés de l'assistance régionale
- 1 Responsable du bureau d'études qui est à l'E.S.I.C.

I4

Soit 14 Agents qui doivent rayonner en un temps relativement court l'action coopérative dans toute la République Centrafricaine et assister efficacement les 39 Cooperatives créées. A part le problème de manque de moyens qui s'est posé à ces Agents, il faut reconnaître que leur nombre était nettement insuffisant alors que le triple de ce nombre serait le minimum.

- difficultés d'intervention dues à l'absence des moyens de locomotion
- absence de collaboration à tous les niveaux

2°) OBJECTIFS A ATTEINDRE EN 1965 - 1966

a)- Consolidation et équipement des coopératives existantes figurant au tableau ci-dessous permettant, en collaboration avec les Offices Régionaux de Développement :

- le ramassage, la collecte et la commercialisation de tous les produits agricoles en milieu rural;
- le ravitaillement en produits de consommation de première nécessité (sel, savon, pétrole, sucre) de toute la masse rurale en zone mal desservie;
- l'harmonisation et la distribution intérieures de tous les produits de consommation;
- l'augmentation de la production grâce à l'emploi des produits chimiques;
- la bonne utilisation des services;
- le développement de l'artisanat rural.

b) - Création de nouvelles coopératives pilotes, dans les régions où les hommes en manifestent l'intention

- Unification préfectorale des coopératives existantes par Sous-Préfecture

- Confier à ces coopératives, après consolidation, de nouveaux objectifs :

Prêts et assistance aux sociétaires, en cas de calamités publiques, économiques ou sociales

32)- MOYENS A METTRES EN OEUVRE

- Propagande serrée auprès de la masse rurale et des responsables administratifs et politiques (les militants du MESAN doivent être utilisés comme support de cette action) pour augmentation du nombre des sociétaires.
- Education des sociétaires
- Développement de la coopération scolaire
- Augmentation du capital propre et des moyens
- Amélioration des structures administratives de la gestion
- Formation du personnel de gestion et des administrateurs
- Recrutement du personnel de l'assistance technique et du contrôle à un niveau supérieur et spécialisation de celui-ci
- Inspection régulière et contrôle inopiné des coopératives
- Affectation dans chaque Préfecture d'un conseiller de coopération compétent travaillant sous le contrôle des Offices Régionaux de Développement
- Renforcement de l'effectif du personnel du service de la Coopération
- Perfectionnement et recyclage de ce personnel
- Augmentation des attributions et des pouvoirs du service de la coopération, s'il y a lieu sa transformation en direction pour raison d'efficacité
- Aval de l'Etat pour le prêt aux coopératives.

a)- Personnel (Cadre à l'échelon supérieur et moyen)

- 1 Directeur de service
- 3 Chefs de bureau (bureau propagande et études
(bureau inspection
(bureau formation et documentation)
et des Adjoints pour leur suppléer
- 15 Conseillers de coopération en province, dont un par Préfecture ou Sous-Préfecture autonome
- 3 Inspecteurs des Coopératives
- 3 Comptables ou Gérants itinérants
- 4 employés spécialisés de bureau

b)- Technique

- 15 véhicules légers pour les Conseillers en province
- 4 véhicules légers mais double pont pour propagande, inspection et contrôle
- Matériel de propagande et de bureau
- 15 Logements pour les Conseillers en province

49)- FINANCEMENT

	1965	1966	TOTAL	OBSERVATIONS
Equipement service d'assistance	32.000.000	8500.000	40.500.000	A financer
Propagande - Education - Formation et recyclage des cadres	4.500.000	8.000.000	12.500.000	A Financer
Equipement des sociétés coo- pératives suivantes (projet CEE)	125.000.000	27000.000	152.000.000	A financer
M'BAIKI				
BODA				
CARNOT				
BERBERATI				
NOLA				
BANGASSOU				
PAQUA				
BOSSANGO				
BIHAO				
BOSSEMBELE				
KEMO-GRIBINGUI				
KONGBO				
	161.500.000	43.500.000	205.000.000	

C)- CONCLUSION

Le programme présente à première vue et dans l'immédiat des charges pour l'Etat, mais ces charges sont des investissements dont le rendement est attendu dans un proche avenir.

Ces investissements permettront à l'Etat d'asseoir sa politique économique en milieu rural grâce aux opérations suivantes :

- Bonne commercialisation de tous les produits agricoles ayant pour effet l'extension et la diversification de la production actuellement basée sur les seuls produits d'exportation;
- Ravitaillement des zones déshéritées en produits de première nécessité, donc incitation de la population à la production au delà des besoins de sa propre auto-consommation;
- Meilleures productions en quantité et qualité, grâce à la plus grande compréhension des populations mieux informées et mieux préparées à l'utilisation de nouvelles techniques;
- Possibilités d'introduction de nouvelles techniques en vue de l'augmentation de la qualité et du rendement des productions. Valorisation des journées de travail par une productivité accrue et augmentation de volume des travaux accomplis.

- La gestion des affaires propres à la masse par elle-même, ce qui doit permettre ensuite l'allègement des charges d'assistance de l'Etat et la prise du relai par le secteur coopératif en ce domaine,
 - Augmentation du revenu national par l'augmentation de la production, des échanges et du niveau de vie de la population,
 - Augmentation de la richesse de l'Etat par la constitution d'une épargne et l'investissement de celle-ci dans le Pays,
 - Renforcement de l'esprit de solidarité et de la vie communautaire de toutes les couches sociales de la Nation permettant à l'Etat de développer de nouvelles actions de masse.
-

CHAPITRE V

JEUNESSE PIONNIERE NATIONALE

INTRODUCTION

La Jeunesse Pionnière Nationale, mouvement créé pour assurer la formation, l'éducation et le développement du milieu rural doit au cours des deux années, étendre ses activités dans les Préfectures et Sous-Préfectures de la République Centrafricaine.

Pour atteindre ce but, la J.P.N. s'est fixé les projets et programmes suivants :

- a)- Multiplication des villages coopératifs des centres de vulgarisation et des centres avicoles.
- b)- Création des centres régionaux dans quelques importantes Préfectures et Sous-Préfectures de notre Pays afin de servir de base pour l'organisation et l'administration de nos clubs.
 - Création de clubs dans toutes les préfectures et Sous-Préfectures.
- c)- Formation des cadres.

BRANCHE AGRICOLE

1.- Villages Coopératifs - S'organiseront en fermes mixtes de 100 membres. Elles auront en fin du programme :

- 1) 300 hectares de cultures vivrières, industrielles et fourragères
- 2) Un poulailler de 1.000 pondeuses - 5 rotations de 1.000 poulets de chair par an
- 3) Un troupeau de bétail pour la viande
- 4) Atelier - Forge - Garage - Menuiserie - Electricité
- 5) Magasin d'engrais, de semences, d'insecticides, une usine de mélange, un séchoir, compost et funier.

2.- Plantations - reprises par la J.P.N. par l'intermédiaire du Gouvernement, de plantations entretenues disponibles ou récemment abandonnées (café notamment).

Les travaux suivants seront entrepris :

- 1) La culture de ces plantations sera reprise avec des méthodes modernes pour arriver au niveau de fertilité et de rentabilité maximum.

- 2) La superficie de chaque plantation sera augmentée progressivement de façon à atteindre 100 hectares.
- 3) Un terrain pour cultures vivrières et cultures irriguées sera préparé dans chaque plantation.
- 4) Là où les besoins locaux le justifieront, des poulaillers seront installés.
- 5) Les installations manquantes seront construites (magasins divers, aires de séchage, ateliers, etc...)
- 6) Une usine de traitement de café sera construite dans chaque village, ce qui permettra de traiter la récolte des planteurs de la région.

3.- Centre d'élevage - Il comprendra :

- 1) Un poulailler pour 5.000 pondeuses qui produiront 650.000 oeufs par an.
- 2) Un poulailler de 5.000 poulets de chair en 5 rotations qui produiront chaque année 35 tonnes.

La diminution des importations, l'augmentation de la consommation de la population locale basée sur la baisse des prix et surtout l'amélioration et la rationalisation des méthodes permettront de trouver des débouchés nécessaires.

S'il le faut les possibilités d'exportation seront étudiées.

- 3) Eleveuses et bâtiments selon les besoins
- 4) Un atelier d'emballage.

4.- Centre de vulgarisation agricole - Ils seront basés sur les villages coopératifs qui assisteront les planteurs de leur expérience et fourniront l'encadrement de base.

Il comprendront :

- 1) Une station de machines agricoles (tracteurs et machines agricoles)
- 2) Des magasins d'engrais, d'insecticides et d'outillage
- 3) Une grande salle permettant conférences, réunions et journées d'études

Chaque centre s'occupera de 600 paysans environ.

Tous les services seront payés au village.

Le village s'occupera de la commercialisation des récoltes des planteurs encadrés.

1.- Investissements dans les villages existants -

A) Villages de savane (Barthélémy BOGANDA, David DACKO, Charles de GAULLE)

1. Construction

170 habitations à 125.000

21.250

Elevage - Poulailler

2.000

Porcherie

1.500

Etable

1.500

Adduction d'eau	3.000
Chemins et routes	1.000
Electricité	2.500
2. <u>Outillage agricole</u>	2.000
3. <u>Outillage atelier et garage</u>	2.000
B) <u>Village Ben ZVI</u>	
Habitations et constructions	7.000
Adduction d'eau	800
Electricité	1.000
Outillage de l'usine et aires de séchage	4.000
Camion pour collecte de café	3.000
C) <u>Centre avicole de KOLONGO</u>	
Bâtiments	4.500
Outillage	1.000
Equipement et centre d'emballage	750
	58.800

II. Investissements dans les nouveaux villages à établir en 1965 et 1966.

A) Villages basés sur plantations de café existantes

Il est prévu de développer au moins 1 village par préfecture se trouvant dans la zone de café (Basse-Kotto, M'Bomou, Lobaye, Haute-Sangha, Ombella-M'Poko).

1) Batiments

1- habitation en dur pour technicien	1.500
2- habitations pour familles 40x125.000	5.000
3- bâtiments centraux et bureau	2.000
4- magasin et aires de séchage	1.500
5- 2 tracteurs et outillage	3.000
6- Véhicules 1) léger	1.500
2) camion	3.000
7- adduction d'eau	1.000
8- électricité	1.000

9- Dans plusieurs plantations de cette importance existe déjà une usine de décorticage plus ou moins primitive.

Nous estimons qu'en moyenne pour les moderniser il faut prévoir

3.000

22.500

Il faut prévoir que parfois il faudra déduire de ce programme certains investissements existants déjà sur place comme :

- bâtiments
- habitation pour technicien
- tracteurs ou véhicules fournis par une autre source comme l'aide américaine, cédé avec la plantation.
- Eau et électricité s'ils existent

- e) Les habitations des pionniers peuvent éventuellement être échelonnées sur plus de deux ans. Les dépenses courantes ainsi que le paiement par tranche de la valeur de la plantation sur les récoltes.

Il faut prévoir 5 villages à 22.500 90.000

B) Village en zone de savane (3) avec centre de vulgarisation

a) Investissements productifs

1) installation d'électricité et adduction d'eau	2.000
2) Garage - construction et matériel	1.000
3) Elevage - poulailler, procherie et étable	1.000
4) <u>Matériel roulant</u>	
Camion de 3T,5 diesel	2.000
2 pick-ups	2.500
7 tracteurs à roues	7.000
1 tracteur à chenilles	5.000
Outillage agricole	8.000
1 délanieuse pour ROSELLE	1.250
5) séchoir et magasin	1.000
6) Broyeur	250
7) achat de bétail	300
8) débroussaillage de 100 has avec bulldozer	3.000
9) divers	1.000
	35.300

b) Investissements pour les services

1) dortoir (transformé en magasin au 2 ^e stade)	800
2) case pour technicien	1.500
3) habitations pour familles 40 x 125	5.000
4) atelier et menuiserie	200
5) divers - bureau	500
	8.000

c) Vulgarisation

grande salle	700
magasin et bureau	300
	1.000

T O T A L

132.900

Trois villages : 44.300 x 3 = 132.900

.../...

TABEAU RECAPITULATIF

BRANCHE AGRICOLE

	1965	1966	TOTAL
Centres existants	45.000	13.800	58.800
4 Villages à café	60.000	30.000	90.000
3 Villages de savane	42.000	90.900	132.900
	147.000	134.600	281.700

.../...

BRANCHE DE JEUNESSE

BUT : La Branche de Jeunesse devra :

- 1- Créer des clubs dans toutes les Préfectures et Sous-Préfectures et pourvoir à leur fonctionnement en 1965 et 1966.
- 2- Organiser des camps d'éducation en 1965 et 1966.
- 3- Créer et organiser des centres régionaux en 1966.
- 4- Organiser des camps d'éducation dans tous les villages coopératifs en 1965 et 1966.

INVESTISSEMENTS: 1965 - 1966

- 1- Direction de la Branche
- 2- Base d'instruction
- 3- Bureau d'éducation.

	Désignation	1965	1966	Observations
	Branche sportive	400.000	800.000	
	Matériel de bureau de la Direction	170.000	170.000	
	Construction des clubs	8.000.000	5.000.000	
	Entretien des véhicules	1.300.000	3.600.000	
	Matériel de Base d'instruction	640.000	640.000	
	Ameublement	20.000	20.000	
	Matériel d'enseignement et d'éducation	5.000.000	5.000.000	
	Matériel de Bureau d'instruction	2.000.000	2.000.000	
	Journaux et fêtes	1.500.000	2.500.000	
		19.030.000	19.730.000	38.760.000

.../...

CREATION ET ORGANISATION DES CLUBS DE JEUNESSE

Pour satisfaire à la demande du Gouvernement, 10 clubs de jeunesse seront créés en 1965 dans les Chefs-lieux des Préfectures de la République Centrafricaine.

Les clubs comprendront 150 membres qui recevront la nourriture 2 fois par semaine.

Désignation	Prix unitaire	1965 PRIX TOTAL	Observations
Nourriture		7.900.000	Pour 17 clubs y compris les 7 existants x 150 membres x 50 fr par jour
Matériel d'enseignement	250.000	4.250.000	
Outillage	50.000	850.000	pour 17 clubs
Construction	400.000	4.000.000	pour 10 clubs
		17.000.000	

STAGES :

- 1- Pour encadrer les 10 clubs qui seront créés, 4 stages de meneurs de Jeunesse seront organisés. 30 stagiaires par stage d'une durée de 4 mois chacun.
- 2- Quatre stages de recyclage seront organisés pour permettre aux moniteurs de l'ancienne promotion de connaître le nouveau programme, système et méthode d'activités. 30 stagiaires par stage d'une durée de 40 jours.
- 3- Seront organisés 11 stages en vue de la formation des membres des clubs devenant des coopérateurs. 400 stagiaires pour une durée de 30 jours.
- 4- Des activités physiques seront organisées pour la formation des membres des clubs et coopérateurs.

N°	Désignation	1965	1966	Observations
1	Nourriture	3.110.000	2.500.000	
2	Matériel d'enseignement	5.020.000	3.450.000	
	TOTAUX	8.130.000	5.950.000	

CAMPS D'EDUCATION:

Des camps d'éducation seront organisés à côté de chaque village coopératif en 1965 - 66

Les membres participeront à ces camps pour une durée de 30 jours.

N°	Désignation	1965	1966	Observations
1	Nourriture	5.250.000		10 villages coopératifs 100fr x 30 jours
			6.250.000	13 villages
2	Matériel	5.000.000	2.000.000	
3	Equipement	5.250.000	6.250.000	
	TOTAUX	15.500.000	14.500.000	30.000.000

CREATION ET ORGANISATION DES CENTRES REGIONAUX :

Pour la création des clubs dans les Sous-Préfectures de la République, l'ensemble des clubs d'une préfecture deviendra automatiquement un centre régional.

Une voiture légère (2 CV) sera mise à la disposition de l'Officier régional permettant son déplacement pour l'inspection de ses différents clubs.

N°	Quantité	Désignation	Prix unitaire	Prix total	Observations
1	12	Voitures 2 CV	500.000	6.000.000	Pour 12 centres régionaux
2		Entretien véhicules	200.000	2.400.000	
3		Construction clubs	60.000	2.160.000	
				10.560.000	

BRANCHE DES SERVICES (GENIE RURAL)

Pour entretenir les matériaux lourds et légers, les machines et outils électriques que la Jeunesse Pionnière Nationale reçoit soit de l'aide extérieure soit du Gouvernement, soit par achat direct, il est nécessaire d'avoir un équipement important pour lui permettre d'utiliser le matériel mis à sa disposition.

En effet la Branche des Services (Génie Rural) a établi le programme suivant :

- a)- Construction et aménagement des villages coopératifs et maisons d'école au sein ou aux environs de ces villages coopératifs.
- b)- Ouverture des routes reliant les villages coopératifs aux routes nationales et différents artères principales
- c)- Création des ateliers d'entretien mécanique et d'électricité
- d)- Formation des cadres du service de Génie Rural
- e)- Formation des tractoristes destinés aux engins lourds
- f)- Préparation de cadres centrafricains en vue de relever l'assistance technique
- g)- La prise en charge des écoles professionnelles en collaboration avec la Branche de Jeunesse pour une formation accélérée des jeunes et leur initiation aux activités de la J.P.N.

INVESTISSEMENTS : 1965 - 1966

- 1- Formation des cadres centrafricains
- 2- Achat d'engins lourds et légers pour le service ambulant
- 3- Entretien des engins lourds et légers
- 4- Extension et aménagement

I - FORMATION

Différents stages allant de 3 à 8 mois seront organisés comme suit :

Désignation	1965	1966	Observations
Stage de surveillants des travaux pratiques	420.000		
Stage de Chefs d'équipe	500.000	1.710.000	
" " Quincaillers	500.000	100.000	
" " Tractoristes	300.000	150.000	
" " Maçonnerie	260.000	168.000	
" " Electricité	460.000	180.000	
" " Plomberie	380.000	92.000	
" " Menuiserie	500.000	180.000	
" " Chefs d'atelier	500.000		
	3.020.000	2.580.000	6.400.000

En 1965 : 9 Stages seront organisés

En 1966 : L'organisation sera prévue en fonction de la création de nouvelles activités -

II - ACHAT D'ENGINS LOURDS ET LEGRS

Quantité :	Désignation	1965	1966	Observations
1	Caterpillar Bull 80 CV	8.000.000		
1	Pelle mécanique	7.000.000		
1	Tourbureau - Compacteur	1.000.000	1.000.000	
1	Tracteur à roues 65 CV	1.200.000	1.200.000	
1	Camion citerne	1.500.000		
1	Camion équipé pour dépannage	2.000.000		
1	Camion I2 T pour transport	5.000.000		
1	Camion semi-remorque	5.500.000		
3	Camions benne	6.000.000		
1	Voiture	900.000		
1	Land-Rover		1.500.000	
3	2 CV	1.700.000		
	TOTAL	39.800.000	3.700.000	43.500.000

.../...

3 - ENTRETIEN DES ENGINS LOURDS ET LEGERES

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
	10.000.000	17.000.000

4 - EXTENSION ET AMENAGEMENT

A)- Base de KOLONGO :

- Remblayage avec la laterite de la concavité qui sépare les bâtiments et le fleuve pour la construction des bureaux déjà insuffisants pour abriter tout le personnel et d'un hall pour abriter les engins et réparation.
- Développement de la base actuelle.

B)- Divers Centres :

- Aménagement des divers locaux que reçoit la J.P.N.
- Fourniture de classe pour la formation des cadres.

C)- Pour la réalisation de son programme, la Branche de Génie aura besoin d'environ 5 techniciens supplémentaires.

Estimation :	<u>1965</u>	<u>1966</u>
	25.000.000	6.000.000

.../...

PRESENTATION PROGRAMME CHIFFRE

	FONDS privé : B.N.D.	BUDGET NATIONAL A FINANCER		BUDGETS EXTERIEURS A FINANCER		TOTAL
		1965	1966	1965	1966	
1) Investissements pour centres existants	22.000.000	4.000.000	5.000.000	19.000.000	8.800.000	58.800.000
2) Investissements pour 4 nouveaux centres café	20.000.000			40.000.000	30.000.000	90.000.000
3) Investissements pour 3 villages savane				42.000.000	90.900.000	132.900.000
4) Invest. Dir. Bran. Jeunesse				19.030.000	19.730.000	38.760.000
5) Création et organisation des clubs de Jeunesse				17.000.000		17.000.000
6) Stages (formation des cadres)				8.130.000	5.950.000	14.080.000
7) Camps d'éducation				15.500.000	14.500.000	30.000.000
8) Création et organisation des centres régionaux					10.560.000	10.560.000
9) Formation des cadres				3.820.000	2.580.000	6.400.000
10) Achat d'engins				39.800.000	3.700.000	43.500.000
11) Entretien				10.000.000	17.000.000	27.000.000
12) Développement de la Base de KOLONGO				25.000.000	6.000.000	31.000.000
T O T A U X	42.000.000	4.000.000	5.000.000	238.380.000	210.620.000	500.000.000

CHAPITRE VI

GENIE RURAL

1°)- Buts à atteindre

Dans le domaine économique : Mise en état des voies de communications rurales, notamment réfection des ponts et ponceaux. Création de lieux de stockage et de commercialisation.

Un premier financement F.E.D. a permis la réalisation de 24 ponts dans la Ouaka.

Un deuxième financement du F.E.D. couvre actuellement un projet d'amélioration des chemins ruraux par la construction de ponts en matériaux durables, répartis sur l'ensemble du Territoire de la R.C.A. La mise au point des dossiers est en cours.

Il reste à réaliser	: 206 ponts	300 Millions
dont en 1965 et 1966	:	254 Millions

Priorité : Régions de forte production agricole dont les chemins ruraux sont particulièrement mauvais - (Ex: Haute-Sangha) ou éloignés et d'accès difficile en certaines saisons (Ex: Nord-Est et Est).

Dans le domaine social : Amélioration des conditions d'hygiène et d'habitat = Aménagement de sources et de puits, modernisation de la construction traditionnelle.

Un premier financement F.E.D. a permis l'aménagement de 330 points d'eau en Kémo-Gribingui, Ouaka et Basse-Kotto.

Un second financement F.E.D. concerne un projet d'aménagement de sources et puits également dans l'ensemble du pays moins les trois préfectures déjà pourvues.

Il reste à réaliser	: 771 points d'eau	220 Millions
dont en 1965 et 1966	:	175 Millions

Priorité : Régions à population dense ou particulièrement défavorisées.

Le financement du projet d'amélioration des chemins ruraux ainsi que celui des projets particuliers d'aménagement ruraux des Préfectures concernant notamment des hangars de stockage sont à rechercher.

2°)- Moyens à mettre en oeuvre

Réformes: Améliorer l'encadrement technique du Génie Rural en qualité et quantité.

Le doter des conditions matérielles lui permettant de mener sa tâche à bien (véhicules, outillage).

.../...

Lui confier l'ensemble des actions entrant dans le cadre de son activité normale afin de permettre un équipement que des actions dispersées ou de peu d'envergure ne justifient pas suffisamment.

Former d'urgence des cadres techniques centrafricains dans les disciplines Génie Rural, Travaux Publics, Bâtiments, Hydraulique. (Lycée Technique - C.F.P.R. - Stages).

PROGRAMME CHIFFRE

(en milliers de francs)

Opérations	Budget National		Budgets Extérieurs	
	Prévu : à		Financé : à financer	
	1965	prévoir 1966	1965	1966
Ponts sur pistes rurales			254.000	254.000
Aménagements de points d'eau			175.000	175.000
Ouverture et réfection de pistes rurales			38.500	38.500
Aménagements ruraux			50.000	50.000
Equipement en matériel	2.600	5.000	50.000	50.000

PROGRAMME DETAILLE PAR PREFECTURES

(En milliers de francs)

PREFECTURES	Ponts sur pistes rurales	Aménagements de points d'eau	Ouverture et réfection piste	Aména- gements ruraux	Totaux
OMBELLA-M'POKO	33.250	16.800			50.050
MOBAYE	2.300	16.100			18.400
HAUTE-SANGHA	37.960	19.700			57.650
BOUAR-BABOUA	6.400	18.550			24.950
OUHAM	15.500	32.750			48.250
OUHAM-PENDE	64.700	34.900			99.600
HAUTE-KOTTO	48.500	5.950			54.450
M'BOMOU-BO-ZEMIO	9.900	23.850			33.750
BIRAO	14.200	2.300			16.500
N'DELE	21.300	4.100			25.400
Toutes Préfec- tures			77.000	100.000	177.000
	254.000	175.000	77.000	100.000	606.000
Equipement G.R.					107.600
					713.600

CHAPITRE VII

FORMATION

1^{re}) - Buts à atteindre

La pénurie de cadres locaux oblige à faire appel à des cadres étrangers.

Les cadres actuels n'ont pas auprès des paysans l'efficacité souhaitable.

Les jeunes, dès qu'ils sortent de l'école de leur village, veulent aller à la ville pour travailler.

Il faut former des cadres plus nombreux, plus avertis des méthodes de vulgarisation.

Les jeunes doivent être convaincus que la terre peut donner un niveau de vie aussi intéressant que la ville.

2^e) - Moyens à mettre en oeuvre

Pour atteindre ces objectifs il a été prévu :

- la création de l'Institut d'Etudes Agronomiques de Wakombo qui reçoit des élèves des 4 Etats de l'UDE et qui est chargé de fournir des Ingénieurs et Conducteurs d'Agriculture.
- la modernisation de l'actuel Collège de Grimari qui sera installé à Bambari : et qui est chargé de la formation des moniteurs et Agents de culture.
- la création de l'Ecole Vétérinaire de Bouar chargée de la formation des Infirmiers vétérinaires.
- le recyclage de l'ensemble du personnel du Ministère pour l'adapter aux objectifs modernes de la vulgarisation. Ce recyclage sera effectué par le B.D.P.A.

32) - Financement

OPERATION	Budget National			Budgets Extérieurs			
	Fonds	Financés	à Finan	Financés	A FINANCER		
	privé				1965	1966	Total
L'E.A.A.C. Wakombo	-	-	-	480	-	-	-
Lycée Agri. Bam- bari	-	-	-	250	-	-	-
Ecole El. Bouar	-	-	-	84	-	-	-
Recyclage per- sonnel	-	-	-	15	-	-	-
	-	-	-	829	-	-	-

CONCLUSIONS GENERALES TITRE I

Ce programme faisant suite aux actions entreprises, ces dernières années en les amplifiant et les diversifiant aura des incidences sur les revenus et entraînera également des charges complémentaires pour le budget.

On peut espérer que les revenus de l'ensemble du secteur rural seront relevés de 5 à 20 % suivant les régions et les actions entreprises, et même d'un pourcentage supérieur dans toutes les opérations de modernisation.

Le relèvement escompté des productions de culture annuelles sera de l'ordre de 20 % dont 10 % de plus à l'exportation et 10 % de plus pour le commerce intérieur permettant l'arrêt des importations de certains produits bruts ou transformés.

Pour les productions des cultures pérennes, l'augmentation de production sera globalement de 10 % par an.

Le cheptel local mieux exploité fournira 40.000 têtes par an soit une augmentation de 25 % permettant ainsi de stabiliser les prix ce qui aura pour conséquence d'accroître la consommation. Pour la volaille et les oeufs les besoins seront satisfaits et les prix stabilisés.

Les mesures proposées en matière forestière auront surtout des incidences échelonnées mais dans l'immédiat on peut compter sur une augmentation annuelle de 10 % aussi bien pour les exportations que pour les marchés intérieurs.

Enfin le développement des cultures industrielles l'implantation des villages coopératifs et la création de fermes d'Etat permettront la fixation de 2.500 familles.

Les charges que le budget national aura à supporter en personnel et matériel nécessaire au fonctionnement normal du département sera de l'ordre de 400 millions supplémentaires par an.

Tel sera le bilan immédiat du programme étant entendu que les investissements qui seront engagés auront surtout des répercussions à long terme qu'il est d'ores et déjà difficile de chiffrer mais qui seront extrêmement importantes pour l'équilibre économique et social du pays.

RECAPITULATION DU FINANCEMENT DU TITRE I
EN MILLIONS DE FRANCS

CHAPITRES	Finan.	A Fin.	ECHEANCIER		TOTAL
			1965	1966	
Agriculture ...	821	6.726	3.553	3.994	7.547
Elevage	134	1.267	600	801	1.401
Eaux et Forêts	240	217	258	199	457
Coopération ...	-	205	161	44	205
J.P.N.	-	500	285	215	500
Génie Rural	429	285	570	144	714
Formation	829	-	829	-	829
	2.453	9.200	6.256	5.397	11.653

TITRE IICOMMERCE ET INDUSTRIECHAPITRE I - COMMERCE ET TRANSPORTSI - Situation actuelle - Objectifs à long terme

Les problèmes relatifs à l'organisation du commerce et des transports représentent des aspects complémentaires d'un même problème : aboutir à une organisation des services rendus aux producteurs telle qu'ils bénéficient au maximum du revenu produit par leurs efforts en éliminant les stades inutiles et coûteux de ces services et en réduisant leur coût.

Sur le plan intérieur, la situation actuelle est caractérisée par un pourcentage anormalement élevé du coût de la distribution, du ramassage et des transports par rapport à la production et à la consommation. La marge brute de distribution représente 119 % de la valeur initiale du produit pour les fruits et les légumes, 88 % pour la viande de boucherie, 77 % pour les bières et sodas, 55 % pour les tissus de coton et les vêtements. Le montant total des marges de commercialisation en 1961 s'élevait à 9,5 milliards, soit 3/5 des ressources globales dont a disposé la R.C.A. cette année.

Ce coût très élevé s'explique en partie par des caractéristiques propres à la République Centrafricaine : dispersion et irrégularité de la production; mauvais état du réseau routier secondaire et assez souvent du réseau national; concentration de la production sur des périodes assez brèves et sans utilisation du réseau commercial et de transport pendant de longues périodes de l'année; déséquilibre des courants de frêt; insuffisante utilisation du réseau commercial en raison de la dispersion des populations; forte proportion de personnel expatrié coûteux en raison des difficultés de recrutement de personnel centrafricain supérieur et moyen qualifié/

Sur le plan extérieur, exportations et importations sont caractérisées également par le coût élevé des transports et de la commercialisation. Les raisons sont en partie les mêmes. S'y ajoutent l'éloignement de la mer et surtout la dépendance presque totale de la République Centrafricaine à l'égard d'une voie d'évacuation unique, la voie fluviale continuée par le CFCO, caractérisée par son coût élevé, sa lenteur et son irrégularité.

En dehors des caractéristiques techniques de la production et des transports qui contribuent incontestablement à alourdir les marges de distribution, il convient également de tenir compte de la structure des professions qui exercent ces activités. Tant dans le commerce que dans les transports, il existe à la fois des sociétés importantes qui préservent leur marge bénéficiaire monopolisant les secteurs les plus rentables et une multitude de petite et moyens Commerçants et Transporteurs, qui ont des prix de revient élevés et survivent difficilement dans les secteurs les plus difficiles qui leur sont laissés.

Sur le plan de la meilleure utilisation des ressources nationales, cette situation a des conséquences sérieuses. Les entreprises bénéficiaires de ces secteurs, en dehors même de toute position générale quant à l'avenir des investissements en République Centrafricaine, n'ont aucune raison de réinvestir leurs bénéfices dans des secteurs déjà sursaturés et hésitent à investir dans d'autres secteurs qu'elles connaissent mal. Commerce et transports sont donc les secteurs où les bénéfices se réinvestissent le moins et où le désinvestissement joue au maximum.

Sur le plan du commerce extérieur, la lourdeur du système de transport et de distribution contribue largement au déséquilibre des échanges. L'exportation de nos produits, déjà handicapés par l'inorganisation des marchés de produits tropicaux, les fluctuations brutales et importantes de leurs prix, la saturation des marchés grands consommateurs, la concurrence des produits des pays plus développés qui peuvent subventionner leurs exportations, la concurrence des produits de substitution, la résistance des pays industrialisés à accepter que des industries de transformation s'installent dans les pays en voie de développement, la lourdeur des taxes dans les pays consommateurs, est en outre rendue plus difficile par le coût élevé des opérations commerciales et de transport.

En ce qui concerne les importations, les bénéfices élevés qu'elles permettent incitent les importateurs à favoriser les importations de biens de consommation, dont une partie pourrait être produite sur place et une autre partie peut être considérée comme non indispensable aux besoins du pays. Cette politique de facilité a de multiples conséquences : elle aggrave le déficit de la balance commerciale, elle décourage les tentatives faites sur place pour créer des productions locales, elle favorise le goût des dépenses de luxe et décourage l'esprit d'épargne dans la population.

Les objectifs à long terme doivent permettre de remédier dans une large mesure à ces errements.

Certes, l'amélioration générale du système viendra, en premier lieu, de mesures tendant à améliorer les conditions générales d'exploitation en agissant sur la production. Il en est ainsi notamment en ce qui concerne le développement des exportations, de mesures tendant à :

- diminuer le prix de revient de la production (amélioration de la productivité - création d'unités de production intégrée - localisation rationnelle des zones de culture),
- diminuer le prix de revient de la collecte (organisation de la collecte. Choix des centres de ramassage. Rationalisation des opérations - Amélioration de l'infrastructure routière).
- Augmenter le coefficient d'utilisation du potentiel existant (augmentation de la production - diversification des cultures permettant de mieux étaler les périodes de transports des produits - amélioration des moyens et diminution du coût du stockage),
- valoriser les produits exportés en cherchant systématiquement à remplacer l'exportation des produits bruts par des produits de plus en plus élaborés.

En dehors de ces actions indispensables, mais extérieures au système de commercialisation et de transport il convient de rechercher à long terme des réformes de ce système lui-même.

12) - Réforme de structures du système commercial.

Afin de réduire le coût du système commercial et de diminuer l'évasion des bénéfices vers l'extérieur, un effort systématique sera fait pour permettre à une classe de commerçants centrafricains compétents de se substituer aux succursales des grandes sociétés et aux commerçants ambulants étrangers au stade de la distribution des produits de consommation. Afin de parvenir à cette substitution, il sera nécessaire de procéder à la formation de ces commerçants, de leur donner un appui technique pour la période de démarrage et de leur faciliter la réunion des capitaux et des garanties nécessaires.

En ce qui concerne la collecte et la commercialisation des produits jusqu'aux lieux de consommation et d'exportation, la diminution du coût sera obtenue par la mise en application du rôle donné en matière de commercialisation aux Offices Régionaux de Développement épaulés par les coopératives. Il leur permettra de mieux lier les problèmes de production aux problèmes de commercialisation, de mieux utiliser les moyens de commercialisation disponibles, de représenter les producteurs en face des intermédiaires, de mieux les défendre et éventuellement de se substituer à eux.

L'intervention permanente des Caisses de Péréquation et de Stabilisation permettra de stabiliser les prix offerts aux producteurs, de leur assurer un juste prix et de compenser les désavantages dus à la situation géographique des régions les plus éloignées.

A l'exportation, des contrôles permettront la mise en oeuvre d'une politique de vente qui portera en particulier sur :

- l'étude des caractéristiques des marchés,
- les prises de contact avec les importateurs et les distributeurs de façon à faire connaître le produit,
- la création d'organismes de propagande et la création d'appellations contrôlées pour favoriser les produits naturels,
- le respect des bons usages traditionnels du commerce : continuité dans les offres, permanence sur le marché, raccourcissement et respect des délais de livraison,
- l'intervention des Caisses de Stabilisation pour veiller au maintien d'un front uni entre les divers producteurs : contrôle des offres, stockage et régularisation des expéditions,
- la négociation d'accords bilatéraux jumelant la livraison de produits avec l'achat de marchandises en provenance de l'étranger.

De même à l'importation, le contrôle de l'Etat permettra de mettre en oeuvre une politique d'importation qui portera en particulier sur les points suivants :

- l'importation des biens d'équipement devra bénéficier d'une priorité absolue,
- les entrées de produit de première nécessité (alimentation, habillement) ou de consommation courante dont les prix de diffusion conviennent le mieux au pouvoir d'achat des masses rurales seront favorisées par rapport aux importations de produits de luxe,
- il faudra continuer à veiller strictement à interdire les importations de produits et marchandises susceptibles de concurrencer les productions nationales existantes.

C'est ainsi que les importations de produits suivants devront être progressivement supprimées ou limitées à mesure de la mise en place des productions nationales : animaux vivants, volaille, oeufs, légumes frais, fruits frais tropicaux, thé, riz, noix de kola, huiles alimentaires, conserves de viande et de poisson, sucre, eaux gazeuses, bières, alcools, tabacs, ciments, engrais, peinture, savons, fils de coton, tissus de coton, couvertures de coton, chaussures, articles en faïence et porcelaine, tôles, fer, acier, fûts, emballages, sacs, vélocipèdes.

Enfin, dernier point, la réglementation et le contrôle des prix de vente des produits importés et des produits intérieurs, en même temps qu'ils permettront de réduire le prix de vente aux consommateurs, permettront d'agir sur les marges bénéficiaires de façon à réduire l'attrait qu'exercent sur les commerçants l'importation et la commercialisation des produits de luxe.

2°) - Réformes de structure du système des transports.

Les réformes en ce domaine doivent porter sur deux points :

- réforme des structures de la profession
- tentatives pour améliorer les conditions d'exploitation du potentiel

a) - réforme des structures de la profession.

L'objectif là aussi est de parvenir à substituer aux grandes sociétés et aux petits artisans besogneux actuels une classe relativement homogène de transporteurs centrafricains compétents.

L'action en ce domaine portera sur :

- la formation de transporteurs aptes au point de vue commercial et technique
 - l'assistance technique en matière d'entretien technique et de gestion commerciale
 - la répartition équitable du frêt par création de bourses de frêt et répartition équitable des frêts les plus rentables (coton).
- ### b) - amélioration des conditions d'exploitation du potentiel par réduction des déséquilibres.
- dans le domaine de la collecte des produits entre le lieu de production et le lieu de stockage: développement de la traction animale, qui réduira considérablement les frais
 - pour remédier au déséquilibre des échanges avec le Cameroun: faciliter les évacuations par la voie routière Camerounaise en attendant le chemin de fer
 - pour remédier au déséquilibre des échanges avec l'Est, recherches pour restaurer partiellement la navigation sur le Haut-Oubangui.

II - Objectifs à court terme

Dans le cadre de la loi biennale, les efforts porteront particulièrement sur les points les plus immédiatement accessibles :

- a) - formation de commerçants centrafricains et de cadres du commerce,
- b) - mise en action d'une politique stricte de contrôle des prix,
- c) - mise en action d'une politique active du commerce extérieur,

- d)- assainissement de la profession transports et début de la mise en place d'une classe de petits transporteurs,
- e)- remédier aux déséquilibres des courants de frêt les plus onéreux,
- f)- remédier au monopole de fait du trafic sur l'ex-voie fédérale,
- g)- amélioration du système de transports en commun de voyageurs.

III - M o y e n s

- Mise en place de moyens de formation, avec l'aide de la Chambre de Commerce, du Lycée Technique de Bangui et du Centre de Formation des Cadres de l'Economie,
- Mise en oeuvre du Fonds de Développement du Commerce et des Transports pour permettre aux commerçants et aux transporteurs centrafricains de réunir les capitaux et les garanties nécessaires,
- Refonte du contrôle et de la réglementation des prix,
- Mise en place d'un service du Commerce Extérieur plus étoffé,
- Mise en place d'un système de licence de transports,
- Création d'un organisme administratif d'assistance technique aux petits et moyens transporteurs,
- Création d'une bourse du frêt,
- Développement de la traction animale et des moyens de transports à roues (type charrette)
- Définition de types d'embarcations de frêt légères et économiques pour la navigation (compagnies de navigation)
- Création d'un Centre secondaire d'affrètement à Bouar pour mieux utiliser la voie camerounaise, dans le cadre de l'organisme administratif d'assistance,
- Création de la Société d'Economie Mixte de Transports en Commun de Bangui.

IV - Financement

1^{er}) - Financement des investissements

- Moyens de formation. P.M. (Voir chapitre Enseignement)
- Fonds de Développement du Commerce et des Transports. Dispose actuellement de 2 millions (Budget National) Dans la mesure où il ne servira que de garantie, ce chiffre paraît suffisant. Les prêts proprement dits viendront de la B.N.D., des autres organismes bancaires ou du secteur privé.
- Mise en place d'un organisme d'assistance technique aux petits et moyens transporteurs. Le projet, non encore chiffré, sera appuyé en grande partie sur l'organisation actuelle des garages administratifs. Les investissements complémentaires seront financés d'après la B.N.D.

Création d'une bourse de frêt. Dans la première période pas d'investissement nouveau.

Développement de la traction animale (P.m.)

Définition de type d'embarcation de frêt légère et économique pour la navigation sur le Haut-Oubangui. Etude en cours.

Création d'un centre secondaire d'affrètement à Bour. Etude à réaliser.

Création de la Société Mixte de Transports en Commun de Bangui.
70 millions par prêts B.N.D.

Charges récurrentes. Les seules charges récurrentes à prévoir pour le budget viennent du renforcement du service du Commerce Extérieur, dont le coût peut être évalué à 3 millions par an.

2^e) - Effets sur l'Economie. Les réformes de structure doivent aboutir :

- à une diminution de la charge de distribution et de transport,
- à une diminution des importations,
- à un accroissement du volume et de la valeur des exportations.

L'effet de ces réformes ne pouvant se faire sentir que sur une période assez longue, et la structure des coûts étant mal connue, il est très difficile de chiffrer le bénéfice que doit en retirer l'économie.

CHAPITRE II - INDUSTRIALISATION - MINES - ENERGIE

Sommaire: Section 1 - Principes et Options
Section 2 - Actions à entreprendre
Section 3 - Modalités d'exécution.

SECTION 1 - PRINCIPES ET OPTIONS

1- De ces actions en matière industrielle, le Gouvernement entend obtenir les résultats les plus immédiatement profitables au peuple centrafricain.

Il doit donc rechercher en premier lieu une industrialisation rapide et pratique, destinée principalement à :

- accroître le nombre d'emplois des nationaux et leur productivité,
- assurer à leur travail une rémunération réelle progressive en luttant par l'industrialisation contre les effets néfastes qu'exerce sur le niveau de vie des producteurs la disparité entre les prix croissants des produits manufacturés importés et les prix régressifs des matières premières produites sur place et exportées.
- diversifier et accroître l'économie nationale, pour la rendre moins vulnérable aux fluctuations en quantité et en valeur de la production agricole,

2- Au cours de la période d'exécution du plan intérimaire (1965-1966) il sera donc donné priorité aux industries de transformation, directement productrices de biens de consommation, plutôt qu'à l'industrie lourde dont les conditions ne sont pas encore réunies.

La réalisation de ces industries devra de préférence commencer dans le cadre d'entreprises de moyenne envergure.

- correspondant aux besoins et aux limites des marchés qui leur sont accessibles (R.C.A. - Pays de l'U.D.E.-CAMEROUN).
- susceptibles d'employer à tous les stades une proportion maximale de nationaux.

3- Parallèlement en 1965 et 1966 le Gouvernement s'attachera à créer pour l'avenir les conditions favorables à une industrialisation sur une plus grande échelle :

- en accentuant la formation technique d'une main-d'œuvre nationale qualifiée,
- en augmentant l'effort de prospection minière qui demeurera essentiellement orienté en fonction des possibilités d'applications industrielles immédiates,
- en recherchant les moyens d'accroître le potentiel énergétique du pays,
- en intervenant pour l'extension vers l'étranger des marchés des produits industriels centrafricains, notamment dans le cadre des institutions de l'U.D.E.-Cameroun et de leur politique d'harmonisation des investissements.

4- Sur la base de ces principes, les actions définies à la section II ci-après seront entreprises en 1965 et 1966.

SECTION 2 -

ACTIONS A ENTREPRENDRE

1- Promotion Industrielle des Nationaux

A - FORMATION

- Accroissement des effectifs des établissements de formation technique existants.
- Envoi dans les Instituts étrangers de formation économique et technique appliquée de stagiaires plus nombreux et d'un meilleur niveau.
- Organisation de stages pratiques sur place avec le concours des organismes qualifiés, et notamment des Chambres Consulaires et des sociétés privées.

B - AMELIORATION DES CONDITIONS D'EMPLOI DE LA MAIN-D'OEUVRE QUALIFIEE EXISTANTE

Développement d'Entreprises Centrafricaines

a)- A l'usage du marché national

- création d'entreprises centrafricaines modernisées, à Bangui et en province, avec l'assistance de l'Etat, dans les domaines de la construction, de la mécanique et de l'artisanat pratique en général.

b)- A l'usage des marchés extérieurs

- organisation de l'exploitation centrafricaine du diamant
- organisation et développement de l'artisanat artistique traditionnel (objets en bois - ivoires, vannerie - taxidermie etc...)

Développement de la bijouterie

- taillerie de diamants (Comptoir National du Diamant)
- orfèvrerie

2- Industries de transformation

A - A PARTIR DES MATIERES PREMIERES NATIONALES

Ces industries sont celles qui sont susceptibles de procurer au pays le meilleurs profit (intégration économique, emploi, balance commerciale, niveau des prix....)

Les actions inscrites au plan, présentées au tableau suivant, consisteront, au cours des 2/ans :

- à faire entrer en production les projets dont la réalisation est commencée, à l'ouverture de la période, et à prendre toutes dispositions pour étendre les productions industrielles existantes (colonne 2 du tableau)
- à faire terminer l'étude préalable, obtenir le financement et si possible entamer la réalisation de projets industriels nouveaux (colonne 5 du tableau).

Catég. Industries	Extensions	Projets nouveaux
<u>Matières premières</u>		
<u>Végétales et animales</u>		
Industries textiles	Filature Tissage Confection	Imprimés Toile à sacs Bonneterie Couvertures
Produits alimentaires	Huilerie Savonnerie Laiterie	Conserveries Farines diverses Jus de fruits Sucrierie Aliment du bétail
Industrie du bois	Scierie Meubles	Déroulage Contreplaqué
Autres industries		Tannerie Chaussures et maroquinerie Parfumerie Distillerie Engrais Produits chimiques Cigarettes, Allumettes
<u>Matières premières</u>		
<u>Minérales</u>		
Industries bâtiment	Briqueterie Pierres d'ornement	Cimenterie Chaux Eléments préfabriqués en béton
Divers	Faïencerie Fonderie	Verrerie

B - A PARTIR DES PRODUITS IMPORTES

- a)- Moins directement intégrée à l'économie nationale, la transformation au dernier stade de produits demi-finis importés est susceptible de minimiser le coût des importations de former la population aux techniques industrielles et de lui procurer des emplois productifs

Le Gouvernement recherchera la création d'entreprises de ce genre :

- quand elles permettront de baisser ou au moins stabiliser les prix des produits finis;
- pour prendre place dans le système de répartition équitable des industries de l'U.D.E.-Cameroun, tel que les institutions de cet ensemble pourront le concevoir.

b)- Au cours de la période seront développés jusqu'à leur entrée en production les projets suivants, qui ont reçu un commencement d'exécution ou sont prévus :

- Fabrique d'objets en matières plastiques
- Atelier de fabrication de matériel agricole
- Capsulerie
- Air liquide

c)- Des recherches systématiques seront entreprises en vue d'autres créations industrielles de ce type dans tous les domaines où elles présenteraient l'intérêt signalé au paragraphe "a" ci-dessus (exemple : tôlerie d'aluminium, chauffe-eau à énergie solaire, montage de postes à transistors)

- M I N E S

En matière minière, les actions inscrites au plan, présentées au tableau suivant, consisteront, au cours des 2 ans, à

- terminer les travaux en cours et notamment cubage des réserves de minerais destinés à alimenter les industries prévues au plan, et établissement d'un inventaire des indices minéraux découverts (colonne 2)
- entreprendre de nouvelles recherches tant générales que particulières à certaines substances nouvelles ne donnant présentement lieu à aucun projet industriel.

(1)	(2)	(3)
Catégories de travaux	Continuation travaux	Travaux nouveaux
<u>A usage des Industries prévues au Plan</u>		
Cubages et calculs économiques.	Calcaires Bobassa Céramique Bangui Fer Bogoin Argiles à briques	Prospection de diamants dans les grands collecteurs
<u>Etudes Générales</u>		
Cartes géologiques	Synthèse/des travaux antérieurs (cartes de tous les indices minéraux découverts)	Fort-Crampel M'Baïki Sud Obo-Zémio
<u>Prospection de nouvelles substances</u>	Uranium Prospection géophysique de terrains à possibilités pétrolifères. Sel Gemme	Cuivre, Plomb Zinc (M'Bari) Etain Cuivre (N'Gadé)

.../...

- ENERGIE

A - Accroissement de l'approvisionnement de Bangui en énergie électrique par la mise en fonctionnement d'un 4ème groupe de 1.750 KW à Boali (début 1965) et la réalisation de travaux de Génie Civil destinés à augmenter les possibilités d'alimentation en eau pendant la saison sèche :

- par la réalisation de travaux de renforcement du réseau et de changement de tension,
- par l'étude de l'installation d'une centrale diesel de secours d'une puissance de 3 000 KW.

B- Electrification de centres secondaires,
Installation d'une centrale diesel dans chaque commune de plein exercice,

C- Etudes destinées à aménager de nouveaux centres de productions d'énergie hydroélectrique, notamment sur les rivières M'Bi - Bossembélé, Mé - Bouar, Kotto - Kembé, etc...

SECTION 3 - MODALITES D'EXECUTION

1- Cadre des Actions envisagées

A - PROMOTION INDUSTRIELLE DES NATIONAUX

- Création d'un organisme d'Etat chargé de l'Artisanat (organisation et assistance des entreprises centrafricaines sur les plans technique, commercial et financier)
- Société d'Etat d'exploitation du Diamant, chargé d'assister les artisans centrafricains qui y collaboreront.

B - INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

Les créations et extensions industrielles se feront dans le cadre le plus propice à leur réalisation rapide sans exclusive :

- Sociétés privées
- Sociétés d'Economie Mixte
- Sociétés d'Etat

L'Etat interviendra directement dans ces réalisations aux deux fins principales suivantes :

- pour assurer ou hâter la réalisation des projets,
- pour permettre leur conformité aux objectifs poursuivis.

Ses interventions s'effectueront sur le plan financier au moyen des fonds publics nationaux, ou des fonds d'aides extérieures (subventions ou prêts) sous forme :

- de crédits d'études
- de participations à des Sociétés.
 - en capital (Société d'Etat ou d'Economie Mixte)
 - en prêts et avals (B.N.D. - Emprunt National - Négociations de prêts étrangers).

.../...

C - MINES ET ENERGIE

Les travaux et études divers prévus en matière de mines et d'énergie seront réalisés :

- a)- en régie d'Etat, toutes les fois que l'équipement existant le permettra et notamment pour les matières premières minérales destinées aux industries prévues au Plan et les indices de substances nouvelles (exception faite de l'uranium et des terrains à possibilités pétrolifères)
- b)- par la S.E.E.E. en ce qui concerne l'extension de l'énergie à Bangui et l'électrification de Bambari et Berbérati
- c)- par des organismes spécialisés conventionnés.

2 - TABLEAU DE FINANCEMENT

Les données du tableau de financement indiquent :

- Colonne 1 : les projets dont au moins un début de réalisation peut être envisagé au cours de la période biennale, ceux pour lesquels la décision définitive d'investissement reste subordonnée au résultat des études étant groupés sous la rubrique globale "Etudes et commencement d'exécution pour les Industries nouvelles".
- Colonne 2 : le coût approximatif des diverses actions, ventilé en coût total et dépenses envisagées au cours des 2 ans.
- Colonne 3 : les crédits publics (en subventions, participations et prêts) d'origine nationale et extérieure, qu'il convient d'affecter à ces actions
- Colonne 4 : les crédits d'origine purement privée non contrôlés par l'Etat dont l'investissement est attendu
- Colonne 5 : la destination principale des divers crédits affectés à chaque opération et toutes autres observations.

.../...

O P E R A T I O N S	COUT		CREDITS	CREDITS	OBSERVATIONS
	TOTAL	65/66	PUBLICS (Etat, aide ex- térieure)	PRIVES-	
I- PROMOTION INDUS- TRIELLE DES NATIONAUX					
Institutions.....	100	100	100		Matériel et ins- tallations.
Crédits aux petites entreprises	100	100	100		Fonctionnement
Taillerie de Diamants	40	40	20	20	Participation capital BND
2- INDUSTRIES DE TRANS- FORMATION					
Laiterie	30	30	30		Matériel et
Huilerie-Savonnerie	400	400	387	13	installations.
Faïencerie	70	70	70		"
Pierres d'ornement..	35	35	35		"
Toiles à sacs	900	500	300	200	"
Déroulage, Contreplaqué	500	500	300	200	"
Ensemble textile ...	2000	2000	1000	1000	"
Cimenterie	500	100	100		(dont 30 pour ex-
Préfabriqués en béton	105	105	53	52	traction minérale)
Autres projets privés décidés	210	210		200	Matériel et ins- tallations
- Transformation					
- produits importés					
- Extensions indus- trielles (textiles)					
- bonneterie					
- Fonderie			10		Matériel pour extraction Fer Bogoin
Etudes et commencement d'exécution pour in- dustries nouvelles	100	100	100		Fonctionnement et matériel
3- MINES					
-A usage des industries prévues au plan....	15	15	15		Fonctionnement Crampel-M' Baïki
- Etudes générales (car- tes géologique)....	235	160	160		Obo-Zémio (Crédits " pour l'uranium CEA)
-Prospection de nou- velles substances..	215	215	115	100	

(suite)

OPERATIONS	COUT		CREDITS PUBLICS (Etat, aide exté- rieure)	CREDITS PRIVES-	OBSERVATIONS
	TOTAL	65/66			
4 - ENERGIE					
Extension Boali et Bangui	150	150		150	
Centres secondaires	100	100	100		
Etudes	50	50	50		
T O T A U X ..	3.855	4.980	3.045	1.935	

TITRE III

INFRASTRUCTURE DE LIAISONS

Le développement de l'Infrastructure de liaisons comprend :

CHAPITRE 1 - L'infrastructure routière

CHAPITRE 2 - L'infrastructure ferroviaire et aérienne

CHAPITRE 3 - L'infrastructure des Télécommunications.

La politique en matière d'infrastructure de liaisons sera déterminée par la nécessité de mettre en valeur des régions peu ou mal exploitées. Elle devra permettre l'établissement des relations et des communications rapides et permanentes nécessaires à l'expansion du marché intérieur, à la liaison avec le monde extérieur et d'une manière générale au développement économique et social de la République.

CHAPITRE I

L'INFRASTRUCTURE ROUTIERE

1)- Les objectifs -

Pour la commercialisation de la production, il est nécessaire d'avoir un réseau routier suffisant et entretenu.

Or actuellement l'état du réseau routier est mauvais par suite de l'insuffisance des crédits de personnel et de matériel. Il faut donc remettre en état :

- 11.293 km de chemins ruraux destinés au ramassage des produits et utilisés par des véhicules de faible et moyen tonnage.
- 3.012 km de routes régionales qui relient entre elles les Préfectures et les Sous-Préfectures et sont utilisées par des camions de tonnage assez important pour regrouper les produits.
- 4.650 km de routes nationales destinées à servir de voies d'évacuation aux produits et de voies de pénétration vers l'intérieur ou même de circulation internationale.
- 432 km de la route nationale BANGUI - TCHAD par Bouca à la charge de l'ATEC.

Une réorganisation à la fois du personnel et des moyens en matériel est en cours. Elle est destinée à créer une subdivision des Travaux Publics dans chaque Préfecture. Il est à signaler que cette réorganisation tend à accroître les besoins en personnel, en matériel et en crédits de fonctionnement pour permettre la remise en état intégrale du réseau routier et son entretien de manière à arrêter la dégradation continue de celui-ci.

A partir de cet objectif général, celui du plan biennal 1965-1966 doit consister en l'amélioration des grands axes principalement au départ de BANGUI et des routes nationales dans les zones les plus développées.

2) - Les programmes

Il est nécessaire de prévoir simultanément deux programmes, un de travaux et un d'études destinées à permettre les travaux dans l'étape suivante :

A) - PROGRAMME DE TRAVAUX

Remise en état et rechargement général du réseau routier en 1966. Estimation : 1.200 Millions.

Bitumage Bangui - Damara

Le financement est accordé par le F.E.D. pour un montant de 400 Millions, les travaux doivent commencer avant la fin de l'année 1964.

Amélioration de l'axe Berbérati - Salo

Aménagement indispensable en raison de son importance pour le ravitaillement de la Région Sud Ouest et l'évacuation des produits de la Haute-Sangha : 350 Millions.

Bozoum - Baoro

Voie d'évacuation de la Préfecture de l'Ouham vers Bangui d'une part vers le chemin de fer Transcamerounais d'autre part. Estimation : 150. Millions y compris études.

Berbérati - Carnot

Voie de liaison indispensable entre les deux projets précédents. 200 Millions y compris études, un dossier de prise en considération est à Bruxelles.

Bambari - Ippy - Bria

Première tranche de l'amélioration de la route vers le Nord-Est du pays jusqu'à Bira et vers le Soudan : 300 Millions études comprises.

Kongbo - Mobaye

Cette route doit avoir un tracé définitif et être accessible en permanence aux camions de 15 tonnes.

Le coût de l'opération est évalué par la Mission EUROPREDE à 224 Millions études comprises.

Gambo - Ouango

Seule évacuation de la Sous-Préfecture de Ouango, elle doit être améliorée par le remplacement d'ouvrages en bois par des ouvrages semi-définitifs. Coût 10 Millions.

Damara - Sibut

L'amélioration de cet axe est financé par le F.E.D. pour un montant de 288 Millions.

Pistes de la Lobaye

Un dossier de prise en considération est à Bruxelles pour un montant de 350 Millions. La première tranche qui seule pourra être exécutée après les études en 1965-66 s'élève à 100 Millions.

Amélioration de l'axe Sibut - Bambari

Ce projet évalué par la Mission Européenne à 165 Millions (études comprises) peut être commencé dans le cadre du Plan biennal pour 56 Millions.

Amélioration de la R.N. 1: BANGUI - BOSSANGO - TCHAD

Le montant des travaux est évalué par la Mission Européenne à 309 Millions dont 83 peuvent être réalisés en 1965-66 études comprises.

Amélioration de la R.N. 2: BOSSEMBELE - BOUAR - CAMEROUN

Le montant des travaux est évalué par la Mission Européenne à 48 Millions dont 14 peuvent être réalisés en 1965-66 (y compris études)

-Amélioration de la R.N.6: M'BAIKI - CARNOT

Le montant des travaux est évalué par la Mission Européenne à 107 Millions dont 44 peuvent être réalisés en 1965-66 (y compris études)

Bitumage Bangui - Pont de la M'Poko -

Section de 7 km. Travaux estimés à 30 Millions.

B) - PROGRAMME D'ETUDES

Ce programme est destiné d'une part à permettre la recherche du financement des travaux et d'autre part la réalisation dans la phase suivante à partir de 1967.

Recherche d'une voie de déblocage de l'Est du Pays (Sous-Préfecture Birao et Pays Zandé) destinée à permettre l'évacuation ultérieure soit par le Soudan ; soit par le Nil vers la Méditerranée.

Prévisions pour une étude préliminaire : 40 Millions.

Bangui - M'Baiki

Les études financées par le F.E.D. (31 Millions) sont en cours en vue du bitumage éventuel.

Bangui - Boali

Etude de l'amélioration de la route, de la déviation de la côte de Boali et du bitumage : 20 Millions.

Bouar - Baïbokoum - Tchad

Etude de l'axe Nord-Sud nécessaire au développement des Préfectures de Bouar-Baboua et de l'Ouham-Pendé : 50 Millions.

Bangassou- Obo - Soudan

Voie de pénétration vers l'Est du Pays et pouvant servir ultérieurement de voie d'évacuation vers la Méditerranée. 30 Millions

3)- Les moyens à mettre en oeuvre

A) - FOURNITURE DE MATERIEL ROUTIER

Le matériel existant pour permettre les travaux prévus ci-dessus doit être complété par la fourniture du matériel suivant :

- 2 unités lourdes de rechargement (160 Millions) pour l'une, le financement est accordé sur l'A.I.D.
- Matériel complémentaire en vue de constituer avec le matériel déjà fourni par le F.E.D. cinq unités complètes de rechargement (215 Millions)
- Constitution de 7 unités préfectorales pour un montant de 210 Millions

C'est la première tranche de la mise en place des 14 unités préfectorales dont les 7 unités suivantes seront à mettre en place à partir de 1967.

B) - FORMATION DE CADRES MOYENS DES TRAVAUX PUBLICS

Il devra être procédé à la formation de 35 surveillants et Chefs de chantier. Le coût de cette formation est évalué à 61 Millions, dont 29 Millions pour les années 65 et 66.

4)- Financement

Dans ce programme, le financement ne peut évidemment être que public. Il se divise en deux parties: Budget National et Aide Extérieure.

Le Budget National doit participer à la formation de cadres moyens des Travaux Publics soit 9 Millions pour 1965-66 et pour une part au programme d'études.

Aide Extérieure

Elle se décompose en :

a) Financement déjà accordé:

	1965	1966
Bitumage Bangui-Damara	400 Mil.	-
Etude Bangui - M'Baïki	31 "	-
Damara - Sibut	100 "	188 Mil.
1 unité lourde de rechargement	80 "	-
Total	611 "	188

b) Financement déjà demandé, c'est à dire dossier de prise en considération déjà adressé aux divers organismes.

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
R.N. 3 Bossembélé - Cameroun Travaux ..	14 Mil.	-
Berbérati - Salo - Travaux	100 Mil.	250 Mil.
R.N. 6 M'Baïki - Carnot - Travaux	10 "	34 "
Berbérati - Carnot - Travaux	30 "	170 "
R.N. 1 Bangui - Bossangoa - Tchad Trav.	33 "	50 "
Kongbo - Mobaye - Travaux	80 "	144 "
Pistes de la Lobaye - Travaux	40 "	60 "
Formation de cadres	10 "	10 "
Amélioration Sibut - Bambari	16 "	40 "
Unité lourde	80 "	-
Complément matériel existant	100 "	115 "
7 unités préfectorales	90 "	120 "
TOTAL	603 Millions	993 Millions

c) Financement à demander :

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
Remise en état et rechargement général du réseau routier	-	1.200 Mil.
Bitumage Bangui - Pont de la M'Poko ...	30 Mil.	-
Voie de déblocage de l'Est	10 Mil.	30 "
Bangui - Boali - Etudes	10 "	10 "
Bangassou - Soudan - Etudes	15 "	35 "
Bozoum - Baoro - Etudes et Travaux	30 "	120 "
Bouar - Baïbokoum - Etudes	10 "	40 "
Gambo - Ouango - Travaux	-	10 "
Bambari - Birao - Etudes et Travaux ...	50 "	250 "
TOTAL	155 Mil.	1.695 Mil.

RECAPITULATION PROGRAMME 65/66

- Crédits déjà acquis	799 Millions
- Dépenses nouvelles	3.446 Millions
TOTAL	4.245 Millions

5)- Charges récurrentes

La première tâche, et, de beaucoup la plus importante du Budget de l'Etat est de doter les Services des Travaux Publics de crédits de fonctionnement suffisants comme déjà indiqué ci-dessus.

Condition impérative si l'on veut pouvoir :

a) Utiliser le matériel fourni par l'aide extérieure

b) Entretien le réseau routier
soit pour une période de 4 ans :

1965	.....	400 Millions	dont 310 pour routes nationales			
1966	.....	500	" "	370	" "	"
1967	.....	600	" "	430	" "	"
1968	.....	610	" "	450	" "	"

Telles sont les inscriptions budgétaires annuelles indispensables au fonctionnement et au renouvellement du matériel, à la conservation du réseau routier dont l'entretien doit être constant, même après un rechargement complet.

CHAPITRE II

INFRASTRUCTURE FERROVIAIRE ET AERIENNE

1)- Les objectifs -

A) - La voie ferrée Bangui - Douala est l'un des objectifs majeurs de la République Centrafricaine au cours des années à venir.

Cette voie permettra :

- d'accroître considérablement l'exploitation des richesses forestières
- de multiplier les plantations dans la zone traversée
- d'intensifier les échanges entre le Cameroun et la République Centrafricaine, entre le Centre et l'Ouest du Pays
- d'accroître la rapidité des transports tout en abaissant leur coût.

La réalisation de ce projet sera poursuivie en commun avec la République Fédérale du Cameroun.

B) - La réalisation du nouvel aérodrome de Bangui - M'Poko permettra l'escale des longs courriers à réaction et accroîtra les conditions de sécurité des atterrissages et décollages.

- L'amélioration du terrain de Berbérati permettra son utilisation en tout temps et accroîtra également les conditions de sécurité.

2)- Les programmes

Dans le cadre du Plan biennal auront lieu les études et travaux suivants :

A) - Les études préliminaires nécessaires à la construction de la voie ferrée.

- Etudes préliminaires technique : hydrologie, sols, cartographie, photo-interprétation, inventaires forestiers complémentaires à exécuter tant en R.C.A. qu'au Cameroun
- Etude économie première tranche

B) - Les travaux de terrains d'aviation

- Bangui - M'Poko exécution complète - doit être terminée fin 1966
- Berbérati : bitumage, réfection du balisage, aménagement seront réalisés en 1965.

3)- Financement

Les études du chemin de fer sur 2 ans sont estimées :

- pour les études techniques préliminaires à 136 Millions, le financement en sera recherché en commun avec le Cameroun
- pour l'étude économique à 157 Millions, le financement semble acquis sur Fonds Spécial des Nations Unies.

Les travaux d'aérodrome sont financés :

- pour le terrain de Bangui - M'Poko par la République Française pour un montant de 1.475 Millions
- pour le terrain de Berbérati par le Fonds Européen pour un montant de 62 Millions.

4)- Charges récurrentes

Les seules charges à prévoir sont celles de l'entretien des aérodromes (Budget ASECNA).

CHAPITRE III

INFRASTRUCTURE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1)- Les objectifs

Le Service Centrafricain des Postes et Télécommunications est né en Janvier 1964, à la suite de la dénonciation par le Gouvernement Centrafricain de la Convention créant en 1959 l'Office Equatorial des Postes et Télécommunications commun aux quatre Etats de l'Afrique Equatoriale.

D'abord conçu comme établissement public, à gestion industrielle et commerciale, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, il est maintenant devenu une direction dans le cadre du Ministère des Travaux Publics, des Postes et Télécommunications. La Direction comporte :

- Des services administratifs et un Centre de contrôle des mandats, un Centre de vérification de la comptabilité des Receveurs, une Agence comptable, un Centre d'Approvisionnement en matériel et imprimés, un Garage.
- 43 Bureaux de Poste
- 41 Stations Radio
- 5 Réseaux téléphoniques (1 automatique - 4 manuels)
- 1 Centre de Chèques Postaux
- 1 Caisse d'Epargne Postale.

Le réseau des Télécommunications de la République Centrafricaine est ainsi structuré :

A) - RESEAUX TELEPHONIQUES

1^{er}) Un seul réseau local important, celui de Bangui, entièrement automatique, avec 1.000 abonnés. Le Central automatique de Bangui étant équipé actuellement pour 1.200 abonnés, il y a lieu de procéder à son extension, pour conjurer le risque de saturation.

2^{es}) Trois réseaux locaux c manuels, de moyenne importance (une soixantaine d'abonnés chacun): BAMBARI - BERBERATI - BOUAR. Ces réseaux sont de qualité moyenne (Bambari - Berbérati) ou très mauvaise (Bouar).

3^{es}) Un meuble 2 fils-4 fils à M'Baïki, d'assez mauvaise qualité. En dehors de ces agglomérations, aucune des Préfectures de la République ne possède de réseau local.

B) - RESEAUX RADIOELECTRIQUES

1^{er}) Un réseau national de radiocommunications en onde décimétrique auréolé autour de Bangui. Ces liaisons par ondes décimétriques se caractérisent par :

- des fluctuations du champ reçu liées aux fluctuations des couches ionisées (D, E et parfois F1) sur lesquelles se réfléchit l'onde;

- leurs grandes sensibilités aux bruits atmosphériques et industriels.

Aussi ces liaisons sont elles de qualité médiocre.

Toutes les Préfectures de la République Centrafricaine sont dotées d'émetteurs et de récepteurs à modulation d'amplitude soit à double bande latérale soit à bande latérale unique. Les récepteurs à bande latérale unique, moins sensibles aux bruits, n'équipent malheureusement que quelques Préfectures (BAMBARI - BANGASSOU - BERBERATI - BOUAR).

Chaque Préfecture s'auréole d'un réseau radiophonique en onde décimétrique reliant la station primaire à des stations secondaires situées dans les Sous-Préfectures.

2) Un réseau international sur onde décimétrique de bonne qualité (BRAZZAVILLE, DOUALA, FORT-LAMY, PARIS).

C) - UN RESEAU TELEX

à Bangui entretenu par la Compagnie France-Câbles et Radio.

L'effectif budgétaire 1964 est de 447 unités dont :

- Fonctionnaires des Cadres P&T	=	186
- Contractuels relevant des Conventions Collect.	=	238
- Fonctionnaires Assistance Technique	=	23

Le budget de l'Office pour l'exercice 1964 s'élevait en dépenses à 372.400.000 francs contre 312.400.000 francs en recettes et doit être équilibré par une subvention de l'Etat de l'ordre de 60 Millions de Francs. Le déficit ainsi enregistré était motivé par des besoins en équipement : 25 Millions de francs et les dépenses nouvelles de fonctionnement des nouveaux services : 35 Millions de fr.

Ce déficit se réduirait d'année en année s'il y a augmentation du trafic liée au développement économique du pays d'une part, à la création de nouveaux bureaux de poste et surtout de nouveaux réseaux téléphoniques et à l'amélioration des liaisons radioélectriques intérieures et extérieures d'autre part.

Au cours des deux années 1965 et 1966, il y a donc lieu :

1^{re}) de se pencher sur l'implantation de bureaux de poste dans les Postes de Contrôle Administratif, certains Postes Frontalières, Communes importantes et gros villages.

2^{re}) de créer de nouveaux réseaux téléphoniques; de moderniser ceux qui existent déjà; d'étudier un projet de liaisons téléphoniques permanentes entre Bangui et toutes les Préfectures.

3^{re}) d'étendre et d'améliorer les réseaux de télécommunications existants;

4^{re}) de former les cadres indispensables pour le fonctionnement, la maintenance et l'entretien des installations.

II - Programme et moyens à mettre en oeuvre

1^{re}) - CONSTRUCTION BUREAUX DE POSTE

Il n'est pas possible, en raison de l'étendue du territoire centrafricain et compte tenu de certains facteurs : isolement, stratégie, de se limiter aux bureaux de poste actuels.

C'est pourquoi, doter chaque Poste de Contrôle Administratif, certains postes frontaliers et Communes importantes d'un bâtiment abritant les services postaux et la station radio, est indispensable.

Les bureaux suivants seraient construits :

A) - POSTES DE CONTRÔLE ADMINISTRATIF (P.C.A.)

Possel - Les M'Brès - Ouadda-Djallé - Markounda - Bambio - Gamboula - Yaloké - Mingala - Djémah.

B) - POSTES FRONTALIERS

Sido - Maïtouloulou - Garoua-Boulai - Bambouti - Bangao.

C) - COMMUNES ET LOCALITES IMPORTANTES :

Bogangolo - Bcali - Boganda - Bangao.

En 1965, les bureaux de poste des Postes de Contrôle Administratifs ci-dessus énumérés pourraient être construits.

COUT DE L'OPERATION : 32,4 Millions de francs (Matériaux locaux préfabriqués).

En 1966, l'implantation des bureaux des Postes Frontaliers et Communes cités ci-dessus pourrait être réalisée.

2^e) - EQUIPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS

a) - Extension et amélioration du réseau de Bangui

1^{re}) Pour répondre aux nombreuses demandes d'abonnement, pour desservir l'aérodrome de Bangui-M'Poko, il y a lieu de doter assez rapidement le réseau de Bangui des câbles qui lui font défaut.

2^e) Le Centre de Bangui, équipé actuellement pour 1.200 abonnés en compte 1.000. Il sera donc saturé d'ici la fin de l'année 1965. Son extension est prévue à 2.400 directions.

b) - Automatisation des réseaux de Berbérati - Bangui - Bouar et Bangassou

Il existe depuis 1 an au magasin des Postes et Télécommunications 4 petits autocommutateurs CP 200 Z à 100 directions extensibles à 200.

Leur installation à Berbérati - Bouar et Bangassou est prévue pour d'ici 2 ans.

c)- Amélioration de la liaison Bangui - M'Baïki par l'utilisation de la VHF

d)- Amélioration de la qualité des liaisons interurbaines

- doter toutes les Préfectures de matériel BLU de radiocommunications;
- rechercher le meilleur matériel BLU en vue de l'utiliser en double dans les Préfectures comportant un réseau automatique;
- constituer des réseaux VHF
- déplacer le Centre récepteur de Bangui situé actuellement en pleine ville.

e)- Extension du réseau national

- doter Bangassou d'un réseau automatique
- doter Bossangoa, Bozoum, Sibut et M'Baïki de réseaux manuels ou automatiques
- doter les gros villages, les postes de contrôle administratif et les postes frontalières de matériel de radiotélégraphie.

3°) - COUT DES OPERATIONS

I 9 6 5		I 9 6 6	
<u>OPERATIONS</u>	Coût en Millions :	<u>Opérations</u>	Coût en Millions :
Desserte de l'Aérodrome Bangui - M'Poko	30	Amélioration du réseau de Bangui	50
Extension du réseau de Bangui	8	Extension du Central de Bangui	20
Extension du Central de Bangui	38	Création du réseau de Bangassou	70
Automatisation des réseaux de Berbérati-Bambari-Bouar	3	Réseau manuel à Bozoum et Sibut	8
Réseau manuel à Bossangoa	4	Réseau automatique à M'Baïki	5
		Double BLU	5
Dotation des Préfectures en BLU	0,5	Réseau VHF	5
VHF BANGUI - M'BAIKI ...	3	Infrastructure du centre récepteur de Bangui	20
Infrastructure du centre récepteur de Bangui	10	Matériel de radio télégraphie pour gros villages	8
Matériel de radiotélégraphie pour gros villages	6		
TOTAL	74,5	TOTAL	127

42) - FORMATION PROFESSIONNELLE

Il est envisagé depuis 1963, de construire une Ecole Nationale des Postes et Télécommunications devant assurer l'instruction et la formation professionnelle pour la branche " Poste et Services Financiers " comme pour la branche " Télécommunications "

Il est en effet d'une impérieuse nécessité de former sur place certains cadres indispensables pour assurer le fonctionnement des différentes installations.

La formation, à l'échelon supérieur (catégorie A et B) peut encore pendant un certain temps être assurée en France (PARIS - TOULOUSE) soit ailleurs.

COUT DE L'OPERATION : 93,3 Millions de francs. Elle pourrait être financée en 1965

III - Financement des opérations

En raison des moyens budgétaires limités de l'Etat ces différentes opérations ne peuvent être réalisées que grâce à des financements extérieurs.

Pour l'année 1965, il y aurait lieu de prévoir :

- Bureaux de poste	:	32,4 Millions de Fra
- Equipement Télécom.	:	74,5 " "
- Bâtiments Ecole	:	93,3 " "
soit	:	200,2 Millions de Fra

Pour 1966 :

- Bureaux de poste	:	28,8 Millions de Fra
- Equipement Télécom.	:	127 " "
soit	:	155,8 Millions de Fra

IV - Conclusions

L'exécution, dans son ensemble, de ce programme biennal permettra sur le plan public au Service des Postes et Télécommunications d'être réellement à la disposition de tous, de par le nombre de ses installations, leur qualité et le meilleur rendement des agents. Ainsi le Service des Postes et Télécommunications pourra, dans ce premier stade, être considéré comme Service permanent et Service universel.

Enfin l'augmentation du trafic, qui sera sensible grâce surtout à l'extension et à la modernisation des télécommunications apportera, à coup sûr, des recettes nouvelles.

L'exécution du programme biennal entraînera les charges récurrentes suivantes :

Pour 1965	:	6.000.000	
Pour 1966	:	5.300.000	+ 6.000.000

TITRE IV

DEVELOPPEMENT SOCIAL

Jusqu'à présent l'accession du Pays à l'Indépendance nationale a eu surtout pour effet d'améliorer les conditions de vie de certaines catégories de la population, en particulier des fonctionnaires, et de certains habitants de la République, notamment ceux de la capitale et de quelques centres urbains de l'intérieur. Il importe désormais qu'accèdent aux bienfaits de l'Indépendance toutes les couches sociales de la population et tous les habitants du Pays. Il y a là un impératif humain qui se double d'un impératif politique, la consolidation de la paix sociale et de la stabilité politique que connaît heureusement le pays étant conditionnée par l'évolution sociale de toute la population.

L'action du Gouvernement en matière de développement social doit donc viser essentiellement dans les prochaines années à se concrétiser au niveau du village tant dans le domaine de l'éducation et de la formation que dans ceux de l'information, de la santé ou des oeuvres sociales.

Cette action doit d'autre part s'adapter aux réalités centrafricaines. C'est dire que, sans négliger les enseignements des diverses expériences réalisées ici et là, elle doit se débarrasser de tout dogmatisme et ne pas être une simple transplantation de méthodes qui ont peut être fait leur preuve ailleurs mais ne répondent pas aux exigences du lieu et du temps. Eduquer, informer, former, soigner, aider, certes. Mais en sorte que cette éducation, cette information, cette formation, ces soins et cette aide n'entraînent pas un déplacement de certaines régions actuellement défavorisées au profit de régions plus développées, un exode des villages vers les centres urbains, une concentration de personnes déracinées vers la capitale.

Evolution sociale dans un cadre traditionnel par une politique d'aménagement harmonieux du territoire, tel doit être le but recherché par les services publics de l'enseignement, de l'information, de la jeunesse et des sports, de la santé et des affaires sociales.

CHAPITRE I

EDUCATION NATIONALE ET FORMATION DES CADRES

L'éducation du peuple constitue le point de départ de toutes les activités relatives au développement harmonieux du pays. La formation des cadres doit également être une préoccupation majeure des responsables de l'évolution de la Nation.

A) - EDUCATION NATIONALE

En République Centrafricaine, le vieil adage " mieux vaut une tête bien faite qu'une tête bien pleine " trouve particulièrement sa place. L'Etat a besoin d'hommes réalistes et pratiques dans la phase de construction nationale. Les poètes, les chercheurs, les savants viendront plus tard. Dans les 10 années à venir, nos besoins en cadres supérieurs tant techniques qu'administratifs seront de mille éléments au maximum. Il faut donc instruire et reclasser dans la vie traditionnelle dont la base est l'économie rurale 120.000 à 150.000 enfants par an. C'est donc une impérieuse nécessité de ruraliser l'enseignement.

I - But à atteindre

Le but essentiel est de parvenir en 1980 à l'instruction complète de la jeunesse d'âge scolaire de 5 à 16 ans. Actuellement 53 % de cette population est scolarisée (soit environ 124.000 élèves).

L'application de ce plan nécessite l'ouverture de 6.000 classes en 16 ans. Pour les années 1965 et 1966 il sera créé 550 classes. Les 250 instituteurs adjoints et agents formés annuellement par les cours normaux représentent le maximum des possibilités actuelles.

Parallèlement à cet effort dans le primaire il y a lieu d'envisager à long terme la scolarisation progressive dans le second degré et le technique d'environ 12 à 20 % des effectifs des classes terminales du 1er degré. Actuellement ces deux enseignements groupent près de 5.000 élèves dont seulement 600 relèvent du technique. Ce rapport devra être modifié progressivement pour répondre aux besoins de l'expression économique.

Enseignement supérieur - Il y aurait lieu de conduire à l'entrée dans l'enseignement supérieur en 1980 1,5 % du groupe d'âge correspondant, c'est-à-dire environ 200 à 250 étudiants. Actuellement la République Centrafricaine compte environ 100 jeunes gens à ce niveau. Au cours des deux prochaines années l'augmentation prévisible du nombre d'étudiants est de 15 à 20 par an.

2°) - Moyens à mettre en oeuvre

a) - Premier degré : Les Communes prendront à leur charge la construction des classes nécessaires à la scolarisation prévue pour les deux prochaines années. D'autre part le F.E.D. accorde un crédit de 720.Millions de francs pour la reconstruction en matériaux définitifs et pour l'équipement de 216 classes.

Effectifs du primaire - la sortie des cours normaux fera passer le nombre de classes de 1964 (Octobre 1964) à 2.234 (Octobre 1965) et 2.534 (Octobre 1966).

L'Ecole de village assurera un enseignement général jusqu'au C.E. pour les enfants de 5 à 10 ans. Une sélection sera opérée au niveau de la 2ème année du C.E. Les meilleures éléments seront dirigées vers l'Enseignement de type classique, les autres seront intégrées dans des sections spéciales d'enseignement rural. Ces sections pourront fonctionner avec l'aide de la Jeunesse Pionnière Nationale avec des cadres et un programme particuliers.

Les études dureront 3 ou 4 ans et seront sanctionnées par un C.E.P.E. dont les épreuves seront essentiellement pratiques. Il pourra même être envisagé d'adapter la formation aux besoins ruraux de chaque région.

Les écoles de Sous-Préfectures ou Préfectures prodigueront l'enseignement général aux enfants désignés suivant la sélection décrite ci-dessus. Des bourses seront allouées, des cantines scolaires organisées. Ces écoles prépareront au C.E.P.E. de type classique et au concours d'entrée en 6ème des Lycées et Collèges, les enfants les plus doués et les moins âgés poursuivront des études secondaires. Les autres seront admis, après une année préparatoire et un concours, dans les établissements techniques (Collège Technique, Ecole Normale, Ecole d'Infirmiers etc...).

Un crédit de 15 Millions en provenance du F.A.C. sera affecté au démarrage de cette action tendant à la ruralisation de l'enseignement primaire. Un crédit de 100 Millions doit permettre d'atteindre l'objectif fixé en 1966.

Pendant cette période l'Ecole Normale (prévue sur fonds F.A.C. pour 150 Millions de francs) aura été réalisée. Elle fournira des instituteurs adjoints, des instituteurs et des professeurs de Collège d'Enseignement Général.

b)- L'enseignement secondaire : Pour poursuivre son expansion normale et l'africanisation du personnel enseignant aurait besoin pour chacune des deux prochaines années 15 à 20 professeurs. Ceux-ci ne pourront pas être formés pendant cette période. Par contre l'ouverture d'une section spéciale de l'école normale permettra de satisfaire les besoins en professeurs de C.E.G. Pour les jeunes filles, l'agrandissement du Collège Pie XII est envisagé (32 Millions) ainsi que des travaux d'agrandissement du Lycée Jeanne-Marie CARON.

Les C.E.G. devront former les cadres immédiatement utilisables pour les besoins de la République, en conséquence les programmes devront être adaptés à ces besoins.

Les Lycées et Collèges seront chargés de la formation des cadres supérieurs de la Nation.

c)- Education des adultes - Parallèlement à la scolarisation des enfants, La République entreprendra une oeuvre d'alphabétisation des adultes confiée à un service spécialisé dont la création est envisagée pour 1965-1966 qui sera chargé également de l'éducation permanente populaire. Ce service aura pour but :

- la création d'un Comité National pour la fixation de l'orthographe de la langue sango
- la rédaction d'un dictionnaire, d'une grammaire et d'un manuel de vocabulaire sango
- la production du matériel d'enseignement et de documentation
- la création d'universités populaires dans les centres de la République Centrafricaine possédant un établissement du 2ème degré
- la tenue de cours de vacances
- la création d'un village expérimental d'alphabétisation

- l'organisation de campagnes périodiques d'alphabétisation.

d)- Enseignement technique : Ainsi que cela a été défini au chapitre précédent le nombre de jeunes filles et jeunes gens s'orientant vers l'enseignement technique devra être augmenté dans de notables proportions.

A la fin des classes de 5ème et 3ème une sélection orientera les élèves vers les études longues ou vers l'enseignement technique en vue d'obtenir les cadres moyens indispensables au développement.

A cet effet il est envisagé :

- l'extension de l'actuel Lycée Technique produit de la fusion du Collège Technique et du C.F.P.R.

Un projet FAC de 109 Millions a fait l'objet d'une étude présentée au Service du Haut Commissariat au Plan.

- en outre, la réalisation d'un projet du Fonds Spécial des Nations Unies, consacré à la mise sur pied d'une section de formation des Maîtres, Instructeurs et Professeurs Techniques Adjoints.
- enfin, l'édification d'un Collège Technique féminin, indépendant, dont le financement sera proposé au F.A.C. pour une somme globale de 100 millions.

Sur le plan pédagogique, la refonte des programmes se poursuit ainsi que la modernisation des méthodes d'enseignement au Centre de Recherche et d'Action Pédagogique. En ce qui concerne le 1er degré les instructions officielles définitives seront proposées à la Commission Nationale des programmes scolaires courant 1966.

e)- Enseignement supérieur : L'augmentation du nombre de bacheliers permet d'envisager l'ouverture d'une Université à Bangui. Un crédit de 20 Millions sera consacré aux études préliminaires indispensables.

f)- Refonte des programmes scolaires : En 1965 sera étudiée la refonte des programmes de l'enseignement primaire et en 1966 celle des programmes des enseignements secondaire et supérieur. Cette révision, à laquelle sera affectée un crédit de 20 Millions, devra avoir pour effet d'adapter les programmes scolaires aux réalités centrafricaines.

3 - Financement (en millions de francs)

Opérations	Financé	A Financer	Echéanciers		Total
			1965	1966	
I- ENSEIGNEMENT PRIMAIRE					
Ruralisation Enseignement (études)	15		15		15
Reconstruction 216 classes et 216 logements..	720		720		720
Ecole Maternelle		8	8		8
Alphabétisation des adultes		6	4	4	8
Mobilier pour classes primaires		44	22	22	44
Equipement des écoles rurales		100	50	50	100
Refonte des programmes		20	10	10	20
II- ENSEIGNEMENT SECONDAIRE					
Ecole Normale		150		150	150
Extension du Lycée Tech Collège Tech. Féminin indépend.		109	109		109
Extension du Collège Pie XII		100		100	100
Extension Ecole Tech. Notre Dame		32	32		32
Extension du Lycée de Jeunes filles et formation du personnel d'enseignement Technique rural et ménager (Etablissement Technique)		28	28		28
		40	40		40
III- ENSEIGNEMENT SUPERIEUR					
Etudes Université		20		20	20
T O T A L	735	659	1.038	356	1.394

4 - Conclusions

La réalisation de ce plan biennal permettre :

1)- la mise au point de la formation des enseignants (instituteurs et professeurs de C.E.G.) ainsi que l'adaptation des méthodes aux réalités africaines.

2)- le développement de l'Enseignement Technique tant féminin que masculin.

3)- une amorce sérieuse de l'alphabétisation des adultes qui sera à poursuivre pendant les années suivantes.

Les travaux préparatoires à la création d'une Université permettront de fixer les modalités de développement d'un enseignement supérieur national.

Charges récurrentes

PRIMAIRE :

250 classes par an

- Personnel 80 Millions
- Matériel 10 " par an

90 Millions

SECOND DEGRE :

- Elèves (Bourses) 16 Millions
- Matériel 4 "
- Personnel 10 "

30 Millions

TECHNIQUE : (G. et F.)

- Elèves (Bourses) 15 Millions
- Matériel 10 "
- Personnel 5 "

(Africanisation non encore possible pour les professeurs mais agents en plus)

30 Millions

ECOLE NORMALE :

- Elèves (Bourses) 12 Millions
- Matériel 5 "
- Personnel 3 " (idem)

20 Millions

RURALISATION DE L'ENSEIGNEMENT: 6 Millions

6 Millions

ALPHABETISATION :

- Personnel 13 Millions
- Production de livres en sango 5 "
- Bibliothèque mobile 2 "
- Fonctionnement 2 "

22. Millions

198 Millions-

B) - FORMATION DES CADRES

Au moment de l'indépendance il n'existait en République Centrafricaine que très peu d'éléments susceptibles d'occuper des postes de responsabilités. Ils ont été immédiatement employés et l'on a été obligé de procéder à une africanisation rapide des cadres supérieurs sans disposer du personnel ayant la qualification nécessaire.

Un des premiers soucis du Gouvernement a donc été d'entreprendre la formation des cadres administratifs et il a créé à cet effet l'Ecole Nationale d'Administration qui fonctionne actuellement mais a besoin d'étendre ses installations.

En ce qui concerne les services techniques, un certain nombre d'écoles spécialisées pourvoient aux besoins. Viendront s'y ajouter au cours des deux prochaines années les établissements spéciaux dont il a été fait mention aux titres I (Développement Rural) et III (Postes et Télécommunications) ainsi que l'Ecole inter-Etats des Douanes qui sera installée en République Centrafricaine à l'aide des crédits du Fonds Européen de Développement.

D'autre part, il apparaît vivement souhaitable de préparer dès maintenant sur place aux carrières économiques et à la gestion des entreprises privées les meilleurs éléments sortant du Lycée Technique de Bangui. Il devient donc urgent d'envisager la création d'un établissement d'enseignement spécialisé en ce domaine, le Gouvernement ayant un besoin évident de cadres de la vie économique centrafricains pour appliquer effectivement sa politique économique et donner un essor nouveau à sa politique de développement.

La formation des cadres de l'armée nationale nécessitera enfin la création d'une Ecole des cadres inter-armes (Voir Titre VI).

1) - ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

La République Centrafricaine a besoin de former des cadres administratifs animés d'un esprit de dévouement envers la masse paysanne, compétents et d'une haute valeur morale.

Il faut en premier lieu pourvoir à l'africanisation des postes actuellement occupés par des fonctionnaires de l'Assistance Technique, ensuite procéder à la relève des éléments médiocres en place et enfin pourvoir à l'extension des services rendus nécessaires pour le développement.

Les besoins sont estimés en 20 ans à 170 cadres de catégorie A, 220 de catégorie B et 400 de catégorie C.

A cet effet il a été fondé en 1963 l'Ecole Nationale d'Administration qui a vocation pour former les cadres administratifs moyens et supérieurs de l'Etat.

Objectifs 1965 - 1966

L'Ecole Nationale d'Administration formera annuellement 20 élèves destinés aux catégories A et B et 40 élèves destinés aux catégories C.

Elle assurera par ailleurs des stages de perfectionnement pour les fonctionnaires en service et des stages de formation pour préparer le recrutement accéléré à certains postes.

Moyens -

Actuellement l'Ecole Nationale d'Administration dispose d'un bâtiment comprenant les bureaux, des salles de classes, un amphithéâtre et la bibliothèque.

Les élèves qui sont incorporés dans l'Armée Nationale sont logés au camp militaire du Kassaï.

Il est nécessaire de prévoir l'extension du bâtiment existant, la construction d'un internat avec annexe, terrains de sports et logements pour le personnel d'encadrement de l'Ecole.

Financement

Le projet établi pour l'extension de l'Ecole Nationale d'Administration s'élève à 195 millions de francs. Le financement devra être demandé à l'aide extérieure.

2) - ECOLE INTER-ETATS DES DOUANES

Le projet arrêté à 66 Millions sera financé par le F.E.D.

L'école est actuellement organisée, l'extension des bâtiments ne donnera pas lieu à des dépenses supplémentaires de fonctionnement.

3) - CENTRE DE FORMATION POUR LES CADRES DE LA VIE ECONOMIQUE

Objectifs -

Actuellement la République Centrafricaine est totalement dépourvue de cadres moyens et supérieurs ayant une formation économique susceptible d'occuper les postes de direction dans les entreprises publiques et privées, commerciales ou industrielles, et dans les services publics spécialisés.

La politique du Gouvernement exige que dans ces domaines l'africanisation soit elle aussi réalisée dans les délais les plus rapides.

Il y a donc lieu de prévoir à Bangui la création d'un Institut de formation qui préparera, à la sortie du Lycée Technique, les cadres supérieurs à leurs tâches de responsabilité.

Moyens -

Il est nécessaire d'étudier et de commencer la réalisation de cet Institut pendant les années 1965 - 1966.

Financement -

Le financement des études et de la réalisation du projet évalué à 100 millions sera demandé à l'aide extérieure

CHAPITRE II

INFORMATION

Dans ce domaine plusieurs disciplines sont à considérer : la Radiodiffusion, la Radiovision, la Télévision, la Presse, l'Information et la Documentation.

A)- RADIO

1)- Objectifs -

Deux objectifs doivent être assignés à la Radio Nationale, objectifs correspondant au caractère de l'auditoire à toucher : le national et l'international.

En ce qui concerne le premier, le but à atteindre est d'obtenir une parfaite captation des programmes sur toute l'étendue du territoire national.

Quant à l'audience internationale, il s'agit de lui faire connaître la République Centrafricaine et les positions du pays sur les événements mondiaux. C'est une action de propagande ou pour être plus exact de publicité.

a)- L'installation à Bangui des émetteurs de la radio ne permet pas étant donné la position excentrique de la capitale, de "couvrir" totalement toutes les régions du pays.

Il importe donc de pratiquer une politique de décentralisation. Cependant, en ce domaine il faut faire intervenir la notion de rentabilité (il n'est pas question de rentabilité financière, mais de nécessité démographique). Installer un émetteur coûteux dans une région peu peuplée est un luxe inutile.

Par contre, placer des émetteurs relayant dans un premier stade, les émissions de Bangui autour d'une agglomération urbaine importante apparaît souhaitable, d'autant plus que des émissions régionales seraient réalisables dans un second stade.

Techniquement parlant cela se traduit par l'installation de stations d'ondes moyennes dans les agglomérations les plus peuplées.

Exemple : BAMBARI, BOUAR, BANGASSOU, BERBERATI

Coût : 25 Millions par émetteur (ce chiffre comprenant non seulement l'émetteur mais également un studio et une cabine technique).

2)- Financement -

Seuls les crédits F.A.C. et F.E.D. peuvent être envisagés pour cette opération, la France semblant d'ailleurs favorable à une solution de ce genre, deux stations pourraient être créées annuellement.

Le fonctionnement de ces centres nécessiterait en revanche une dizaine de millions chaque année par émetteur sans apporter aucune ressource nouvelle à l'Etat.

b)- La voix de la R.C.A. demanderait pour être entendue à l'Etranger l'installation à Bangui même d'un émetteur trois fois plus puissant qu'actuellement.

La saturation du centre émetteur actuel de l'O.P.T. ne le permet pas. Il faudrait donc en créer un nouveau et l'opération, par son coût (400 Millions) et sa durée, excède le terme des deux ans. Force est donc de reporter cette opération à plus longue échéance? Un crédit de 2,5 Millions est toutefois prévu pour les études de rentabilité et d'industrialisation d'un émetteur de 100 Kwh.

3)- Formation des cadres

Etant entendu que l'Office de Coopération Radiophonique ne peut accorder le bénéfice des Bourses françaises en matière de Radiodiffusion qu'aux candidats recrutés sur concours, et compte tenu du besoin en cadres, la République Centrafricaine proposera à l'Office de Coopération Radiophonique, à condition d'en assumer les frais, la formation pour les années 1965 et 1966 de dix Animateurs et de Cinq Techniciens, dont le niveau devra être celui de la classe du Brevet.

La formation de ces jeunes gens est d'autant plus indispensable que l'installation de réémetteurs dans quatre villes de la République suppose du personnel qualifié en matière de production, de journalisme et de technique radiophoniques, prêt à faire fonctionner les centres de réémetteurs.

Le bénéfice des Bourses attribuées par l'OCORA restera bien entendu acquis pour les candidats qui passeraient avec succès le concours de présélection et de sélection.

B)- RADIOVISION

1)- Objectif -

L'expérience qui débute cette année ne porte que sur un nombre restreint de centres ne couvrant qu'une portion du territoire.

Pour toucher tout le pays, un centre de radiovision par Commune doit être prévu soit un total de 175; 40 étant en cours d'installation, 135 sont nécessaires pour réaliser ce projet.

2)- Financement

Un centre coûtant en moyenne 250.000 fr c'est une somme de 35 Millions qu'il faut prévoir d'ici la fin de 1966.

Comme pour la radio c'est également aux crédits FAC ou FED que l'on pourrait faire appel.

Cependant les charges de fonctionnement s'élèveraient à 50.000 fr par an et par centre soit : 8.750.000 fr auxquelles il convient d'ajouter des frais de véhicules. Le chiffre de 10 Millions paraît alors raisonnable.

C) - TELEVISION

Le côté spectaculaire de ce moyen d'information et d'éducation masque trop souvent le coût fort lourd de son implantation et de son fonctionnement.

Au demeurant, s'il est possible matériellement de créer à Bangui (mais à Bangui seulement) une chaîne de T.V. en deux ans, il faut raisonnablement songer à sa rentabilité. Le pouvoir d'achat du Centrafricain moyen ne lui permettra pas avant longtemps de se procurer un récepteur de T.V. Le nombre de téléspectateurs restera donc réduit à quelques centaines. On peut évidemment jouer la carte des récepteurs publics mais le bénéfice en restera toujours circonscrit à Bangui. Il semble donc préférable de concentrer l'effort sur la radiovision.

La création d'une télévision devant cependant faire partie du prochain plan quinquennal, il est prévu un crédit de 2,5 Millions pour les études préliminaires.

D) - PRESSE ET IMPRIMES

Actuellement les besoins en imprimés du Gouvernement se chiffrent annuellement aux alentours de 30 Millions.

A cela s'ajoutent l'édition d'un journal hebdomadaire soit un peu plus de 16 Millions.

La création d'une imprimerie nationale serait souhaitable surtout si l'on envisage de passer, pour le journal, de l'hebdomadaire au quotidien.

Il faudrait cependant examiner dans le détail les incidences d'une disparition des imprimeries existant à Bangui sur les recettes de l'Etat (taxes diverses prises sur les importations, fournitures, chiffres d'affaires, etc...) pour juger de la rentabilité de cette innovation.

Quoi qu'il en soit, l'achat de l'appareillage nécessaire et son installation demanderaient environ un an

Coût investissement

(en millions)

Machines	35
Bâtiments	20
Total	55

Coût fonctionnement

La formation d'un personnel spécialisé est très longue, de trois à cinq ans. Il faudra donc faire appel à un personnel d'assistance technique durant ce laps de temps.

D'autre part, on peut raisonnablement prévoir que les frais de fonctionnement d'une telle imprimerie seraient en grande partie couverts par les recettes que celle-ci ferait en satisfaisant aux besoins d'une partie du secteur privé. Le coût du fonctionnement annuel ne s'élèverait alors qu'à environ 10 Millions.

Ce chiffre serait susceptible d'augmentation au retour des éléments centrafricains appelés à prendre la relève de l'assistance technique soit 5 millions.

Pour financer l'entreprise, on peut soit faire appel à l'aide extérieure, soit utiliser les fonds nationaux. Une troisième solution consisterait à demander aux imprimeries existantes de s'intégrer à l'imprimerie nationale par la création d'une société mixte ou d'une régie.

Cela paraît la meilleure option tout au moins durant la période nécessaire à la formation de spécialistes centrafricains.

E) - SERVICE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION

L'actuel service est proprement inexistant.

Il faut effectivement réaliser un programme d'information, c'est à dire faire les relations publiques de l'Etat, constituer un centre de documentation, informer le public.

Il s'agit là d'une organisation de longue haleine que l'on pourrait étaler sur plusieurs années. Pour les deux ans à venir, on se contenterait d'écarter le service dans les principales préfectures et de commencer la mise sur pied de véritables relations publiques de l'Etat (panneaux, photos, séance cinéma, brochures, etc...)

Coût : Pour cela un personnel et des moyens accrus seront nécessaires et le gonflement de crédits annuels de fonctionnement à 40 millions environ.

Le qualificatif même de ce budget implique que ces dépenses seraient supportées par le budget centrafricain.

F) - BIBLIOTHEQUE NATIONALE

La création d'une bibliothèque nationale a été décidée par l'Assemblée Nationale. Elle pourra abriter le Centre de Documentation Générale de la République Centrafricaine.

Il est nécessaire de procéder dès que possible à l'étude et/la mise en place de cet organisme qui rassemblera toute la documentation disponible sur la République.

A ce titre un crédit de 32 Millions est prévu pour études et début de réalisation de ce projet.

G) - CHARGES RECURRENTES

Le total des charges ainsi définies se résume dans le tableau ci-après :

RADIO	40 Millions
RADIOVISION	10 "
IMPRIMERIES	15 "
INFORMATIONS	40 "
BIBLIOTHEQUE NATIONALE..	8 "
Total	113 Millions par an

[illegible]

	<u>1965</u>	<u>1966</u>	<u>TOTAL</u>
RADIO	50	52,5	102,5
RADIOVISION	15	20	35
TELEVISION	-	2,5	2,5
IMPRIMES	-	55	55
BIBLIOTHEQUE NATIONALE ET CENTRE DE DOCUMENTATION -		32	32
	-----	-----	-----
TOTAL	65	162	227

C H A P I T R E I I I

J E U N E S S E E T S P O R T S

L'évolution sociale et économique du pays sera très rapidement fortement influencée par l'entrée dans la vie active d'une jeunesse nombreuse. Pour que cette jeunesse soit forte physiquement et moralement, pour que demain elle s'associe pleinement à l'oeuvre nationale de développement, il nous faut accomplir un immense effort d'éducation et de formation.

Dans la situation actuelle en effet, le sport et les activités de jeunesse sont insuffisamment pratiqués en Province notamment et trop de jeunes grandissent sans éducation, livrés au désœuvrement qui est souvent à l'origine de l'alcoolisme et de délinquance, tentés par l'exode rural en raison du manque d'activités locales intéressantes.

Nous devons donc travailler pour obtenir la généralisation de l'éducation physique et du sport, le développement des activités éducatives et de l'action de la J.P.N. parmi la jeunesse grâce à la mise en place d'un équipement sportif et socio-éducatif adapté et à la formation de cadres nombreux compétents et dévoués.

1^{re}) - Objectifs à atteindre

- Susciter et animer les activités sportives et culturelles en province surtout :

a)- en organisant un mouvement de propagande avec information par tournées, radio et diffusion de documents pratiques,

b)- en agissant dans le milieu scolaire déjà organisé; information des maîtres en place, mise en route de concours, création d'activités, championnat, brevet sportif, création de terrains,

c)- en commençant la mise en place des cadres de base.

- Equiper des villes de province pour développer leur action régionale

- Equiper Bangui pour lui permettre de jouer son rôle national et international

- Créer un établissement national de formation de cadres

- Former des cadres :

a)- formation accélérée sur place pour animateurs de base,

b)- formation des cadres moyens et supérieurs par stages à l'étranger et à partir de 1966 par stages organisés à Bangui dans l'établissement de formation installé au cours de 1965.

2^e) - Moyens à mettre en oeuvre

- Mise au point d'une doctrine de l'éducation physique et sportive propre à la République Centrafricaine

- Harmonisation des programmes de formation de dirigeants et animateurs,

- Coordination des actions
sont actuellement recherchées pour en permettre l'application au cours des deux prochaines années.

Parallèlement, seront réalisées les installations suivantes :

- L'INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Il sera destiné à :

- former le personnel enseignant d'éducation physique et sportive
- former et perfectionner les cadres sportifs et de jeunesse
- organiser des stages d'information du personnel enseignant du 1er degré, des directeurs et moniteurs de colonies de vacances
- organiser les stages de préparation des équipes sportives nationales
- accueillir les dirigeants et éducateurs étrangers
- préparer les groupes culturels nationaux (ballet folklorique, troupe théâtrale, etc...)
- étudier, expérimenter les méthodes, réaliser les documents nécessaires à la diffusion des activités sportives et de jeunesse.

Il comprendra :

- des locaux administratifs et d'hébergement,
- des salles de travail (salles de réunions et d'activités sportives et culturelles) bureaux techniques de réalisation de documents,
- une salle de conférence et de spectacle et une bibliothèque
- des terrains sportifs - pistes et aires d'athlétisme, terrains de foot-ball, basket-ball, volley-ball, hand-ball)
- EQUIPEMENT DU STADE BARTHELEMY BOGANDA EN STADE OLYMPIQUE
- modernisation des installations : tribunes, électrification, sonorisation
- création d'un stade annexe pour le basket-ball, le volley-ball et la boxe en vue de permettre une organisation normale des compétitions
- aménagement de terrains d'entraînement annexes (sans lesquels le stade principal sera rapidement détérioré en raison de l'utilisation excessive qu'en est faite)
- AMENAGEMENT DE 6 CENTRES SPORTIFS à rayonnement régional :
- M'Baïki, Berbérati, Bossangoa, Bambari, Bangassou, Sibut, pour l'organisation de compétitions régionales et notamment celles des championnats scolaires et civils.

- CREATION D'UNE PISCINE réglementaire à Bangui tant pour la population que pour l'entraînement sportif.

Un effort particulier sera effectué pour accélérer et normaliser la FORMATION DE CADRES

- Personnel enseignant l'Education Physique et Sportive

6 boursiers effectuent leur préparation à l'étranger. Ils seront disponibles en 1965.

Une section préparatoire organisée dans les Lycées permettra:

- la formation de moniteurs devant prendre leurs fonctions en Octobre 1965
- la sélection de boursiers devant préparer la maîtrise d'Education Physique et Sportive

- Personnel d'animation

Stages avec entraîneurs étrangers pour former des moniteurs sportifs et sélectionner des candidats entraîneurs

Stages d'information de cadres de jeunesse pour une sélection rigoureuse des candidats pouvant suivre un stage de perfectionnement à l'étranger et la mise en place d'animateurs de base

Stages de formation de directeurs et moniteurs de colonies de vacances.

- Concours du personnel de l'Enseignement

Des journées d'information et des stages de recyclage permettront d'informer les instituteurs et agents d'enseignement en place.

FINANCEMENT

(En millions CFA)				
Budget de l'Etat	Emprunt	Aide Extérieure	TOTAL	
Institut National de la Jeunesse et des Sports-				
Equipement du stade B.B. en stade Olympique et aménagements annexes	50	40		90
Centres sportifs en province		24,5		30
Piscines à Bangui		10		10
		10		10
TOTAL	5,5	84,5		140

3^e) - Conclusions

INCIDENCES FINANCIERES (Estimation moyenne par année)

Personnel enseignant l'E.P.S., moniteurs sportifs,
animateurs formés en 1965 7.000.000

Institut National de la Jeunesse et des Sports

- Personnel (Directeur-Intendant-Personnel
de Service-Professeurs-Entraîneurs) 9.000.000

- Matériel et fonctionnement courant 3.000.000

Piscine à Banqui

- Personnel et entretien 1.000.000

TOTAL DES DEPENSES ANNUELLES à prévoir 20.000.000

INCIDENCES SUR LES PLANS CIVIQUE ET SOCIAL

Pour assurer l'Education Civique et Physique de la Jeunesse, un grand effort d'organisation et de financement est nécessaire. Le retard pris dans la formation des cadres notamment est en effet préjudiciable.

Sans résoudre l'ensemble des problèmes, le plan prévu pour 1965 - 1966 améliorera la situation actuelle et donnera des bases solides à l'action qui suivra.

Il permettra :

- de répondre aux besoins les plus urgents
- de créer un courant d'opinion facilitant les concours bénévoles et donnant confiance à la Jeunesse
- d'associer celle-ci au progrès social et au développement du pays.

PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT
Central African Republic
HAUT COMMISSARIAT AU PLAN
ET A L'ASSISTANCE TECHNIQUE

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité-Dignité-Travail

PLAN INTERIMAIRE

1965 - 1966



81866

PLAN INTERIMAIRE 1965-1966

TABLE des MATIERES

	<u>P R E A M B U L E</u>	Page 1
TITRE	I- DEVELOPPEMENT RURAL	5
	Chapitre I - Agriculture	7
	Chapitre II- Elevage	23
	Chapitre III- Eaux et Forêts	31
	Chapitre IV- Coopération	47
	Chapitre V - Jeunesse Pionnière Nat.	53
	Chapitre VI- Génie Rural	65
	Chapitre VII- Formation	68
	Conclusion	70
TITRE	II- COMMERCE ET INDUSTRIE	
	Chapitre I - Commerce et Transport	72
	Chapitre II- Industrie	78
TITRE	III- INFRASTRUCTURES DE LIAISONS	
	Chapitre I - Infrastructure routière	86
	Chapitre II- Infrastructure ferroviaire et aérienne	92
	Chapitre III- Télécommunications	94
TITRE	IV- DEVELOPPEMENT SOCIAL	
	Chapitre I - Education	99
	Chapitre II- Information	107
	Chapitre III- Jeunesse et Sports	112
	Chapitre IV- Santé	116
	Chapitre V- Affaires Sociales	122
TITRE	V - URBANISME ET HABITAT	126
TITRE	VI - DEFENSE NATIONALE - SURETE	
	Chapitre I- Armée	130
	Chapitre II- Gendarmerie	133
	Chapitre III- Sécurité Nationale	136
TITRE	VII- ETUDES PLANIFICATION - CARTOGRAPHIE	141
	CONCLUSION.	144

P R E A M B U L E

Le plan intérimaire de développement pour les années 1965 et 1966 n'est pas une oeuvre dogmatique, conçue dans l'abstrait; c'est un programme qui, partant des données politiques, économiques et sociales centrafricaines, définit un certain nombre d'objectifs à atteindre et de moyens pour parvenir à leur réalisation. C'est donc essentiellement sous le signe de l'efficacité et du réalisme que se place ce plan intérimaire. Cette efficacité se marquera dans la recherche d'une répartition harmonieuse des activités du pays et dans la définition de priorités parmi les objectifs à atteindre: ainsi la Nation toute entière associée à la réalisation de ce plan forgera elle-même son avenir.

Le plan se présente également comme un instrument de cohésion entre les divers secteurs économiques et sociaux: il recherche un équilibre entre la production et son utilisation, entre les capitaux et les investissements.

Le plan est un guide pour l'action de l'Etat comme pour les aides étrangères et pour les initiatives privées auxquelles l'Etat a recours.

Le plan est enfin un moyen pour orienter la production et les structures économiques et sociales dans le sens d'une participation toujours plus grande et d'une collaboration toujours plus étroite des diverses couches de la Nation: c'est le ciment économique de notre unité nationale.

L'utilité du plan étant ainsi précisée, il y a lieu maintenant de déterminer les objectifs généraux, étant entendu que chacun des titres et chapitres précisera les objectifs recherchés dans chaque branche de notre développement. Ces objectifs généraux peuvent se regrouper autour de deux grandes idées force:

1^{re}) - L'amélioration du niveau de vie de la population: c'est simplement la poursuite de l'oeuvre commencée par Barthélémy BOGANDA au sein du M.E.S.A.N., et les cinq verbes, dans un raccourci saisissant, nous rappellent ce que doit être l'action du Gouvernement:

- Nourrir, vêtir, c'est l'affirmation de l'absolue nécessité du développement rural et industriel. Le paysan représente encore 97 % de la population active et ce sont ses productions qui constituent les principales ressources de l'Etat. Il faut donc d'abord les augmenter, mais aussi réorganiser les circuits commerciaux afin d'assurer une véritable promotion du paysan. Les industries doivent également se développer progressivement afin d'assurer à un moindre prix les objets dont le pays a besoin; mais l'industrie s'appuiera largement dans la phase de démarrage, sur les activités menées dans les autres secteurs de l'économie.

- Soigner : c'est par une action prophylactique généralisée non seulement par la multiplication des centres de santé mais aussi et surtout par les services mobiles qui visitent les malades à domicile, que sera obtenue une véritable amélioration du capital humain, élément essentiel du développement de la République.

- Instruire : la nécessité de l'éducation des enfants si évidente est liée ici à la formation professionnelle et même à l'alphabétisation des adultes. Les moyens les plus rapides et les méthodes les plus modernes seront utilisés: presse, information, radiodiffusion, radiovision, audio-vision. C'est un programme ambitieux qui doit permettre une africanisation rapide des cadres de la Nation.

- Loger : un effort important sera fait dans le domaine de l'habitat économique afin de mettre à la portée de chacun un logis en matériaux durables dans des villages ou villes rendus salubres grâce aux travaux d'assainissement qui sera entrepris.

Ainsi le plan ne fait que traduire les aspirations de la Nation.

Il est bien évident que cette amélioration du niveau de vie doit être globale, c'est à dire porter sur l'ensemble de la population et plus spécialement sur les couches les plus déshéritées. L'indépendance, il faut le reconnaître, a surtout profité aux élites, aux cadres, aux fonctionnaires, il faut maintenant en faire profiter la masse.

Le professeur DUBOIS, spécialiste du panafricanisme, à la première Conférence des peuples d'Afrique en décembre 1958 à Accra, déclarait notamment :

" C'est une économie réglementée et une organisation politique du pays dans le cadre de laquelle le premier devoir du citoyen est de servir l'Etat. Seulement, l'Etat n'est pas un instrument entre les mains de l'aristocratie ou d'oligarchies rapaces; c'est le bien-être collectif des masses de travailleurs qui constitue le but principal de tous les efforts. Peu à peu, chaque Etat se rapproche d'une telle conception de son rôle ".

2^e) - La consolidation de l'indépendance nationale, qui ne doit pas être une indépendance purement politique, mais aussi une indépendance économique et financière.

Pour réaliser ce second objectif, il est indispensable de valoriser nos exportations par transformation sur place des matières premières, de donner une priorité aux importations de biens d'équipement sur les importations de biens de consommation, de créer un marché intérieur en République Centrafricaine et de contribuer à l'harmonisation des investissements et à la création d'un véritable marché commun en U.D.E.-CAMEROUN, de manière à améliorer notre balance commerciale. Une meilleure balance commerciale donnera un équilibre plus sain à notre balance des comptes, nos avoirs extérieurs étant davantage dûs actuellement aux transferts de capitaux publics qu'aux exportations, et nous permettra d'intervenir plus activement, ou du moins avec plus de poids, dans l'élaboration de la politique de l'Union Monétaire des Etats de l'Afrique Equatoriale et de la zone franc. A condition toutefois

que soit également assuré au plus tôt l'équilibre réel du Budget de fonctionnement de l'Etat, notamment par la prise en charge totale des dépenses de personnel (relèvement de la contribution aux dépenses du personnel d'assistance technique ou relève de ce personnel), que l'Etat soit en mesure de financer sur ressources nationales une part de plus en plus grande des investissements nécessaires au développement économique et social du pays et qu'une bonne part des bénéfices réalisés en République Centrafricaine par le secteur privé soit investie sur place et non transférée à l'extérieur.

En vue d'assurer la réussite totale du plan intérimaire biennal, il importe d'abord de créer à travers le pays des conditions morales et psychologiques qui trouvent leur expression dans la réalisation de notre devise :

UNITE - DIGNITE - TRAVAIL

A - L'unité se réalisera, se consolidera, se concrétisera :

- par une propagande politique, menée par les militants du MESAN,
- par une campagne de presse et par la Radio,
- par des meetings et des défilés populaires à l'occasion des fêtes et des événements importants,
- par l'exécution des hymnes et la formation des chorales populaires,
- par l'éducation politique, systématique des masses et par la formation des cadres politiques,
- par le développement du civisme,
- par une lutte vigilante et quotidienne contre tout élément de division (tribalisme, individualisme, jalousie, médisance, calomnie, ambition personnelle),
- par la défense de la Patrie.

B - La dignité trouvera son expression dans :

- 1- L'alphabétisation intense des masses, l'extension de l'Enseignement primaire, l'éducation sanitaire par une amélioration de l'hygiène et de la nutrition, le développement des sports,
- 2- L'assainissement et l'épuration des mœurs par des mesures appropriées pour la protection de la jeune fille et de la femme,
- 3- Un combat sans merci et à tous les niveaux contre les fléaux sociaux tels que l'ivresse, la mendicité, le parasitisme, la délinquance juvénile, les taudis, etc...
- 4- La promotion de la femme dont les responsabilités devraient s'accroître tant dans la famille que dans la vie publique.

C - La valeur et l'importance du travail seront soulignées dans les Services Publics, dans les campagnes, dans les écoles, dans les entreprises et tous les citoyens devront être convaincus qu'il n'y a pas de travail efficace et rentable sans :

- ponctualité,
- assiduité
- esprit de responsabilité, intégrité et honnêteté qui excluent la corruption, la concussion, le trafic d'influence,
- obéissance hiérarchique, respect et estime mutuels,
- esprit d'initiative à tous les niveaux.

D - La réalisation de ces objectifs implique :

- la condamnation du favoritisme, du népotisme et de la corruption qui paralysent l'action de l'Administration,
- des sanctions exemplaires et à tous les échelons pour les détournements de deniers publics, et plus généralement la négligence professionnelle,
- l'africanisation rationnelle et effective des cadres dans l'optique d'une meilleure utilisation des compétences,
- des encouragements, des félicitations, des décorations, des prix et des voyages d'information à travers le Pays, en faveur des citoyens qui se seront distingués par leur travail, leur loyauté et leur esprit national.

E - Mais, il nous faut aussi des capitaux et nous voulons dans ce but faire appel tant aux capitaux publics qu'aux capitaux privés, tant aux capitaux nationaux qu'aux capitaux étrangers.

Notre réputation de " Suisse Africaine " nous permet d'augurer favorablement de la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Nous nous adresserons aux Etats qui ont le souci d'aider les pays en voie de développement, quelle que soit leur idéologie, à la seule condition que soit préservée notre indépendance. Nous favoriserons les investissements privés par l'octroi de facilités et d'avantages dans le cadre de l'Union Douanière Equatoriale.

Ainsi notre plan intérimaire doit contribuer à l'essor de la République. Ce plan n'est pas une oeuvre rigide et immuable: c'est une création continue et c'est en tenant compte des expériences acquises, des progrès de la recherche, de la conjoncture internationale que sera entrepris le prochain plan de développement qui entrera en vigueur à la suite du plan intérimaire.

TITRE PREMIER

LE DEVELOPPEMENT RURAL

La situation actuelle du secteur rural est caractérisée par quelques faits dominants :

- Un système traditionnel peu productif entraînant une faible emprise sur le sol, et un faible revenu individuel.
- Une contrainte des prix mondiaux (qui sera croissante) aboutit à procurer un pouvoir d'achat stagnant.
- Une concurrence des autres secteurs de production plus favorisés qui encouragent à l'exode rural.
- Une collecte des produits tardive ou incomplète.
- Une orientation caractérisée vers quelques productions qui rend notre économie fragile et tributaire des pays consommateurs.

Ces raisons font que ce secteur est moins attractif que les autres, les familles s'y maintiennent sans y progresser adaptant leurs besoins à leurs possibilités réelles, et les jeunes cherchent à aller ailleurs sans toujours y parvenir.

C'est donc à la fois un problème économique et social que l'on doit résoudre en donnant aux familles rurales les moyens propres à améliorer leur existence en même temps que procurer à l'Etat les revenus dont il a besoin.

Pour y parvenir les mesures à prendre découlent de ces caractéristiques :

Accroître la productivité du système traditionnel d'abord par l'emploi d'engrais et d'insecticides et de semences sélectionnées dont l'emploi conjugué peut valoriser la journée de travail de 30%. Mais avec les moyens manuels le plafond qu'on peut atteindre reste relativement bas et il est nécessaire d'utiliser des moyens de travail plus modernes que procure l'animal ou le tracteur.

Ce secteur créé depuis quelques années sera élargi dans toutes les zones où techniquement et économiquement il est possible de le faire.

Accroître la production par l'augmentation des surfaces des cultures existantes soit en demandant aux familles paysannes un effort supplémentaire soit en créant un secteur de production de l'Etat lorsque pour des raisons financières ou techniques l'initiative privée ne pourra en assurer la réalisation.

Diversifier les productions agricoles pastorales et piscicoles pour augmenter les ressources alimentaires, approvisionner plus complètement les marchés locaux encore tributaires de l'extérieur, et assurer à l'économie une assise plus large et plus solide.

Améliorer la collecte pour qu'elle soit faite dès que les récoltes sont terminées en organisant les marchés et améliorant l'état des pistes.

Assurer un prix d'achat rémunérateur dans la mesure où on peut agir en créant un mouvement coopératif bien compris en organisant les transports et le commerce, pour que le producteur soit le principal bénéficiaire des efforts qu'on lui demande.

Aider à l'amélioration de l'habitat en suscitant l'épargne et en facilitant son emploi dans les investissements durables.

Tels sont les principes de base de la politique suivie en matière de développement rural, et qui seront concrétisées par les opérations présentées dans ce programme biennal.

Pour l'application de ces mesures il a été nécessaire d'adapter l'Administration aux besoins du monde rural qui forme un tout indissociable en regroupant à l'échelon central tous les services ayant vocation à animer ce secteur.

Dans les provinces les instruments de réalisation de cette politique sont avant tout les Offices Régionaux de Développement qui ont la responsabilité complète des actions rurales, les moyens et la souplesse de fonctionnement pour les exécuter. L'unité d'exécution ainsi réalisée et qui a fait ses preuves dans d'autres régions africaines doit contribuer à une réelle coordination des tâches qui reviennent à l'Administration de la production à la commercialisation incluse.

La société Nationale d'Exploitation Agricole sera de son côté chargée de la réalisation des plantations de cultures rentables dans de vastes ensembles ce qui permettra d'accroître la productions en même temps que d'absorber une partie de la main d'oeuvre inoccupée dans les centres.

L'Union Cotonnière Centrafricaine qui a remplacé les Sociétés Cotonnières permettra de réserver aux producteurs centrafricains la totalité des profits de la culture du coton et aidera les services administratifs en participant à des opérations de productivité.

La Jeunesse Pionnière Nationale chargée d'accroître le nombre des villages coopératifs modernes et dynamiques continuera la formation civique et professionnelle de la jeunesse.

Le soutien technique de l'ensemble de ces actions sera assuré par les stations de recherche dont les programmes seront orientés résolument vers l'obtention de résultats pratiques et la fourniture de matériel végétal amélioré.

Mais ces moyens et ses instruments de travail axés vers cette politique ne seront efficaces que dans la mesure où ils seront épaulés à la base par des cadres formés à ces nouvelles tâches dans les écoles techniques qui existent déjà et qui seront renouvées.

La réussite de l'ensemble de ces opérations est liée à la volonté de travail du milieu rural et à celle des agents qui doivent les conseiller. Elle ne pourra être complète qu'avec l'aide des autorités gouvernementales, Parlementaires, Politiques qui entreprendront la propagande.

CHAPITRE 1 - AGRICULTURE

1²) - Buts à atteindre

La situation actuelle, les buts à atteindre et la répartition régionale des objectifs sont résumés dans les tableaux ci-dessous.

C O T O N

	Situation actuelle-	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	125.000 ha	150.000	170.000
Rendement/hectare	240 kg	260 kg	300 kg
Production	30.000 T	40.000 T	50.000 T

Objectif détaillé par région

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
OUHAM	11.000 T	13.000 T
OUAKA	10.000 T	12.000 T
OUHAM-PENDE	8.000 T	10.500 T
KEMO-GRIBINGUI	4.000	6.000
BASSE-KOTTO	4.000	5.000
M'BOMOU	2.500	3.000
N'DELE	500	500

T O T A L.. 40.000 T

50.000 T

ARACHIDES

	Situation actuelle-	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	80.000 ha	85.000	90.000
Production (coque)	65.000 T	70.000 T	80.000 T
Commercialisation (C)	8.000 T	8.500 T	10.000 T

.../...

Commercialisation par région

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
OUAKA	2.500 T	2.800 T
BASSE-KOTTO	2.500 T	2.800 T
OUHAM-PENDE	1.200 T	1.900 T
KEMO-GRIBINGUI	700 T	900 T
BOUAR-BABOUA	500 T	600 T
M'BOMOU	300 T	400 T
OUHAM	200 T	300 T
OMBELLA-M'POKO	200 T	300 T
HAUTE-KOTTO	200 T	200 T
HAUTE-SANGHA	100 T	100 T
LOBAYE	100 T	100 T
TOTAL	8.500 T	10.000 T

S E S A M E

	Situation actuelle	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	30.000 ha	35.000 ha	40.000 ha
Production	7.000 T	8.000 T	9.000 T
Commercialisation	2.500 T	3.000 T	3.500 T

Commercialisation par région

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
OUAKA	1.400 T	1.600 T
BASSE-KOTTO	1.250 T	1.300 T
LOBAYE	100	150
OUHAM-PENDE	50	100
KEMO-GRIBINGUI	50	100
OMBELLA-M'POKO	50	50
HAUTE-KOTTO	50	50
BOUAR-BABOUA	50	100
OUHAM	-	50
TOTAL	3.000 T	3.500 T

P A D D Y

	Situation actuelle	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	4.500 ha	6.000 ha	10.000 ha
Production	3.500 T	5.000 T	8.000 T
Commercialisation	1.200 T	2.000 T	5.000 T

Commercialisation par région

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
LOBAYE	700 T	1.700 T
OUAKA	600 T	1.500 T
BOUAR BABOUA	150 T	350 T
BASSE-KOTTO	100 T	250 T
OUHAM-PENDE	100 T	250 T
OUHAM	100 T	250 T
KEMO-GRIBINGUI	100 T	250 T
OMBELLA-M'POKO	50 T	150 T
M' BOMOU	50 T	150 T
HAUTE-KOTTO	30 T	50 T
HAUTE-SANGHA	20 T	50 T
TOTAL	2.000 T	5.000 T

COURGES

	Situation actuelle-	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	80.000 ha	85.000 ha	85.000 ha
Production	8.000 T	8.500 T	8.500 T
Commercialisation	200 T	250 T	250 T

Commercialisation par région

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
OUAKA	120 T	120 T
BASSE-KOTTO	70 T	70 T
KEMO-GRIBINGUI	40 T	40 T
LOBAYE	10 T	10 T
HAUTE-KOTTO	10 T	10 T
TOTAL	250 T	250 T

M I L

	Situation actuelle-	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	75.000 ha	80.000 ha	80.000 ha
Production	45.000 T	50.000 T	50.000 T
Commercialisation	800 T	1.000 T	2.000 T

.../...

Commercialisation par région

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
OUHAM	550 T	1.100 T
OUHAM-PENDE	300 T	600 T
KEMO-GRIBINGUI	100 T	200 T
BOUAR - BABOUA	50 T	100 T
TOTAL...	1.000 T	2.000 T

M A I S

	Situation actuelle-	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	65.000 ha	70.000 ha	75.000 ha
Production	26.000 T	30.000 T	40.000 T
Commercialisation	500 T	600 T	800 T

Commercialisation par région

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
LOBAYE	200 T	250 T
OMBELLA-M'POKO	100 T	150 T
OUAKA	100 T	100 T
KEMO-GRIBINGUI	50 T	100 T
BOUAR - BABOUA	50 T	100 T
OUHAM	50 T	50 T
OUHAM-PENDE	50 T	50 T
TOTAL....	600 T	800 T

T A B A C

	Situation actuelle-	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	600 ha	700 ha	800 ha
Production	450 T	550 T	650 T

Objectif de Production par Région

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
HAUTE-SANGHA	400 T	450 T
M'BOMOU	100 T	150 T
OBO-ZEMIO	50 T	50 T
TOTAL	550 T	650 T

POMME DE TERRE

	Situation : actuelle-	Programme : 1965	Programme : 1966
Superficie	150 ha	200 ha	250 ha
Rendement	3 T/ha	3,5 t/ha	4 T/ha
Production	450 T	700 T	1000 T

Objectif de production par région

	1965	1966
HAUTE SANGHA	500 T	700 T
LOBAYE	75 T	100 T
OMBELLA-M'POKO	75	100
OUHAM-PENDE	20	40
BOUAR-BA BOUA	15	30
OUAKA	15	30
TOTAL ...	700 T	1.000 T

ROSELLE

	Situation : actuelle-	Programme : 1965	Programme : 1966
Superficie	1.000 ha	3.000 ha	5.000 ha
Production	300 T	2.000 T	3.000 T

Toute la production de la roselle est actuellement concentrée dans les S/Préfectures de Bossembélé - Damara et Sibut.

P I M E N T

Commercialisation actuelle :	100 tonnes
Objectif en 1965 :	150 tonnes
- " - en 1966 :	200 tonnes

OIGNONS

Commercialisation actuelle :	50 tonnes
Objectif en 1965 - 1966 :	60 tonnes

Par Région

Birao	30 "
N'Délé	20 "
Crampel	10 "

CANNE A SUCRE

Objectif 1965 :	1.000 hectares de cannes
Objectif 1966 :	3.000 "

C A F E

	Situation actuelle-	Objectifs 1965	Objectifs 1966
Superficie	25.000	26.000	30.000
Production	13.000	10.000	15.000

Production par région

	1965	1966
HAUTE SANGHA	3.200 T	4.500 T
LOBAYE	3.200	4.800
M'BOMOU	1.600	3.000
BASSE KOTTO	1.200	1.600
OMBELLA-M'POKO	500	650
OUAKA	200	300
BOUAR BABOUA	50	100
DIVERS	50	50
TOTAUX.....	10.000 T	15.000 T

C A C A O

	Situation actuelle-	Objectifs 1965	Objectifs 1966
Superficie	1.350 ha	2.000 ha	3.000 ha
Production	12.T	30 T	40 T

Cette culture est localisée dans le sud des trois Préfectures de la Haute-Sangha, de la Lobaye et de l'Ombella-M'Poko.

PALMIERS-

	Situation actuelle-	Objectifs 1965	Objectifs 1966
Superficie palmiers sélectionnés	800 ha	800 ha	900 ha
Production palmistes (y compris palmeraies naturelles)	1.200 T	2.000 T	3.000 T
Production huile de palme	100 T	500 T	1.000 T

.../...

Production par région : (Palmistes)

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
LOBAYE	1000 T	1.500 T
BASSE-KOTTO	500	750
M'BOMOU	500	750
TOTAL	2.000 T	3.000 T

HEVEAS

	Situation actuelle-	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	1.600 ha	1.600 ha	1.700 ha
Production	600 T	700 T	700 T

LOCALISATION :

	<u>1964</u>	<u>1965</u>	<u>1966</u>
LOBAYE (Safa)	1.500 ha	1.500 ha	1.500 ha
M'BOMOU (CIAO)	100 ha	100 ha	100 ha
S.N.E.A.	-	-	-

POIVRE :

	Situation actuelle-	Programme 1965	Programme 1966
Superficie	100 ha	150 ha	200 ha
Production	400 Kg	600 Kg	1.000 Kg

LOCALISATION-:

	<u>1964</u>	<u>1965</u>	<u>1966</u>
HAUTE-SANGHA	36 ha	48 ha	60 ha
LOBAYE	58	90	120
OMBELLA M'POKO	2	7	10
M'BOMOU	2	3	7
BASSE KOTTO	2	2	3
	100ha	150 ha	200 ha

KOLATIER :

Superficie actuelle	: 250 ha
Objectif 1965	: 300 ha
Objectif 1966	: 350 ha

.../...

LOCALISATION :

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
LOBAYE	160	180
HAUTE SANGHA	80	100
OMBELLA M'POKO	20	25
M'BOMOU	20	25
AUTRES PREFEC- TURES	20	20
TOTAL	300	350

2°)- Moyens à mettre en oeuvre

Pour parvenir aux objectifs ci-dessus il importe de donner à l'encadrement une efficacité accrue et les moyens d'exécuter sa mission.

a)- Efficacité

L'efficacité sera obtenue en améliorant la formation du personnel. (Voir programme formation) et en donnant à l'encadrement une structure très souple qui est celle recherchée dans les Offices Régionaux de Développement.

- Pour obtenir une résonance plus grande, la commercialisation doit être assurée dans les meilleures conditions — Un service de la Statistique Rurale sera chargé de rassembler tous les renseignements sur la production, nécessaires au bureau des ventes qui recherchera les débouchés — Les coopératives devront être dotées de moyens de collecte (voir programme Coopération)

b)- Moyens de production :

Tableaux récapitulatifs

c)- Priorité

Priorité devra être donnée aux opérations selon l'ordre suivant :

- Opérations de productivité et de Modernisation
- Encadrements régionaux
- Plantations Industrielles.

3°/- Financement

(Voir tableau récapitulatif)

.../...

LISTE RECAPITULATIVE DES
PROGRAMME DE L'AGRICULTURE

EXTENSION MARAICHERE :

En 1965 - Fonctionnement de 3 Centres d'essais maraichers
(BANGUI-BOUAR-GRIMARI)

- Installation de 25 Maraichers à Bangui BAMBARI
 - Encadrement des Maraichers à Bangassou Berbérati et Bouar
- Coût de l'Opération en 1965 : 4.000.000
En 1966 - Fonctionnement sur le Budget de l'Etat

SOUTIEN COTON :

Le soutien des cours du coton sera assuré par des fonds de
la C.E.E. - coût de l'opération

1965	:	127.000.000
1966	:	101.000.000

PRODUCTIVITE COTON :

Augmentation de la production du coton grâce à l'emploi simultané des engrais et des insecticides.

- 30 % des surfaces seront traitées en 1965 soit 45.000 ha
 - 50 % des surfaces seront traitées en 1966 soit 83.000 ha
- dans la mesure où l'encadrement sera insuffisant, il devra être étoffé :

coût de l'opération	1965	:	400.000.000
	1966	:	400.000.000

PRODUCTIVITE CAFE

La totalité des plantations entretenues seront traitées.

Coût de l'opération - 1965	:	250.000.000
1966	:	250.000.000

CULTURE ATTELLE

Le programme comprend pour l'Agriculture la fourniture des chaînes de culture nécessaires aux paires de boeufs dressés par l'Elevage soit 400 paires en 1965 et 1.000 paires en 1966

Coût de l'opération - 1965	:	20.000.000
1966	:	50.000.000

C A C A O

- Création de 1.000 has de plantations familiales par an
 - Installation de 2 plantations industrielles de 500 ha en 5 ans
- | | | | |
|-----------------|------|---|------------|
| 80 ha en 1965 | 1965 | : | 50.000.000 |
| 220 ha en 1966. | 1966 | : | 50.000.000 |

.../...

Coût de l'opération

Familiales

1965: 10.000.000

1966 : 10.000.000

Industrielles

1965: 10.000.000

1966 : 50.000.000

HEVEA -

Plantation de 2.000 has d'hévéa en 7 ans

100 ha en 1966

Coût de l'opération : 1965 : 70.000.000

1966 : 100.000.000

PALMIER -

Plantation de 2.000 ha de palmiers en 7 ans

100 ha en 1966

Coût de l'opération : 1965 : 70.000.000

1966 : 100.000.000

POIVRE -

Mise en place d'une plantation de 50 ha en 5 ans

5 Ha en 1965 - 10 ha en 1966

Extension des plantations familiales en Lobaye - 40 ha par an

Coût de l'opération :

Industrielle : 1965 : 10.000.000 - 1966 : 10.000.000

1966 : 5.000.000 - 1966 : 5.000.000

KOLATIER -

Extension des plantations familiales - 50 ha par an

Coût de l'opération

1965 : 5.000.000

1966 : 5.000.000

CANNE A SUCRE ARTISANALE -

En 1965 : Installation d'une fabrique de sucre à Boda (10 ha)
et d'un atelier à Grimari (2 ha)

Coût de l'opération 1965 : 25.000.000

ROSELLE ARTISANALE -

Extension des cultures familiales et équipement pour le
rouissage

Coût de l'opération 1965 : 50.000.000

1966 : 50.000.000

FERME D'ETAT -

Création de 17 fermes d'Etat à proximité des usines d'égrénage du coton devant cultiver 2.000 ha de coton en ouverture (Production 2.000 tonnes)

Coût de l'opération 1965 : 400.000.000
1966 : 200.000.000

AGRUMES -

Plantation de 50 ha d'agrumes en 5 ans
Programme global 40.000.000

Coût de l'opération 1965 : 10.000.000
1966 : 10.000.000

STOCKAGE DES SEMENCES -

3 unités de stockage de 600 q à 6.000.000 l'une

Coût de l'opération 1965 : 18.000.000

CULTURE MOTORISEE -

Installation, de 10 unités de 4 tracteurs par an pour ouvrir 2.000 ha par an

Coût de l'opération 1965 : 76.000.000
1966 : 76.000.000

OPERATION AMELIORATION DES SOLS -

- Définition des sols agricoles (Prospection, cartographie)
- Etude de la fertilité actuelle et de la fertilisation foncière
- Etude de l'évolution des sols sans culture.

ENCADREMENT REGIONAL -

Amélioration de Vulgarisation et de l'équipement agricoles

Coût de l'opération

	<u>1965</u>	<u>1966</u>
OUHAM	64.000.000	64.000.000
HAUTE-SANGHA	22.000.000	60.000.000
KEMO-GRIBINGUI	35.000.000	45.000.000
OUAKA	101.000.000	111.000.000
OUHAM-PENDE	102.000.000	103.000.000
BASSE-KOTTO	129.000.000	120.000.000
OMBELLA-M'POKO	45.000.000	45.000.000
LOBAYE	45.000.000	45.000.000
BOUAR-BABOUA	45.000.000	45.000.000
M'BOMOU	20.000.000	30.000.000
HAUTE-KOTTO	10.000.000	15.000.000
OBO-ZEMIO	10.000.000	15.000.000
BIRAO	5.000.000	10.000.000

CANNE A SUCRE INDUSTRIELLE -

1965 - Création d'une ferme de 1000 ha	1.050.000.000
1966 - Extension à 1500 ha en ferme d'Etat	1.000.000.000
Extension à 1500 ha en villages coopératifs	500.000.000
Coût de l'opération	1965 - 1.050.000.000
	1966 - 1.500.000.000
	2.550.000.000

Une sucrerie doit être ^{prévu} par le Ministère de l'Economie Nationale.

ROSELLE INDUSTRIELLE -

- Création d'une ferme d'Etat d'une surface de 1000 ha
(Production 1000 ha de filasse)

Coût de l'opération	1965 - 300.000.000
	1966 - 150.000.000

Une usine de Tissage doit être prévue par le Ministère de l'Economie Nationale.

TABLEAU RECAPITULATIF
DES PROGRAMMES DE L'AGRICULTURE

OPERATIONS	1965	1966
Extension cultures maraichères	4.000.000	-
Soutien coton	127.000.000	101.000.000
Productivité coton	400.000.000	600.000.000
Productivité Café.....	250.000.000	250.000.000
Culture attelée	20.000.000	50.000.000
Production Cacao	20.000.000	60.000.000
Programme Hévéa	70.000.000	100.000.000
" Palmier	70.000.000	100.000.000
" Poivre	15.000.000	15.000.000
" Kolatier	5.000.000	5.000.000
" Canne à sucre (artisanale).	25.000.000	-
" Roselle (artisanale)	50.000.000	50.000.000
Fermes d'Etat	400.000.000	200.000.000
Plantation d'Agrumes	10.000.000	10.000.000
Stockage des semences	18.000.000	-
Culture motorisée	76.000.000	76.000.000
Opération amélioration des sols	10.000.000	10.000.000
Encadrement Ouham	64.000.000	64.000.000
" Haute-Sangha	22.000.000	60.000.000
" Kémo-Gribingui N'Délé	35.000.000	45.000.000
" Ouaka	101.000.000	111.000.000
" Ouham-Pendé	102.000.000	103.000.000
" Basse-Kotto	129.000.000	129.000.000
" Ombella-M'Poko	45.000.000	45.000.000
" Lobaye	45.000.000	45.000.000
" Bouar- Baboua	45.000.000	45.000.000
" M'Bomou	20.000.000	30.000.000
" Haute-Kotto	10.000.000	15.000.000
" Obo-Zémio	10.000.000	15.000.000
" Birao	5.000.000	10.000.000
Canne à sucre (Plantation Industrielle)	1.050.000.000	1.500.000.000
Roselle (Plantation Industrielle)....	300.000.000	150.000.000
T O T A U X	3.553.000.000	3.994.000.000

PROGRAMME CHIFFRE 1965 - 1966 en millions

	Fonds privés	Budget Nat.		Budget Ext.		ECHEANCIER		
		Fin.	à finan.	Finan.	à finan.	1965	1966	TOTAL
Extension culture Mac				4		4		4
Soutien coton				228		127	101	228
Product. coton	15	16		58	911	400	600	1000
Product. café	25			180	295	250	250	500
Culture attelée				5	65	20	50	70
Product. Cacao				40	40	20	50	80
Programme hévéa				70	100	70	100	170
" Palmier				70	100	70	100	170
" Poivre				-	30	15	15	30
" Kolatier				-	10	5	5	10
" Canne à sucre								
artisanale				4	25	25	-	25
Programme roselle								
artisanale				-	100	50	50	100
Fermes d'Etat ...				-	600	400	200	600
Plantation agrumes				-	20	10	10	20
Stockage semences				-	18	18	-	18
Culture motorisée				-	152	76	76	152
Opérat. Amél. sols				-	20	10	10	20
Encadrement Ouham				128	-	64	64	128
" Hte-Sangha				22	60	22	60	82
" Kémo-Grib.-M'Délé				-	80	35	45	80
" Ouaka				-	212	101	111	212
" Ouham-Pendé				-	205	102	103	205
" Basse-Kotto				-	258	129	129	258
" Ombella-M'Poko				-	90	45	45	90
" Lobaye					90	45	45	90
" Bouar-Baboua					90	45	45	90
" M'Bomou					50	20	30	50
" Hte-Kotto					25	10	15	25
" Obo-Zémio					25	10	15	25
" Birao					15	5	10	15
Canne à sucre Ind.					2 550	1050	1500	2.550
Roselle Industriel					450	300	150	450
T O T A U X	40	16	-	805	6 686	3553	3994	7.547

TABLEAU RECAPITULATIF DES MOYENS
ACTUELS ET DES MOYENS A PREVOIR
POUR 1966

POUR L'ENCADREMENT AGRICOLE

PREFECTURE	C.T.A.		AGT. CULT.		Moniteurs		VEHICULES CTA		LOGEMENTS CTA	
	Act.	Nec.	Act.	Nec.	Act.	Nec.	Act.	Nec.	Act.	Nec.
OMBELLA-M' POKO										
DAMARA	1	1	1	1	4	6	1	1	1	1
BIMBO		1	1	1	2	3	1	1	1	1
BOSSEMBELE	1	2	4	9	18	1	2	1	1	2
BOUAR-BABOUA										
BOUAR	1	2	-	2	10	15	1	2	1	2
BABOUA	-	1	1	2	3	7	1	1	1	1
OUHAM-PENDE										
BOZOU	1	2	-	2	4	10	1	2	1	2
YADUA	1	2	-	2	9	15	1	2	1	2
BOCARANGA		1	1	2	4	12	1	1	1	1
BASSE-KOTTO										
ALINDAO	1	2	2	4	7	12	2	2	2	2
KEMBE		1	1	1	6	9	1	1	1	1
MOBAYE	1	2	-	1	4	6	1	2	2	1
HAUTE-KOTTO										
BRIA	1	1	-	1	3	5	1	1	1	1
YALINGA	-	1	1	1	1	1	-	1		1
OUADDA	-		-	1	1	1	-	1		
M' BOMOU										
BANGASSOU	-	2	4	3	2	8	1	2	2	2
BAKOUA	-	1		1	2	3	1	1	1	1
RAFAI	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1
OUANGO	1	2	1	2	3	8	1	2	2	2
OBO-ZEMIO										
OBO	1	1		1	1	2	1	1	1	1
ZEMIO	-	1	1	1	2	3	1	1	1	1
OUAKA										
BAMBARI	1	2		2	11	12	2	2	2	2
GRIMARI		1	1	1	8	10	1	1	1	1
KOUANGO	1	1	-	1	3	5	1	1	1	1
BAKALA	1	1	1	2	4	1	1	1	1	1
IPPY	-	1	1	2	6	1	1	1	1	1

PREFECTURE	C.T.A.		AGT. CULT		Moniteurs		VEHICULES/CTA		LOGEMENTS	
	act.	nec.	A.	Nec.	Act.	Nec.	Act.	Nec.	CTA	
									Act.	Nec.
HAUTE-SANGHA										
BERBERATI	-	2	1	2	9	12	2	2	1	2
NOLA	1	1	-	1	3	5	1	1	1	1
CARNOT	1c	1	1	1	2	3	1	1	1	1
LOBAYE										
M'BAIKI	2	2	2	2	8	12	2	2	2	2
BODA	1	1		1	3	6	1	1	1	1
MONGOUMBA	-	1	-	7	2	3	-	1	-	-
OUHAM										
BOSSANGO	2	2	-	2	10	14	2	2	2	2
BOUCA	1	1	-	1	7	10	1	1	1	1
BATANGAFO	1	1	-	1	5	10	1	1	1	1
KEMO-GRIBINGUI										
SIBUT	1	1	1	1	5	7	1	1	1	1
CRAMP	1	1	-	1	5	9	1	1	1	1
DEKOA	-	1	-	1	3	6	-	1	1	1
N'DELE		1	1	1	2	3	1	1	1	1
BIRAO			-	1	1	2	1	1	-	-
Sections spécialisées et Directions	9	12	3	6	23	35	-	-	-	-
T O T A U X	34	61	27	63	193	320	40	51	42	48

CHAPITRE - II -

ELEVAGE

BUTS A ATTEINDRE -

Le Cheptel existant en R.C.A. comporte 400.000 zébus répartis dans l'Ouest (300.000) et dans la région de Bambari (100.000). L'infrastructure sanitaire actuellement en place (Centre de traitement et postes vétérinaires) permet un contrôle efficace du troupeau. Mais ce contrôle qui doit être renforcé exige une amélioration des communications entre ces différents centres. Les routes ainsi ouvertes ou améliorées permettront ainsi une commercialisation plus intense des troupeaux de boucherie. Dans le même temps une étude de la flore normale et des essais de pâturages artificiels permettront au Service de l'Elevage de transformer peu à peu le caractère actuel de l'Elevage. Les zones propices à l'Elevage sont en effet très petites et la présence des glossines en R.C.A. nous oblige à intensifier l'élevage dans ces zones qui ne sont malheureusement pas extensibles pour le zébu.

L'introduction de bétail trypano-tolérant venant de l'ex-AOF qui se pratique depuis 8 ans (4 000 têtes importées - troupeau actuel de 7 000 têtes) nous permet de diffuser l'élevage dans des zones dangereuses pour le zébu mais où pourtant ce bétail se comporte bien chez des métayers au nombre de 500 qui s'adaptent petit à petit à cette nouvelle activité rurale qui leur était jusqu'à présent parfaitement étrangère.

Enfin la décision du Gouvernement d'intensifier la traction animale dans le but de la culture attelée partout où cela est possible a fait entreprendre de nouvelles actions démarrées depuis 4 ans qu'il est nécessaire de développer au maximum compte tenu des impératifs sanitaires qui sont primordiaux en la matière.

Toutes les actions prévues dans l'actuel plan sont étroitement liées à ces quelques objectifs :

- Développement de l'Elevage
- Développement de la Traction Animale
- Formation du personnel.

Ces actions sont déjà entreprises. Comme l'importation de bétail, les études agrostologiques, l'amélioration de la commercialisation, l'intensification de la traction animale qui sont comprises dans l'énoncé du plan présent mais bien d'autres restent à entreprendre. Le présent plan fait état de toutes ces entreprises.

Nous allons énoncer ci-dessous les différentes questions envisagées.

TRACTION ANIMALE -

L'achèvement des 2 stations de dressage sera poursuivi sur des crédits déjà accordés 15.000.000

Le Centre de dressage de bétail trypano-tolérant à Bossembélé sera entrepris pour satisfaire aux exigences de l'Ogham (Programme B.D.P.A.) 60.000.000 à financer.

Un ranch de croisement de bétail N'Dama x Zébu sera créé dans l'Ouest du pays (région de Gadzi), sur des crédits nouveaux 28.000.000.

Une action nouvelle d'essai d'implantation de boeufs zébus et métis doit être entreprise dans la Kémo-Gribingui (programme CFDT) 110.000.000 à financer.

La totalité de ce programme pour les 2 ans à venir se chiffre en nombre de nouvelles paires de boeufs mises en place d'ici 1967 de la façon suivante :

- 400 paires en 1965
- 1000 paires en 1966.

DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE

Des études agrozoologiques entreprises dans les régions de Sarki Boyar et de Bangui sont en voie d'achèvement 25.000.000.

Les introductions de bétail trypano-tolérant en R.C.A. et la diffusion de ce bétail seront poursuivies activement pendant ces 2 années 94.000 financés.

Sera annexée à la présente action la constitution d'un lazaret pour les animaux trypano-tolérants réagissant à la brucellose: 7.000.000 financés.

Une région, actuellement médiocre, dans la zone d'Élevage de Bambari, va être améliorée par l'éradication des glossines qu'on y trouve, permettant ainsi la fixation de troupeaux zébus importants. Le financement de cette opération est à demander : 60.000.000 sur les 262.000.000, coût total de l'opération.

La zone d'élevage de l'Ouest va subir elle aussi une amélioration importante, par la réfection de pistes existantes et la création de nouvelles routes aidant considérablement l'action sanitaire et facilitant la commercialisation du bétail et des produits 157.000.000 sur les 301.000.000 totaux à financer.

Une usine d'aliments du bétail doit être édifiée permettant une standardisation de l'aliment des volailles et entraînant une baisse sensible du prix de revient de l'oeuf et du poulet, qui sera automatiquement répercutée sur le prix de vente au consommateur 25.000.000 à financer.

La mise au point des techniques d'élevage et la diffusion de poules, canards et lapins doit être entreprise. En particulier la production des poussins et canetons d'un jour et de lapins sélectionnés sera assurée. Un financement de 25.000.000 fr est à trouver.

L'élevage des abeilles sera étudié attentivement dans un rucher expérimental. La production de miel et de cire sera intensifiée par une meilleure commercialisation. L'étude de la production des ingrédients pouvant être utilisés localement en pâtisserie et confiserie sera menée de pair avec l'étude de la commercialisation en vue de l'exportation de produits de haute valeur tels que pollen et gelée royale. Un financement de 5.000.000fr est à trouver.

Enfin la construction d'une étable laitière sera faite. Un certain nombre de vaches de races sélectionnées seront importées. Leur reproduction sera assurée par insémination artificielle ce qui nous permettra de mettre au point cette dernière technique et d'assurer à peu de frais la reproduction de ces animaux, en même temps d'étudier le comportement de ces races dans leur nouveau milieu, de tester la valeur des sous-produits industriels pour l'alimentation du bétail.

Un financement de 50.000.000fr est à trouver.

COMMERCIALISATION -

Les études seront faites sur les pistes d'acheminement du bétail depuis la frontière du TCHAD jusqu'à BANGUI: 10.000.000fr à financer.

Des marchés à bétail à BOUAR, BAMBARI et BANGUI doivent être créés avec toutes les installations matérielles que cela comporte afin de faciliter la tâche des commerçants et les contrôles sanitaires exigés: 25.000.000 à financer sur les 30.000.000 au total.

Un ranch d'embouche à proximité de Bangui sera créé afin de permettre la constitution de réserves de bétail sur pied qui agiront ipso facto sur les cours de la viande actuellement incontrôlables : 50.000.000 sur les 90.000.000 à financer.

Enfin un abattoir frigorifique vaste et moderne sera construit à BANGUI pour assurer le ravitaillement régulier de la Ville, sans qu'aucune viande ne soit plus perdue comme actuellement les chambres froides étant suffisamment vastes pour éviter les à coups sur le marché (constitution d'un volant de viandes réfrigérées et stockées): 662.000.000 à financer.

FINANCEMENT -

La source de financement du Plan Biennal de l'Elevage est strictement d'origine publique. Elle est indiquée pour chaque opération sur la fiche ci-jointe :

Le financement déjà assuré porte sur 134.000.000, les financements à trouver encore portant sur 1.267.000.000.

PROGRAMME CHIFFRE EN MILLIONS

O P E R A T I O N S	BUDGET EXTER.		ECHEANCIER		TOTAL
	Déjà finan.	à financer	1965	1966	
- TRACTION ANIMALE					
Centres de dressage (en cours)	15		15	0	15
" " T.T. Bossembélé		60	20	40	60
Ranch de croisement		28	3	25	28
Opération Mémé (CFDT)		110	40	70	110
- DEVELOPPEMENT ELEVAGE					
Agrostologie (en cours)	25		25		25
Diffusion Elevage (en cours):	37		17	20	37
Achat bétail T.T. (en cours):	50		25	25	50
Lazarret brucellique	7		7		7
Erradication glossines(à pours.)		60	18	42	60
Pistes élevages (à poursuivre)		157	15	142	157
Usines aliments bétail		25	25		25
Petit élevage		25	10	15	25
Apiculture		5	2	3	5
Etable laitière		50	25	25	50
- COMMERCIALISATION					
Pistes bétail		10	10		10
Marchés à bétail (à poursuivre)		25	10	15	25
Ranch d'embouche ("-") :		50	20	30	50
Abattoir frigorifique		662	313	349	662
T O T A U X					
	134	1.267	600	801	1.401

BESOIN EN PERSONNEL ET EN
EQUIPEMENT POUR EXECUTION DU PLAN BIENNAL
(ne sont comprises que les opérations à
venir)

PETIT ELEVAGE :

- Personnel - 1 Dr Vétérinaire
1 Contrôleur diffusion
1 Aide Vétérinaire
2 Infirmiers
6 Manoeuvres
1 Chauffeur
- Equipement - 1 I400 Kg + 1 chauffeur
1 Voiture liaison de brousse
1 Voiture liaison légère
3 Mobylettes

USINES D'ALIMENTS :

- Personnel - 1 Dr Vétérinaire le même que pour le Petit Elevage
1 Directeur Technico-commercial
1 Commis
1 Contremaître
4 Manoeuvres
- Equipement - 1 2,5T.
1 Voiture légère de liaison

APICULTURE :

- Personnel - 1 Docteur Vétérinaire
1 spécialiste instructeur
8 Educateurs
1 Charpentier
4 Manoeuvres
- Equipement - 1 2,5T.
1 1400 Kg
1 véhicule liaison
8 mobylettes
1 combinée

LAZARET BRUCELLIQUE :

- Personnel - 1 Contrôleur d'Elevage
3 bergers

ERADICATION DES GLOSSINES -

Personnel - 3 Contrôleurs
1 Mécanicien
1 Conducteur T.P.
2 Conducteurs d'engins
1 Secrétaire
1 Comptable
5 Infirmiers
200 Manoeuvres

Equipement - 5 gros véhicules Diésel
2 véhicules tous terrains
1 véhicule 2,5 T
1 véhicule 1400 Kg
1 Jeep
1 Bull-dozer

MARCHES A BETAIL (3) par marché

Personnel - 1 Infirmier
2 bergers

Equipement - Clôtures bascules
Hangars, magasins
1 Petit logement

ABATTOIR :

Personnel - 1 Docteur Vétérinaire Directeur
1 Technicien du Froid-mécanicien
1 Comptable
1 Agent commercial
3 Contremaîtres
3 Mécaniciens
1 Charpentier
1 Maçon
1 Soudeur
5 Ouvriers
30 Dépouilleurs
40 Manoeuvres

Equipement - 9 Transports de viande 3,5 T.
1 Bétaillère légère
2 Camionnettes
2 Voitures légères

RANCH DE CROISEMENT

Personnel - 1 Docteur Vétérinaire Inspecteur des Ranches
1 Conducteur
2 Infirmiers
15 Manoeuvres

Equipement - 1 Bull-dozer
1 Tracteur et Implants
2 grosses bétailières
1 véhicule tous terrains
1 véhicule de liaison
1 bétailière légère
Hangars
3 logements

RANCH D'EMBOUCHE

Personnel - 1 Docteur Vétérinaire (déjà cité ci-dessus)
1 Contrôleur
2 Infirmiers
15 Bergers
15 Manoeuvres

Equipement - 1 Bull-dozer
1 Tracteur et implants
2 grosses bétailières
1 véhicule tous terrains
1 véhicule de liaison
1 bétailière légère
Hangars
3 logements

LAITERIE

Personnel - 1 Docteur Vétérinaire
1 Contrôleur
2 Infirmiers
5 Manoeuvres

Equipement - 1 Véhicule 1400 Kg
1 Véhicule liaison

TRACTION ANIMALE

Personnel - Centre de Bouar - 2 Contrôleurs dont 1 en place
5 Agents de dressage dont 2 en place
60 Manoeuvres et bouviers dont 20 en place

Centre de Bambari - 2 Contrôleurs dont 1 en place
5 Agents de dressage dont 2 en place
60 Manoeuvres dont 30 en place

Centre de Bossembélé - 2 Contrôleurs dont 1 en place
5 Agents de dressage
60 Manoeuvres et Bouviers

Centre de la Kémo-Gribingui - 2 Contrôleurs
5 Agents de dressage
60 Manoeuvres et Bouviers

Equipement et Matériel

Centre de Bouar 1 logement
1 grosse bétailière
1 véhicule de liaison en 2^e année
1 Tracteur et implants
Hangars (bouveries, matériel et atelier)

Centre de Bambari

- 1 grosse bétailière
- 1 logement
- 1 véhicule de liaison 2^e année
- 1 tracteur et implements
- 1 combinée
- Hangars (bouviers, matériel et atelier)

Centre de Boessembélé

- 1 logement contrôleur
- 5 logements moniteurs
- 5 grosses bétailières
- 2 grosses bétailières
- 1 véhicule liaison
- 1 tracteur et implements
- Hangars (bouveries, matériel et atelier)

Centre de la Kémo-Gribingui

- 2 logements Contrôleurs
- 5 logements dresseurs
- 2 grosses bétailières
- 2 petites bétailières
- 1 véhicule liaison
- 1 tracteur et implements
- Hangars (bouveries, matériel et atelier)

CHAPITRE III

EAUX, FORETS, CHASSES ET TOURISME

Le Service des Eaux, Forêts, Chasses et Tourisme Cynégétique a quatre domaines d'activités distincts dont le dénominateur commun est la conservation et l'exploitation des ressources naturelles végétales et animales.

Son action s'imbrique avec celle des Services chargés plus particulièrement du développement rural pour la pisciculture, les reboisements, et l'exploitation de la faune sauvage à des fins nutritionnelles.

La pisciculture a été reprise fin 1963. Sur les 25.000 bassins recensés en 1958, une centaine à peine étaient en exploitation. L'opération repart avec des objectifs limités mais en profondeur avec encadrement rapproché.

La pêche pose des problèmes d'ordre plutôt coopératifs que techniques. Le Service de la Coopération est directement intéressé à cette action.

L'exploitation forestière industrielle dont les débuts sont récents puisqu'ils remontent à 1947 a une production croissante. Pour 1965 et 1966 une augmentation annuelle de 10 % est attendue.

Les exportations hors UDE devraient croître un peu plus rapidement au rythme de 20 % par an.

L'aménagement de l'ensemble de la forêt centrafricaine et l'extension de son industrialisation sont l'objet de 3 projets qui doivent aboutir pendant la période biennale 1965 - 1966.

Le tourisme cynégétique qui jusqu'ici ne visait que le Tourisme de haut standing prend un tournant décisif et vise au Tourisme de masse.

Le Gouvernement dans son plan d'action pour les deux années à venir présente 7 projets.

Les deux premiers : pisciculture familiale et reboisement doivent s'intégrer dans les programmes de développement régional et d'action rurale amélioration de la ration alimentaire par la pisciculture: amélioration de l'habitat et protection contre les feux par les reboisements.

La création d'une école de moniteurs piscicoles est liée à l'extension prévue de la pisciculture.

Le programme d'extension touristique donne une toute nouvelle orientation au tourisme qui sera centrafricain et populaire.

Les projets forestiers sont intimement liés au développement de l'exploitation de la forêt et des industries forestières.

Fin des inventaires en forêt denses par une prospection sondage de faible intensité en vue d'un aménagement économique rationnel de la forêt.

Création du Centre Pilote Forestier pour la formation des cadres exigés pour l'installation d'usines nouvelles.

Création du Bureau Technique du Bois pour organiser la commercialisation d'une production accrue.

P I S C I C U L T U R E

12)- But à atteindre - Améliorer la ration alimentaire de la population rurale par la réalisation et l'exploitation de bassins familiaux.

Rappel de la situation -

1958 - 25.000 bassins, 1 Station Centrale, 2 Stations principales, plusieurs stations secondaires et relais (Crédit FAC)

A la suite de la suppression des crédits FAC, en 1962, presque tous les bassins ont été abandonnés.

Les stations de la LANDJIA et de BAMBARI par manque d'entretien ont vu leur production très sérieusement réduite.

Le barrage de la station de la M'BISSA s'étant effondré, arrête le fonctionnement de la station de BERBERATI.

Fin 1963 reprise de la pisciculture avec des moyens réduits.

En 1964 des moyens ayant été de nouveau accordés on a remis en état les stations principales de BAMBARI et BERBERATI ainsi que les stations de BOUAR, BOSSEMBELE, M'BAIKI.

1.000 bassins familiaux sont en eau.

OBJECTIFS :

1964	1.000 bassins réalisés
1965	2.600 "
1966	5.000 "

En 1965 - 1966 : Reprise de toutes les stations secondaires.
Par Région : 1965 - 1966.

OMBELLA-M'POKO	.....	1.000	(Bangui (Bossembélé (Damara (Bogangolo (Yaloké
LOBAYE	.....	300	(Boda (M'Baïki
HAUTE-SANGHA	.....	700	(Berberati (Carnot
BOUAR-BABOUA	.....	750	(Bouar (Baboua (Baoro (Crampel (Dékoa

OUHAM	.....	200	(Bossangoa
OUAKA 1966	.....	1.500	(Bambari (Ippy (Bokol (Kouango
HAUTE-KOTTO	.....	10	(Irabanda
BASSE-KOTTO	.....	500	(Kembé (Alindao (Mobaye
N'DELE	.....	40	

Ces 5.000 bassins peuvent produire annuellement 200.000 kgs de poissons soit plus de 50 kgs de poisson frais par famille.

L'opération a été commencée dans les régions proches des Centres d'alevinage en activité où se trouvait déjà du personnel (Ombella, Ouaka). Elle se continue dans les régions où les stations ont été remises en état, M'Baïki, Bouar, Haute-Sangha et sera poursuivie à N'Délé et dans l'Ouham où tout est à faire: prospection, station, relais, vulgarisation.

2°)- Moyens à mettre en oeuvre

Réforme de structure et modernisation

L'ensemble de l'opération est confiée aux D.R.D. avec la participation technique totale du personnel forestier. Des mises en place sont encore nécessaires dans l'Ouham et N'Délé.

La station centrale de la LANDJIA reprendra, les essais d'introduction, la sélection, la multiplication des variétés retenues, la détermination des valeurs nutritives des aliments.

Un projet inter état Cameroun, Gabon, Congo, financé par le Fonds Spécial des Nations Unies pour la création d'un Centre de formation et de recyclage du personnel piscicole est en cours de réalisation. Il est possible que le centre soit créé à Bangui auquel cas la Station de la LANDJIA sera aménagée de façon modèle et gérée par le Fonds Spécial pendant la durée de l'opération.

Equipement - Les véhicules nécessaires aux empoisonnements sont fournis par les Offices Régionaux, les Inspections forestières assureront les tournées de contrôle avec leur véhicule propre.

Les préposés et Gardes devront être équipés progressivement de vélo moteurs et de bicyclette, total 50 engins.

Matériel technique à renouveler - bac de transport de poisson. Engin de pêche, divers (bascules) etc...

Formation - Nous possédons un bon noyau d'agents capables, les nouveaux seront formés dans les stations principales ou par le Centre du Fonds Spécial.

Effectifs nécessaires : 10 en 1965
10 en 1966

Commercialisation et débouchés

La production est d'autoconsommation dans sa presque totalité, le restant est commercialisé sans aucune difficulté.

3°)- Financement -

Centre de Formation de moniteurs
Participation du P E A T - 125.000.000 CFA
dont 95 Millions pour 65-66
Participation RCA (à trouver) 2.295.000 en 3 ans soit
1.530.000 pour 65-66

Charges récurrentes -

- a)- fonctionnement de la Station Centrale
1.400.000 par an budget national
- b)- pisciculture familiale (équipement et fonctionnement)
à trouver : 2.000.000 par an.

REBOISEMENTS

1^{re}) - Buts à atteindre : Fournir aux populations à proximité des Centres des bois de service (poteaux, perches, bois de chauffage) de qualité. Ces boisements ne se justifient que près les centres importants. Dans les villages, ils sont remplacés par des arbres d'alignement et de pare-feux périphériques.

RAPPEL DE LA SITUATION

Les reboisements de bois de service existant au 31.12.64 après déduction des superficies mal venues ou incendiées se montent à 528 Has principalement à BANGUI, BAMBARI, MOBAYE, ALINDAO et BOUAR.

Des pépinières existent à Bangui, M'Baïki, Bambari, Berbérati, N'Délé, Ouadda.

OBJECTIF DETAILLE PAR REGION

Non compris les reboisements périphériques des villages les superficies nécessaires à réaliser au cours des 2 années à venir sont estimées ainsi :

BANGUI	600 has	+	10 has de bambous
BAMBARI	200		
ALINDAO	200		
N'DELE	50		
BIRAO	50		
BOCARANGA	50		
PAOUA	50		
BOSSANGOA	200		
CRAMPEL	5 has de bambous		
M'BAIKI	5 " "		

La production totale à atteindre est de 15.000 stères d'une valeur de 3.000.000 francs.

ORDRE D'URGENCE

1^{ère} urgence Bangui, Bambari, N'Délé, Birao
2^{ème} urgence le reste.

2^{de}) - Moyens à mettre en oeuvre

Structure

Ces travaux sont menés par les O.R.D. avec le concours technique des Inspections Forestières.

Equipement : deux ensembles mobiles: tracteur, sous soleuse, déchaumeuse pour les travaux de préparation du sol et l'entretien des pare-feux.

Formation : Personnel d'encadrement en place.

Commercialisation : Les forêts créées auront le statut de forêt communale. La commercialisation sera assurée par la Mairie.

Recherche des débouchés : L'opération est destinée à satisfaire un besoin existant.

3^e) - Financement :

1965	-	25 M.	- à trouver
1966	-	20 M.	- à trouver

Charges récurrentes : dégagements des plantations, ouverture des pare-feux.

PROSPECTION SONDAGE EN FORET DENSE

1^{re}) - But à atteindre -

Connaissance de la forêt dense en Lobaye et Haute-Sangha en vue de son aménagement, et de son exploitation par l'implantation raisonnée de complexes d'Industries Forestières.

SITUATION ACTUELLE

Les inventaires de 1960 à 1964 ont porté sur 1.000.000 hectares :
200.000 has en Lobaye
800.000 has en Haute-Sangha
dont 495.000 hectares ont été parcourus par les équipes de prospection.

A ces chiffres s'ajoutent 120.000 hectares de permis forestiers prospectés par les intéressés.

OBJECTIF : Prospection sondage de faible intensité

1.000.000 hectares en Haute-Sangha
100.000 hectares en Ombella-M'Poko

ORDRE DE PRIORITE

1^{ère} urgence : 100.000 hectares en Ombella-M'Poko
100.000 " en Haute-Sangha au sud de Salo

2^e) - Moyens à mettre en oeuvre -

Opération à effectuer à l'entreprise par appel d'offre.

Une partie du personnel spécialiste sera détaché du Service Forestier.

3^e) - Financement -

1965 - 25.000.000 - à trouver
1966 - 25.000.000 - à trouver

aucune charge récurrente.

BUREAU TECHNIQUE DU BOIS

1^o) - But à atteindre -

Ce bureau a pour but de promouvoir toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer le placement d'une production accrue de bois.

Par l'augmentation dans de fortes proportions de la consommation intérieure, ce dernier terme étant entendu dans le sens de l'Union Douanière Equatoriale.

Par la diversification des produits destinés à l'exportation hors de l'UDE et par l'orientation de cette exportation vers les produits les plus élaborés possibles.

2^o) - Moyens à mettre en oeuvre -

Equipement

- 1 atelier avec son équipement
- 1 bâtiment à usage de bureaux
- 2 bâtiments pour le logement des experts

Personnel

- 2 experts fournis par l'Allemagne Fédérale
- 2 Cadres Centrafricains
- 1 Secrétaire
- 2 Chauffeurs fournis par la R.C.A.

3^o) - Financement -

Aide extérieure : République Fédérale d'Allemagne

Investissement	1965	.....	30.000.000
	1966	.....	2.200.000

Aide extérieure assurée après signature de la Convention.

L'opération doit porter sur 3 ans. La contribution totale de l'Allemagne Fédérale est de 50.000.000 fr
de la R.C.A. : 10.000.000 fr

4^o) - Charges récurrentes -

1965	:	5.700.000
1966	:	2.200.000

CENTRE PILOTE FORESTIER DE DEMONSTRATION ET DE FORMATION

1^{re}) - But à atteindre -

Le Centre Pilote Forestier est chargé de mettre au point, de mettre en pratique, de démontrer, d'enseigner les méthodes techniques de travail et d'utilisation des bois locaux déjà étudiés et définis au laboratoire par le Bureau Technique du Bois.

Son rôle essentiel est de former aux techniques modernes les futurs cadres des complexes industriels forestiers dont l'implantation est envisagée ces prochaines années.

IMPLANTATION -

Ce centre sera implanté dans la forêt domaniale de Botémbi à proximité de Bangui, dans le Sous-Préfecture de Bimbo.

2^{de}) - Moyens à mettre en oeuvre -

1) - Equipement

- a) - exploitation forestière
- b) - scierie
- c) - ateliers de transformation

2) - Personnel

- direction et encadrement : 3 fournis par le PEAT
- 3 homologues centrafricains.

3) - Formation

2 promotions de 12 techniciens par an. En 1965-1966 ce nombre pourra être augmenté par la suite.

3^{de}) - Financement

Aide extérieure Fonds Spécial 1965 - 60.000.000
1966 - 30.000.000

Charges récurrentes: Budget National : 10.000.000 par an couvertes par taxe forestière à partir de 1965.

L'opération prévue sur 5 ans: contribution totale

Fonds spécial	180.000.000
R.C.A.	50.000.000

Par la suite le centre pourra s'autofinancer par la commercialisation de sa production.

EXTENSION TOURISTIQUE

1°)- But à atteindre -

Situation actuelle

Infrastructure hôtelière existante à Bangui, Bambari, Bangassou et Bossangoa.

Relais à Crampel - N'Délé, Birao, Ouadda, Obo, Rafaï, Bossangoa, Dongolo, Boali - (En mauvais état sauf Boali)

30 gîtes d'étape en zone forestière et en zone de savane pour la plupart à reconstruire.

1.500 kilomètres de pistes touristiques à dégager rapidement chaque saison.

Plusieurs pistes d'atterrissage dont deux destinées presque exclusivement au tourisme - Ouadda - Djalé, Gordil.

3 entreprises safari-chasse - activité suspendue.

1 Société d'équipement touristique la SCET dont l'activité est pour un temps entièrement consacrée à une réalisation hôtelière à BANGUI.

1 Société de Transport aérien pour les lignes intérieures de faible débit.

Objectif général

- 1°)- Développement du tourisme populaire
- 2°)- Création d'organismes centrafricains d'exploitation touristique
- 3°)- Etablissement du plan d'équipement pour susciter les investissements extérieurs
- 4°)- Etude des sources thermales Grimari, Dékoa, Crampel, Birao.

Objectif détaillé par région

OMBELLA-M'POKO

- Aménagement des collines de Bangui
- Circuit dans la forêt de Botembi
- Chutes de Boali
- Circuit fluvial sur l'Oubangui et la M'Poko

LOBYE

- Circuit Bangui - M'Baïki - Parc de la Maboké - Bangandou - Loko - Bangui avec gîte en forêt
- Création du Parc de la Maboké

N'DELE - BIRAO - OUADDA

- Remise en état des relais de Crampel, N'Délé, Birao, Ouadda.
- Campements sommaires pour visiter en groupe Bamingui - Miaméré - Manlakil - Gordil - Olanda-Djallé
- Reconstruction de gites à Golongosso, Grand Elan, Garaba - Ouandjia, N'goua, Koumbal, Ouandjia, Tiroungoulo, Miaméré, Golongosso, Ndjoko, Gordil, Ouadda-Djalé, Ouadda.
- Circuit Bangui, Bamingui (Parc Bangoran)
- Ouverture de 300 kms de pistes de vision.

OBO-ZEMIO

- Création de gite à Djémah - La Manza

Ordre de priorité -

1ère urgence - OMBELLA - N'DELE - BIRAO

2°)- Moyens à mettre en oeuvre

Réforme de structure

L'activité touristique est du ressort direct du Ministre du Développement qui s'efforcera de promouvoir la création d'organismes para-étatiques d'exploitation touristique.

Equipement

- véhicules et embarcation pour l'exploitation des circuits
- remise en état des relais et gites et construction de nouvelles unités
- brigades d'entretien mécanique des pistes.

Formation

- Stage d'hôtesse d'accueil et d'accompagnement (AIR AFRIQUE)
- Stage d'hôtellerie et industrie touristique
- Formation guide de chasse centrafricain.

Commercialisation et recherches de débouchés

- Les circuits seront initialement réservés aux groupes d'élèves méritants des écoles - à des responsables locaux ou à des élus.
- Par la suite ceux qui se révéleront rentables seront exploités par des entreprises privées sous contrôle de l'Administration.

3°)- Financement

- Investissement
 - Budget Extérieur
 - Matériel pour entretien mécanique - 1965 - 15.435.000 CFA assuré par l'A.I.D.
 - Gite d'étapes, relais, circuits
- | | | |
|--------|-------|-------------|
| 1965 - | 12 M. | - à trouver |
| 1966 - | 12 M. | - à Trouver |

PROJET DE CHIFFRE POUR 1964 & 1965
EN MILLIONS FRANCS C.F.A.

- Autocars - embarcation des entreprises exploitant les circuits - 8 M. - à trouver - capitaux privés.

L'entretien des pistes et des gites demeurent la seule charge récurrente. 2.500.000 par an.

- Aménagement des collines de Bangui
Bitumage des pistes
Construction restaurant - hôtel - 100.000.000 - à trouver.

PROGRAMME CHIFFRE POUR 1965 - 1966
EN MILLIONS FRANCS C.F.A.

Charges recurrentes

Opération	1965	1966	1967
Pisciculture familiale	3,4	3,4	3,4
Ecole Moniteurs piscicoles			
Reboisements			4
Tourisme			2,5
Centre Pilote Forestier			10
Bureau Technique			2,5
Prospection			
	19,1	15,6	22,1
	34,7		

Investissements

OPERATION	Fonds privées		Budget National		Budget Extérieur	
	Financées	A finan.	Financées	A Finan.	Financées	A Finan.
Pisciculture familiale	:	:	:	:	:	:
Ecole moniteur piscicoles	:	:	:	1,5	95	:
Reboisement	:	:	:	:	:	45
Tourisme	:	8	:	:	15,5	122
Centre Pilote	:	:	:	:	90	:
Bureau Technique	:	:	:	:	40	:
Prospection son-	:	:	:	:	:	50
dage	:	:	:	:	:	:
TOTAL	:	8	:	1,5	240,5	217

BESOINS SUPPLEMENTAIRES EN PERSONNEL
ET EN EQUIPEMENT

	Personnel		Equipement
	A.T.	C.C.	
Pisciculture familiale:	30		3 camions 3,5 T - 10 vélomoteurs 20 bicyclettes - petit matériel
Reboisements			2 chaînes tracteurs avec matériel adapté
Tourisme	10		2 Pickup - 5 camions-cars
Centre Pilote Forestier	3	3	Forêt classée de Botembi Exploitation forestière - ateliers - transformation
Bureau Technique	2	2	Bâtiment - Laboratoire
Prospection	2	10	2 camions - 2 Pickup Matériel de campement

A.T. - Assistance Technique

C.C. - Cadres Centrafricains

CHAPITRE IV

COOPERATION

A - PREAMBULE

La Coopération, association d'hommes libres, volontaires et égaux, ayant des intérêts et des buts communs, doit être retenue comme l'un des facteurs essentiels du développement de l'économie rurale, car elle permet :

- 1^{re}) - Le groupement de tous les moyens de production
- 2^{de}) - La bonne utilisation des services et une meilleure exploitation des techniques du développement
- 3^{de}) - Une meilleure commercialisation des produits et la libération du système de traite.

Le mouvement coopératif, lancé depuis le 1er Janvier 1962 en République Centrafricaine, se heurte à des difficultés de tout ordre, qui se résument ainsi :

- ignorance de la masse rurale et des élites centrafricaines de l'esprit et des problèmes coopératifs;
- absence des cadres de gestion des coopératives;
- manque de personnel d'assistance et de contrôle;
- insuffisance des crédits de fonctionnement;
- manque de moyens de locomotion
- crainte après échec des organismes pré-coopératifs (SIP - COTONCOOP - SMDR)

Pour aplanir ces difficultés et obtenir le vrai but recherché en coopération, des conditions telles que la valeur et l'importance du travail doivent être soulignées à la fois dans les services publics et dans le secteur coopératif.

Les Fonctionnaires et Agents d'Assistance à la coopération, les Gérants et les Administrateurs des Coopératives, les Coopérateurs eux-mêmes, ainsi que tous les citoyens doivent être convaincus qu'il n'y a pas de travail efficace et rentable au sein du mouvement coopératif sans :

- la ponctualité
- l'assiduité
- la moralité
- l'esprit de solidarité, de responsabilité, d'intégrité, d'honnêteté, qui excluent la corruption, le détournement, l'abus de confiance, l'individualité.
- l'obéissance hiérarchique, le respect et l'estime mutuels
- l'esprit d'initiative à tous les niveaux
- le respect des décisions collectives

.../...

La réalisation de ces objectifs exige :

- 1^{re}) - l'éducation et la formation de tous
- 2^{de}) - des sanctions exemplaires et à tous les échelons pour les détournements des deniers et la négligence professionnelle
- 3^{de}) - des encouragements en faveur des citoyens qui seront distingués pour leur travail, leur loyauté et leur esprit national en apportant toute leur aide au développement du mouvement coopératif.
- 4^{de}) - l'appui moral et matériel du Gouvernement au mouvement coopératif.

B - PRESENTATION DU PROGRAMME

1^{re}) - SITUATION ACTUELLE

39 Coopératives ont été créées depuis le 1^{er} Janvier 1962.

Catégorie des Coopératives	Nbre	Nbre de sociétaires	Capital social	Observations
COOPÉRATIVES DE CAFÉ : CARNOT - BERBERATI - NOLA - M'BAIKI - BANGASSOU - OBO	6	7.480	12.248.600	En activité
COOPÉRATIVE DE PÊCHE : BIRAO	1	60	38.000	En activité
C.U.M.A. : GRIMARI - BAKALA - BOBANGUI	3	725	739.750	En activité
COOPÉRATIVES DE PRODUITS VIVRIERS : BRIA - N'DELE - BAMBARI - IPPY - QUANGO - MOBAYE - KEMBE - SIBUT - DEKOA - CRAMPEL - DAMARA - BIMBO - BOSSEM - BELE - BATANGAFO - BOUCA - BOZOU - BOSSANGOA - BOCARANGA - PAOUA - BOUAR - BABOUA - M'BAIKI - BODA	22	4.396	5.241.100	dont 12 en activité
COOPÉRATIVE DU PALMIER INDUSTRIEL : KEMBE	1	400	400.000	En activité
COOPÉRATIVE DE COTON : BATANGAFO	1	180	495.000	En activité
COOPÉRATIVE DE SABLE, GRAVIER, PIERRE : BANGUI	1	89	400.000	En activité
COOPÉRATION DE CONSOMMATION : BAMBARI	1	27	27.000	Sans activité
COOPÉRATIVE OUVRIÈRE DE PRODUCTION CIRCONDELLE et ÉLEVAGE de BANGUI	2	46	2.879.800	En activité
COOPÉRATIVE ARTISANALE : BANGUI	1	33	660.000	En activité
	39	13.436	23.129.250	

Quelques-unes de ces coopératives rendent de grands services, d'autres sont dans l'état d'inaction en raison du manque de moyens financiers et matériels, caractérisé par le faible nombre des sociétaires ne permettant pas à la Coopérative d'avoir recours à des emprunts extérieurs.

Le personnel de gestion en place est peu qualifié et insuffisant en nombre.

Les cadres d'assistance et de contrôle actuellement en place sont également insuffisants en nombre et en qualité. On compte :

- 1 Chef de service chargé de coordonner toutes les activités coopératives en République Centrafricaine
- 1 Agent de propagande et d'éducation
- 1 Agent de formation des cadres avec l'assistance d'un expert du B.I.T.
- 1 Inspecteur des coopératives
- 9 Conseillers de coopération en provinces, chargés de l'assistance régionale
- 1 Responsable du bureau d'études qui est à l'E.S.I.C.

I4

Soit 14 Agents qui doivent rayonner en un temps relativement court l'action coopérative dans toute la République Centrafricaine et assister efficacement les 39 Cooperatives créées. A part le problème de manque de moyens qui s'est posé à ces Agents, il faut reconnaître que leur nombre était nettement insuffisant alors que le triple de ce nombre serait le minimum.

- difficultés d'intervention dues à l'absence des moyens de locomotion
- absence de collaboration à tous les niveaux

2°) BUTS A ATTEINDRE EN 1965 - 1966

a)- Consolidation et équipement des coopératives existantes figurant au tableau ci-dessous permettant, en collaboration avec les Offices Régionaux de Développement :

- le ramassage, la collecte et la commercialisation de tous les produits agricoles en milieu rural;
- le ravitaillement en produits de consommation de première nécessité (sel, savon, pétrole, sucre) de toute la masse rurale en zone mal desservie;
- l'harmonisation et la distribution intérieures de tous les produits de consommation;
- l'augmentation de la production grâce à l'emploi des produits chimiques;
- la bonne utilisation des services;
- le développement de l'artisanat rural.

b) - Création de nouvelles coopératives pilotes, dans les régions où les hommes en manifestent l'intention

- Unification préfectorale des coopératives existantes par Sous-Préfecture

- Confier à ces coopératives, après consolidation, de nouveaux objectifs :

Prêts et assistance aux sociétaires, en cas de calamités publiques, économiques ou sociales

3^e) - MOYENS A METTRE EN OEUVRE

- Propagande serrée auprès de la masse rurale et des responsables administratifs et politiques (les militants du MESAN doivent être utilisés comme support de cette action) pour augmentation du nombre des sociétaires.
- Education des sociétaires
- Développement de la coopération scolaire
- Augmentation du capital propre et des moyens
- Amélioration des structures administratives de la gestion
- Formation du personnel de gestion et des administrateurs
- Recrutement du personnel de l'assistance technique et du contrôle à un niveau supérieur et spécialisation de celui-ci
- Inspection régulière et contrôle inopiné des coopératives
- Affectation dans chaque Préfecture d'un conseiller de coopération compétent travaillant sous le contrôle des Offices Régionaux de Développement
- Renforcement de l'effectif du personnel du service de la Coopération
- Perfectionnement et recyclage de ce personnel
- Augmentation des attributions et des pouvoirs du service de la coopération, s'il y a lieu sa transformation en direction pour raison d'efficacité
- Aval de l'Etat pour le prêt aux coopératives.

a) - Personnel (Cadre à l'échelon supérieur et moyen)

- 1 Directeur de service
- 3 Chefs de bureau (bureau propagande et études)
(bureau inspection
(bureau formation et documentation)

et des Adjointes pour leur suppléer

- 15 Conseillers de coopération en province, dont un par Préfecture ou Sous-Préfecture autonome
- 3 Inspecteurs des Coopératives
- 3 Comptables ou Gérants itinérants
- 4 employés spécialisés de bureau

b) - Technique

- 15 véhicules légers pour les Conseillers en province
- 4 véhicules légers mais double pont pour propagande, inspection et contrôle
- Matériel de propagande et de bureau
- 15 Logements pour les Conseillers en province

48) - FINANCEMENT

	1965	1966	TOTAL	OBSERVATIONS
Equipement service d'assistance	32.000.000	8500.000	40.500.000	A financer
Propagande - Education - Formation et recyclage des cadres	4.500.000	8.000.000	12.500.000	A Financer
Equipement des sociétés coo- pératives suivantes (projet CEE)	125.000.000	27000.000	152.000.000	A financer
M'BAIKI				
BODA				
CARNOT				
BERBERATI				
NOLA				
BANGASSOU				
PAQUA				
BOSSANGO				
BIRAO				
BOSSEMBELE				
KEMO-GRIBINGUI				
KONGBO				
	161.500.000	43.500.000	205.000.000	

C) - CONCLUSION

Le programme présente à première vue et dans l'immédiat des charges pour l'Etat, mais ces charges sont des investissements dont le rendement est attendu dans un proche avenir.

Ces investissements permettront à l'Etat d'asseoir sa politique économique en milieu rural grâce aux opérations suivantes :

- Bonne commercialisation de tous les produits agricoles ayant pour effet l'extension et la diversification de la production actuellement basée sur les seuls produits d'exportation;
- Ravitaillement des zones déshéritées en produits de première nécessité, donc incitation de la population à la production au delà des besoins de sa propre auto-consommation;
- Meilleures productions en quantité et qualité, grâce à la plus grande compréhension des populations mieux informées et mieux préparées à l'utilisation de nouvelles techniques;
- Possibilités d'introduction de nouvelles techniques en vue de l'augmentation de la qualité et du rendement des productions. Valorisation des journées de travail par une productivité accrue et augmentation de volume des travaux accomplis.

- La gestion des affaires propres à la masse par elle-même, ce qui doit permettre ensuite l'allègement des charges d'assistance de l'Etat et la prise du relai par le secteur coopératif en ce domaine,
 - Augmentation du revenu national par l'augmentation de la production, des échanges et du niveau de vie de la population,
 - Augmentation de la richesse de l'Etat par la constitution d'une épargne et l'investissement de celle-ci dans le Pays,
 - Renforcement de l'esprit de solidarité et de la vie communautaire de toutes les couches sociales de la Nation permettant à l'Etat de développer de nouvelles actions de masse.
-

CHAPITRE V

JEUNESSE PIONNIERE NATIONALE

INTRODUCTION

La Jeunesse Pionnière Nationale, mouvement créé pour assurer la formation, l'éducation et le développement du milieu rural doit au cours des deux années, étendre ses activités dans les Préfectures et Sous-Préfectures de la République Centrafricaine.

Pour atteindre ce but, la J.P.N. s'est fixé les projets et programmes suivants :

a)- Multiplication des villages coopératifs
des centres de vulgarisation
et des centres avicoles.

b)- Création des centres régionaux dans quelques importantes Préfectures et Sous-Préfectures de notre Pays afin de servir de base pour l'organisation et l'administration de nos clubs.

- Création de clubs dans toutes les préfectures et Sous-Préfectures.

c)- Formation des cadres.

BRANCHE AGRICOLE

1.- Villages Coopératifs - S'organiseront en fermes mixtes de 100 membres. Elles auront en fin du programme :

- 1) 300 hectares de cultures vivrières, industrielles et fourragères
- 2) Un poulailler de 1.000 pondeuses - 5 rotations de 1.000 poulets de chair par an
- 3) Un troupeau de bétail pour la viande
- 4) Atelier - Forge - Garage - Menuiserie - Electricité
- 5) Magasin d'engrais, de semences, d'insecticides, une usine de mélange, un séchoir, compost et fumier.

2.- Plantations - reprises par la J.P.N. par l'intermédiaire du Gouvernement, de plantations entretenues disponibles ou récemment abandonnées (café notamment).

Les travaux suivants seront entrepris :

- 1) La culture de ces plantations sera reprise avec des méthodes modernes pour arriver au niveau de fertilité et de rentabilité maximum.

- 2) La superficie de chaque plantation sera augmentée progressivement de façon à atteindre 100 hectares.
- 3) Un terrain pour cultures vivrières et cultures irriguées sera préparé dans chaque plantation.
- 4) Là où les besoins locaux le justifieront, des poulaillers seront installés.
- 5) Les installations manquantes seront construites (magasins divers, aires de séchage, ateliers, etc...)
- 6) Une usine de traitement de café sera construite dans chaque village, ce qui permettra de traiter la récolte des planteurs de la région.

3.- Centre d'élevage - Il comprendra :

- 1) Un poulailler pour 5.000 pondeuses qui produiront 650.000 oeufs par an.
- 2) Un poulailler de 5.000 poulets de chair en 5 rotations qui produiront chaque année 35 tonnes.

La diminution des importations, l'augmentation de la consommation de la population locale basée sur la baisse des prix et surtout l'amélioration et la rationalisation des méthodes permettront de trouver des débouchés nécessaires.

S'il le faut les possibilités d'exportation seront étudiées.

- 3) Eleveuses et bâtiments selon les besoins
- 4) Un atelier d'emballage.

4.- Centre de vulgarisation agricole - Ils seront basés sur les villages coopératifs qui assisteront les planteurs de leur expérience et fourniront l'encadrement de base.

Il comprendront :

- 1) Une station de machines agricoles (tracteurs et machines agricoles)
- 2) Des magasins d'engrais, d'insecticides et d'outillage
- 3) Une grande salle permettant conférences, réunions et journées d'études

Chaque centre s'occupera de 600 paysans environ.

Tous les services seront payés au village.

Le village s'occupera de la commercialisation des récoltes des planteurs encadrés.

1.- Investissements dans les villages existants -

A) Villages de savane (Barthélémy BOGANDA, David DACKO, Charles de GAULLE)

1. Construction

170 habitations à 125.000

21.250

Elevage - Poulailler
Porcherie
Etable

2.000

1.500

1.500

Adduction d'eau	3.000
Chemins et routes	1.000
Electricité	2.500
2. <u>Outillage agricole</u>	2.000
3. <u>Outillage atelier et garage</u>	2.000
B) <u>Village Ben ZVI</u>	
Habitations et constructions	7.000
Adduction d'eau	800
Electricité	1.000
Outillage de l'usine et aires de séchage	4.000
Camion pour collecte de café	3.000
C) <u>Centre avicole de KOLONGO</u>	
Bâtiments	4.500
Outillage	1.000
Equipement et centre d'emballage	750
	58.800

II. Investissements dans les nouveaux villages à établir en 1965 et 1966.

A) Villages basés sur plantations de café existantes

Il est prévu de développer au moins 1 village par préfecture se trouvant dans la zone de café (Basse-Kotto, M'Bomou, Lobaye, Haute-Sangha, Ombella-M'Poko).

1) Batiments

1- habitation en dur pour technicien	1.500
2- habitations pour familles 40x125.000	5.000
3- bâtiments centraux et bureau	2.000
4- magasin et aires de séchage	1.500
5- 2 tracteurs et outillage	3.000
6- Véhicules 1) léger	1.500
2) camion	3.000
7- adduction d'eau	1.000
8- électricité	1.000

9- Dans plusieurs plantations de cette importance existe déjà une usine de décorticage plus ou moins primitive.

Nous estimons qu'en moyenne pour les moderniser il faut prévoir 3.000

22.500

Il faut prévoir que parfois il faudra déduire de ce programme certains investissements existants déjà sur place comme :

- a) bâtiments
- b) habitation pour technicien
- c) tracteurs et véhicules fournis par une autre source comme l'aide américaine, cédée avec la plantation.
- d) Eau et électricité s'ils existent

- e) Les habitations des pionniers peuvent éventuellement être échelonnées sur plus de deux ans. Les dépenses courantes ainsi que le paiement par tranche de la valeur de la plantation sur les récoltes.

Il faut prévoir 5 villages à 22.500 90.000

B) Village en zone de savane (3) avec centre de vulgarisation

a) Investissements productifs

1) installation d'électricité et adduction d'eau	2.000
2) Garage - construction et matériel	1.000
3) Elevage - poulailler, procherie et étable	1.000
4) <u>Matériel roulant</u>	
Camion de 3T,5 diesel	2.000
2 pick-ups	2.500
7 tracteurs à roues	7.000
1 tracteur à chenilles	5.000
Outillage agricole	8.000
1 délanieuse pour ROSELLE	1.250
5) séchoir et magasin	1.000
6) Broyeur	250
7) achat de bétail	300
8) débroussaillage de 100 has avec bulldozer	3.000
9) divers	1.000

35.300

b) Investissements pour les services

1) dortoir (transformé en magasin au 2 ^e stade)	800
2) case pour technicien	1.500
3) habitations pour familles 40 x 125	5.000
4) atelier et menuiserie	200
5) divers - bureau	500

8.000

c) Vulgarisation

grande salle
magasin et bureau

700

300

1.000

T O T A L

132.900

Trois villages : 44.300 x 3 = 132.900

.../...